

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DU SUIVI DES OPERATIONS
FINANCIERES DE L'ETAT

BURKINA FASO
Unité-Progress-Justice



ANNUAIRE STATISTIQUE 2022 DE LA DGTC

Septembre 2023

■ AVANT PROPOS



La Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) inscrit l'obligation de rendre compte comme une valeur cardinale de sa gouvernance.

Ainsi, les réformes engagées par la DGTCP ces dernières années en matière de production et de diffusion des statistiques, participent à l'atteinte de cet objectif. A ce titre, plusieurs statistiques sont produites pour suivre l'exécution et l'évolution des différentes activités. Il s'agit entre autres des statistiques sur la dette publique, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat et des Collectivités territoriales (CT), les sociétés d'assurance, les Systèmes financiers décentralisés (SFD), le Tableau des opérations financières de l'Etat, les correspondants du Trésor, les Etablissements publics de l'Etat (EPE).

Au regard de cette diversité des productions statistiques et pour répondre aux multiples sollicitations, la DGTCP a entrepris depuis 2020 la production de son Annuaire statistique (AS).

Dans cette optique de bonne gouvernance économique et d'aide à la prise de décision,

la publication de l'information sur les statistiques constitue un pilier important. Aussi, la production et la diffusion de ces statistiques participent à l'animation du débat public sur la gouvernance et la gestion des finances publiques conformément à la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.

A cet effet, la DGTCP a le plaisir de mettre à votre disposition, la quatrième édition couvrant la période 2013-2022 de son AS. Ce dernier est le produit d'un processus participatif ayant impliqué l'ensemble des structures de la DGTCP et aussi d'autres directions générales du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP). Leurs contributions ont permis de disposer de données riches et diversifiées.

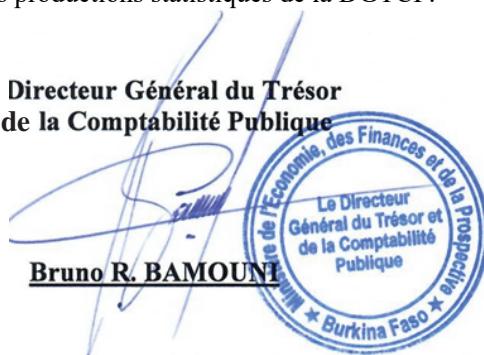
Je me réjouis de la production de cette nouvelle édition et j'adresse mes félicitations à tous les collaborateurs pour les efforts fournis pour assurer la collecte des données dans des conditions bien souvent difficiles.

Nonobstant les efforts consentis pour disposer d'un document de qualité, des imperfections pourraient y subsister. Ma structure est disposée à accueillir favorablement les observations, suggestions et compléments afin d'améliorer les prochaines éditions.

J'ose croire que ce document répondra aux besoins des utilisateurs et contribuera à l'enrichissement de leurs connaissances sur les productions statistiques de la DGTCP.

**Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique**

Bruno R. BAMOUNI



SOMMAIRE

AVANT PROPOS	III
SOMMAIRE	V
SIGNES CONVENTIONNELS	VII
SIGLES ET ABREVIATIONS	IX
LISTE DES TABLEAUX	1
METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DELA DGTCP.....	7
I ^{ère} PARTIE : Présentation de la DGTCP	9
Chapitre 1 : Organisation administrative de la DGTCP	11
Chapitre 2 : Ressources humaines et matérielles	22
II ^{ème} PARTIE : Gestion optimale des deniers publics	29
Chapitre 3 : Prévisions et mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie.....	31
Chapitre 4 : Prévision et exécution des dépenses publiques	45
Chapitre 5 : Gestion de la dette publique	59
Chapitre 6 : Soldes caractéristiques du TOFE, indicateurs de la dette, critères FEC et critères de convergence	53
III ^{ème} PARTIE : Tenue efficace de la comptabilité et gestion de la tutelle et renforcement des relations économique, financière et monétaire	57
Chapitre 7 : Principaux indicateurs des Assurances	59
Chapitre 8 : Principaux indicateurs des Systèmes financiers décentralisés et des Fonds nationaux	63
Chapitre 9 : Etablissements publics de l'Etat, entreprises publiques, sociétés d'économie mixtes, bureaux de change et de transferts, jeux de hasard.....	67
Chapitre 10 : Principaux agrégats et soldes des opérations financières des Collectivités Territoriales	79
GLOSSAIRE	a
METADONNEES	k
ANNEXES	m
Annexe 1 : Liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2022	n
Annexe 2 : Equipe d'élaboration de l'annuaire statistique	o
Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation	p

SIGNES CONVENTIONNELS

na	: non applicable
nd	: non disponible
*	: données provisoires

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	: Agence comptable centrale du trésor
AJE	: Agence judiciaire de l'Etat
APE	: Appel public à l'épargne
BAT	: Bon assimilable du trésor
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCMS	: Bureau comptable matières secondaire
BDT	: Banque des dépôts du trésor
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CAST	: Compte d'affectation spéciale du trésor
CAT	: Cellule d'appui technique
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIMA	: Conférence interafricaine des marchés des assurances
CNAMU	: Caisse nationale d'assurance maladie universelle
CNPE	: Comité national de la politique économique
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CPU	: Cellule paierie des unités de vérification
CT	: Collectivité territoriale
DA	: Direction des assurances
DAMOF	: Direction des affaires monétaires et financières
DC/BR	: Dépositaire central/Banque de règlement
DDP	: Direction de la dette publique
DELFI	: Direction des études et de la législation financière
DG	: Direction générale
DGA	: Directeur général adjoint
DGD	: Direction générale des douanes
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DIT	: Direction de l'informatisation du trésor
DPE	: Direction du portefeuille de l'Etat

DPQIR	: Direction de la prospective, de la qualité, de l'innovation et des réformes
DSC-SFD	: Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	: Droits de tirages spéciaux
EPE	: Etablissement public de l'Etat
EPPS	: Etablissement public de prévoyance sociale
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FEC	: Facilité élargie de crédit
FMI	: Fonds monétaire international
FN	: Fonds national
GFC	: Gestion financière et comptable
IADM	: Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IARD	: Incendies, accidents et risques divers
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
ITT	: Inspection technique du trésor
LFR	: Loi de finances rectificative
MEFP	: Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
MSFP	: Manuel de statistiques de finances publiques
OAT	: Obligation assimilable du trésor
PG	: Paierie générale
PIB	: Produit intérieur brut
PPTE	: Initiative des pays pauvres très endettés
PS	: Perception spécialisée
PT	: Provision technique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
RG	: Recette générale
SAD	: Service des archives et de la documentation
SCI	: Service de contrôle interne
SCRP	: Service de communication et des relations publiques
SE	: Société d'Etat
SEM	: Société d'économie mixte
SF	: Service financier
SGRH	: Système de gestion des ressources humaines

SIGCM	: Système intégré de gestion de la comptabilité matières
SRH	: Service des ressources humaines
TD	: Trésorerie départementale
TMDC	: Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires
TOF-ACB	: Tableau des opérations financières de l'administration centrale budgétaire
TOF-CT	: Tableau des opérations financières des collectivités territoriales
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TP	: Trésorerie provinciale
TR	: Trésorerie régionale
UCBA	: Uni Credit Bank Austria
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAN	: Valeur actualisée nette

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Effectif du personnel de la DGTCP par catégorie de 2016 à 2022	22
Tableau 2 : Effectif des agents de la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022	22
Tableau 3 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022	22
Tableau 4 : Effectif des agents hors DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022	23
Tableau 5 : Effectif des agents en activité à la DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2022	23
Tableau 6 : Effectif des agents hors DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2022	23
Tableau 7 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par direction de 2016 à 2022	24
Tableau 8 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par emploi de 2016 à 2022	25
Tableau 9 : Effectif des hors Trésor par emploi de 2016 à 2022	26
Tableau 10 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2022	26
Tableau 11 : Effectif des agents en activité hors DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2022	26
Tableau 12 : Situation du matériel de la DGTCP de 2020 à 2022	27
Tableau 13 : Situation des immobilisations de la DGTCP de 2021 à 2022	27
Tableau 14 : Situations des ouvrages de la bibliothèque	28
Tableau 15 : Situation des demandes de communication externes	28
Tableau 16 : Situation des demandes de communication internes	28
Tableau 17 : Prévisions de recettes, hors recettes des collectivités territoriales par régie, selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)	32
Tableau 18 : Prévisions révisées de recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)	32
Tableau 19 : Réalisations des recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie (milliards de FCFA)	32
Tableau 20 : Prévisions de recettes selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)	33
Tableau 21 : Prévisions révisées des recettes selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)	33
Tableau 22 : Réalisations des recettes de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)	34
Tableau 23 : Réalisations des recettes de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)	34
Tableau 24 : Prévisions des recettes par groupe d'Unités de recouvrement selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)	36
Tableau 25 : Réalisation par groupe d'Unités de recouvrement (milliards de FCFA)	36
Tableau 26 : Prévisions des recettes par nature de la DGTCP selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)	36
Tableau 27 : Prévisions révisées des recettes par nature de la DGTCP selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)	37

Tableau 28: Réalisations des recettes par nature de la DGTCP (milliards de FCFA)	37
Tableau 29 : Situation des précomptes effectués par la DGTCP pour le compte de la DGI, de la DGD et de l'ARCOP (en millions de FCFA)	37
Tableau 30: Prévisions des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (millions de FCFA)	38-39
Tableau 31 : Recouvrement des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (millions de FCFA)	39-40
Tableau 32 : Mobilisation des titres publics par mode d'émission (milliards de FCFA)	40
Tableau 33 : Mobilisation des titres publics par type d'instruments (milliards de FCFA)	40
Tableau 34 : Montants mobilisés des titres publics par maturité (milliards de FCFA)	40
Tableau 35 : Situation d'exécution des émissions des titres publics	40
Tableau 36 : Répartition des titres publics par maturité	41
Tableau 37 : Taux moyen de couverture par maturité des titres publics (%).....	41
Tableau 38 : Rendement moyen pondéré de 2019 à 2022(%).....	41
Tableau 39 : Taux moyen pondéré de 2016 à 2022(%)	42
Tableau 40: Prix moyen pondéré de 2016 à 2022 (FCFA)	42
Tableau 41 : Prévisions des décaissements des financements extérieurs (milliards de FCFA)	42
Tableau 42 : Décaissements des financements extérieurs (milliards de FCFA).....	42
Tableau 43 : Décaissements des appuis projets par type de partenaires (milliards de FCFA).....	43
Tableau 44 : Décaissements des appuis programmes par type de partenaires (milliards de FCFA)	43
Tableau 45 : Nombre de comptes de dépôts au Trésor	43
Tableau 46: Prévisions des dépenses de l'Administration centrale par nature économique selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA).....	46
Tableau 47: Prévisions révisées des dépenses de l'Administration centrale par nature économique selon le Programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI (milliards de F CFA).....	46
Tableau 48 : Exécution des dépenses de l'Administration centrale par nature économique (milliards de FCFA)	47
Tableau 49 : Exécution des charges de l'Administration centrale budgétaire par nature économique (milliards de FCFA).....	47
Tableau 50 : Acquisition nette des actifs non financiers de l'Administration centrale budgétaire par nature économique (milliards de FCFA).....	48
Tableau 51 : Acquisition nette des actifs fixes de l'Administration centrale budgétaire par nature économique(milliards de FCFA).....	48
Tableau 52 : Subventions aux hydrocarbures et au gaz (milliards de FCFA).....	48
Tableau 53 : Délai de paiement de la dépense publique.....	48
Tableau 54: Encours de la dette publique par bénéficiaire (milliards de FCFA)	50
Tableau 55: Encours de la dette publique par source de financement (milliards de FCFA)	50
Tableau 56: Encours de la dette publique selon la monnaie de 2015 à 2022 (milliards de FCFA).....	50

Tableau 57 : Encours de la dette extérieure par type de créanciers (milliards FCFA).....	50
Tableau 58: Encours de la dette publique extérieure par créancier (milliards de FCFA).....	51
Tableau 59: Encours de la dette publique intérieure par créancier (milliards de FCFA).....	52
Tableau 60: Service de la dette publique par secteur de la contrepartie et par composante (milliards de FCFA).....	52
Tableau 61 : Allègements obtenus de la dette (milliards FCFA)	52
Tableau 62: Soldes caractéristiques du TOFE (milliards de FCFA)	54
Tableau 63 : Soldes caractéristiques du Tableau des opérations financières de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)	54
Tableau 64: Indicateurs de la dette extérieure (%).....	54
Tableau 65: Taux d'endettement (%)	54
Tableau 66: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA)	54
Tableau 67: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA)	54
Tableau 68: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang CEDEAO).....	55
Tableau 69: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang CEDEAO)	55
Tableau 70 : Les critères de performances ou de réalisations quantitatifs du suivi du programme de 2014 à 2022 FEC (milliards de FCFA)	55
Tableau 71 : Repères indicatifs du suivi du programme FEC de 2014 à 2022 (milliards de FCFA)	55
Tableau 72: Effectif des sociétés d'assurance par type d'assurance	60
Tableau 73: Chiffre d'affaires des sociétés d'assurances (millions de FCFA)	60
Tableau 74: Situation des indemnisations des sociétés d'assurances (millions de FCFA).....	60
Tableau 75 : Engagements réglementés des sociétés d'assurances (millions de FCFA)	60
Tableau 76: Placements des sociétés d'assurances (millions de FCFA)	60
Tableau 77: Marge de solvabilité des sociétés d'assurance (millions de FCFA)	61
Tableau 78: Marge de solvabilité agrégée des sociétés d'assurance (millions de FCFA)	61
Tableau 79: Situation des primes cédées aux réassureurs (millions de FCFA)	61
Tableau 80 : Situation des sinistres et prestations à la charge des réassureurs (millions de FCFA)	62
Tableau 81: Résultats de réassurance du marché des assurances (millions de FCFA)	62
Tableau 82: Résultat d'exploitation des sociétés d'assurances (millions de FCFA)	62
Tableau 83: Evolution des commissions payées aux intermédiaires d'assurances (millions de FCFA)	62
Tableau 84: Evolution des frais généraux d'assurances (millions de FCFA).....	62
Tableau 85: Evolution des arriérés des sociétés d'assurances (millions de FCFA)	62
Tableau 86 : Effectif des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) par statut juridique	64
Tableau 87: Situation des missions de contrôle sur place.....	64
Tableau 88: Effectif des membres des Systèmes Financiers Décentralisés	64
Tableau 89 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés de 2013 à 2022 (millions de FCFA)	64

Tableau 90 : Nombre des Fonds nationaux par catégorie de 2015 à 2022	65
Tableau 91 : Recettes par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	65
Tableau 92: Recettes par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	65
Tableau 93 : Recettes par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2022 (millions de FCFA) .	65
Tableau 94 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	66
Tableau 95 : Dépenses par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	66
Tableau 96 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	66
Tableau 97 : Effectif des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) par secteurs d'activités, hors ceux disposant d'une Assemblée Générale	68
Tableau 98 : Effectif des EPE ayant présenté un rapport financier à l'Assemblée Générale des EPE par secteur d'activités	68
Tableau 99 : Recettes des EPE par nature (millions de FCFA).....	68
Tableau 100 : Recettes des EPE du secteur de la Santé par nature (millions de FCFA).....	68
Tableau 101 : Recettes des EPE du secteur de l'Hydraulique, du développement rural et de la foresterie par nature (millions de FCFA)	69
Tableau 102 : Recettes des EPE du secteur de l'Education, de l'enseignement et de la formation professionnelle (millions de FCFA)	69
Tableau 103 : Recettes des EPE du secteur des Prestations de services et autres par nature (millions de FCFA)	69
Tableau 104 : Recettes des EPE du secteur de la Communication, de la culture et du tourisme par nature (millions de FCFA)	69
Tableau 105 : Dépenses des EPE par nature (millions de FCFA).....	69
Tableau 106 : Dépenses des EPE du secteur de la Santé par nature (millions de FCFA)	70
Tableau 107 : Dépenses des EPE du secteur de l'Hydraulique, du développement rural et de la foresterie par nature (millions de FCFA)	70
Tableau 108: Dépenses des EPE du secteur de l'Education, de l'enseignement et de la formation professionnelle par nature (millions de FCFA)	70
Tableau 109 : Dépenses des EPE du Secteur des Prestations de services et autres par nature (millions de FCFA).....	70
Tableau 110 : Dépenses des EPE du Secteur Communication, de la culture et du tourisme par nature (millions de FCFA).....	70
Tableau 111 : Dépenses d'investissement des EPE par secteur d'activités (millions de FCFA)	70
Tableau 112 : Taux moyen du ratio d'autofinancement des EPE par secteur d'activités (%)	71
Tableau 113 : Effectif des EPE suivant le respect de la norme du ratio d'autofinancement ($\geq 20\%$) par secteur d'activités	71
Tableau 114 : Effectif des entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte	71
Tableau 115 : Situation financière des sociétés d'Etat de 2017 à 2022 (millions de FCFA)	71

Tableau 116 : Capital social par catégorie de sociétés d'économies mixtes (en millions de FCFA) dont part de l'Etat de 2018 à 2022 (%).....	72
Tableau 117 : Nombre de bureaux de change manuel par localité	72
Tableau 118 : Vente de devises au Burkina Faso (milliers)	72
Tableau 119 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent américain en unité	72
Tableau 120 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent asiatique en unité	73
Tableau 121 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent européen en unité	73
Tableau 122 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent africain en unité	73
Tableau 123 : Nombre de bureaux de transfert d'argent par localité.....	73
Tableau 124 : Transferts reçus et émis par le Burkina Faso (millions de FCFA).....	74
Tableau 125 : Nombre de dossiers de contentieux administratifs délibérés vidés	74
Tableau 126 : Nombre de dossiers de contentieux judiciaires délibérés vidés	74
Tableau 127 : Incidence financière des dommages causés par l'Etat par nature de dossiers (millions de FCFA)	74
Tableau 128 : Situation des arrêtés portant autorisation d'organiser des tombolas de 2014 à 2022	74
Tableau 129 : Situation des autorisations des dossiers relatifs aux licences d'exploitation et d'ouverture des salles de machines à sous et casinos de 2015 à 2022	74
Tableau 130 : Situation des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE).....	75
Tableau 131 : Etat de transmission des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE) de 2020 à 2022	75
Tableau 132 : Situation des comptes de gestion produits par les Agents Comptables	75
Tableau 133 : Etat de transmission des comptes de gestion des Agents Comptables de 2020 à 2022.....	75
Tableau 134 : Situation des comptes de gestion des receveurs de collectivités territoriales faisant l'objet de jugement par la Cour des comptes de 2015 à 2022.....	75
Tableau 135 : Etat de transmission des comptes de gestion des receveurs de collectivités territoriales de 2020 à 2022	76
Tableau 136 : Situation des droits payés pour services rendus (millions de FCFA)	76
Tableau 137 : Couverture géographique des salles de machines à sous des sociétés de jeux.....	76
Tableau 138 : Situation de traitement des demandes de création de régie d'avances de 2019 à 2022	76
Tableau 139 : Situation de traitement des demandes de création de régie de recettes de 2019 à 2022	77
Tableau 140 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Collectivités Territoriales de 2015 à 2022 (millions de FCFA).....	80
Tableau 141 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Communes rurales sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	81

Tableau 142 : Principaux agrégats des Opérations financières des Communes urbaines sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	81-82
Tableau 143 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des régions collectivités Territoriales sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	82
Tableau 144 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région de la Boucle du Mouhoun sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	83
Tableau 145 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Cascades sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	83-84
Tableau 146 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	84
Tableau 147 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Est sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	85
Tableau 148 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Nord sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	86
Tableau 149 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Ouest sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	86-87
Tableau 150 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Sud sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	87
Tableau 151 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région de l'Est sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	87-88
Tableau 152 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Hauts-Bassins sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	88
Tableau 153 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Nord sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	89
Tableau 154 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Plateau Central sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	89-90
Tableau 155 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sahel sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)	90
Tableau 156 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sud-Ouest sur la période 2015-2022 (millions de FCFA).....	90-91

METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DGTCP

Au regard de la diversité des productions statistiques et pour répondre aux multiples sollicitations, la DGTCP a entrepris depuis 2020 la production d'un annuaire statistique couvrant une période de dix ans. Pour ce faire, le document « **typologie et dispositif de collecte, de traitement et de centralisation des données produites à la DGTCP** », élaboré en 2013 et actualisé successivement en 2018 et 2022, sert de boussole. Ces différentes actualisations tiennent compte de l'évolution des productions statistiques de la DGTCP, des méthodes de collecte et du traitement des données. Ledit document recense et classe suivant plusieurs critères l'ensemble des productions statistiques du Trésor d'une part et définit le dispositif de collecte, de traitement et de centralisation des données d'autre part.

La présente note méthodologique résume les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2022 et les principaux changements intervenus. Elle est une description pratique du dispositif défini par le document ci-dessus cité.

1. Processus de production de l'Annuaire Statistique 2022 de la DGTCP

Il a consisté essentiellement à la collecte, au traitement et à la validation des données provenant des différentes structures du Trésor. Ainsi, un chronogramme indicatif allant de la collecte des données à la diffusion a été établi.

La collecte des données s'est déroulée du 31 juillet au 10 août 2023, à la suite de la lettre circulaire n°2023-1476/MEFP/SG/DGTCP/DSOFE du 31 juillet 2023 adressée à tout responsable de structure centrale. Cette phase a été marquée par l'actualisation et la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques qui se sont chargés de les renseigner et de les retourner à la Direction du suivi des opérations financières de l'Etat (DSOFE).

Pour le traitement des données collectées, il s'est agi d'effectuer des contrôles de cohérence et de fiabilité ainsi qu'à la production des différents tableaux. Cette étape a abouti à la production d'un projet d'annuaire statistique qui a été finalisé lors d'un atelier tenu à Koudougou, du 27 août au 04 septembre 2023, en présence des représentants des différentes structures.

S'agissant de la validation du projet de l'Annuaire Statistique de la DGTCP, elle s'est faite en atelier avec les premiers responsables de la DGTCP le lundi 27 décembre 2023.

2. Les principaux changements

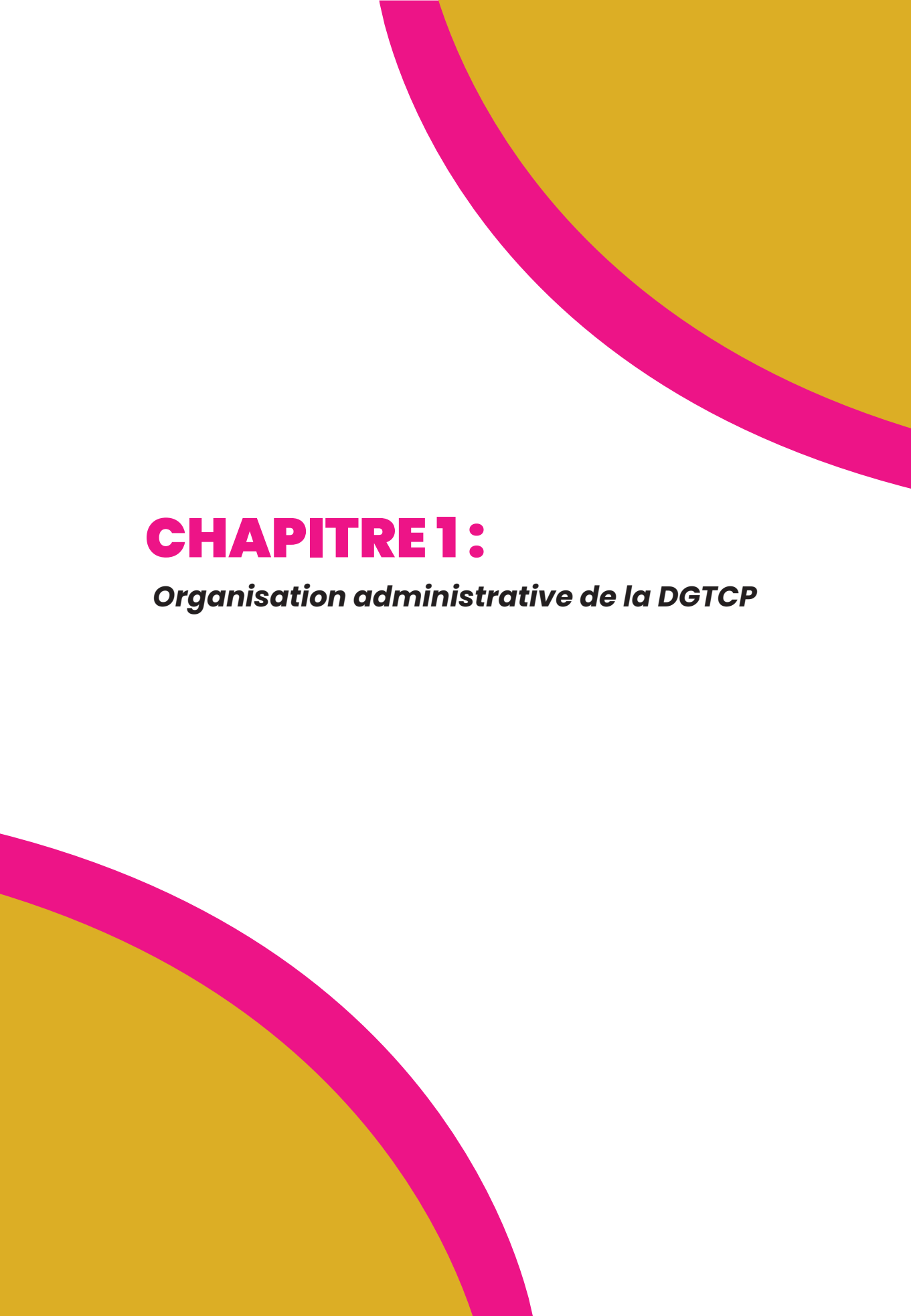
Par rapport aux éditions antérieures, les principaux changements sont les suivants :

- insertion de nouveaux tableaux à savoir :
 - les réalisations des recettes selon la nomenclature du TOFE/ MSFP 2014 ;
 - la situation des ouvrages de la bibliothèque ;
 - la situation des demandes de communication exprimées ;
 - la situation des demandes de communication satisfaites ;
 - les soldes caractéristiques du TOF-AC selon le MSFP-2014 ;
 - les indicateurs de la dette extérieure ;
 - les acquisitions nettes des actifs fixes de l'Administration Centrale par nature économique ;
 - les délais de paiement.



IÈRE PARTIE :

Présentation de la DGTCP



CHAPITRE 1:

Organisation administrative de la DGTCP

En application des dispositions du décret n°2023-0198/PRES-TRANS/PM/MEFP du 13 mars 2023 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective, l'arrêté N°2023-0167/MEFP/SG/DGTCP du 28 mars 2023 précise les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

La DGTCP est une structure centrale du MEFP. Elle a pour mission d'assurer une saine gestion des deniers publics, de garantir la trésorerie au titre du budget de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et de veiller à la viabilité du système financier national. Placée sous l'autorité d'un Directeur général, assisté d'un Directeur général adjoint, la DGTCP est organisée comme suit :

- la direction générale ;
- les services d'appui ;
- les directions techniques ;
- les structures comptables ;
- les structures déconcentrées.

1. La direction générale

La direction générale comprend :

- le Directeur général (DG) ;
- le Secrétariat du Directeur général ;
- la Cellule d'appui technique (CAT) ;
- l'Inspection technique du trésor (ITT) ;
- le Directeur général adjoint (DGA) ;
- le Secrétariat du Directeur général adjoint.

1.1. Le Directeur général

Le Directeur général définit les grandes orientations, coordonne, contrôle l'exécution des activités et évalue les performances.

1.2. Le Secrétariat du Directeur général

Le Secrétariat du Directeur général est chargé de la réception, du traitement, du classement et de l'expédition du courrier. Il s'occupe également de l'organisation des audiences du Directeur général.

Le Secrétariat du Directeur général, placé sous la responsabilité d'un Secrétaire, comprend un Secrétariat particulier et une Cellule courrier.

1.3. La Cellule d'appui technique

La Cellule d'appui technique a pour mission l'étude et le traitement de tous les dossiers qui lui sont confiés par le Directeur général. Elle est animée par des Chargés d'appui technique au nombre de cinq (05) au maximum.

1.4. L'Inspection technique du trésor

L'Inspection technique du trésor a pour mission d'assurer le contrôle et l'audit de l'ensemble des services du Trésor public et l'ensemble des réseaux des comptables publics et assimilés conformément aux normes nationales et internationales.

Elle est placée sous la responsabilité d'un Inspecteur technique principal et animée par des inspecteurs techniques.

1.5. Le Directeur général adjoint

Le Directeur général adjoint assiste le Directeur général dans l'exécution de sa mission. Il est compétent pour toutes les questions que pourraient lui confier le Directeur général.

Le Directeur général adjoint assure l'intérim du Directeur général en cas d'absence de ce dernier.

1.6. Le Secrétariat du Directeur général adjoint

Le Secrétariat du Directeur général adjoint est chargé de la réception, du traitement, du classement, et de l'expédition du courrier. Il s'occupe également de l'organisation des audiences du Directeur général adjoint.

Le Secrétariat du Directeur général adjoint est placé sous l'autorité d'un Secrétaire.

2. Les services d'appui

Les services d'appui de la DGTCP sont :

- le Bureau comptable matières secondaire (BCMS) ;
- le Service des archives et de la documentation (SAD) ;
- le Service de contrôle interne (SCI) ;
- le Service de la communication et des relations publiques (SCRCP) ;
- le Service financier (SF) ;
- le Service des ressources humaines (SRH).

2.1. Le Bureau comptable matières secondaire

Le Bureau comptable matières secondaire a pour mission d'assurer la gestion des matières qui lui sont confiées et de transmettre les opérations au comptable principal des matières. Il est placé sous la responsabilité d'un comptable secondaire des matières.

2.2. Le Service des archives et de la documentation

Le Service des archives et de la documentation a pour mission d'organiser et de gérer l'ensemble des archives et la bibliothèque de la DGTCP. Il est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

2.3. Le Service de contrôle interne

Le Service de contrôle interne a pour mission de coordonner et d'animer le dispositif de contrôle interne de la DGTCP. Il est animé par des chargés de contrôle interne et est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

2.4. Le Service de la communication et des relations publiques

Le Service de la communication et des relations publiques a pour mission de veiller à la visibilité de l'action de la DGTCP par l'information de son public cible et de ses partenaires. Il est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

2.5. Le Service financier

Le Service financier a pour mission la gestion des moyens financiers de la DGTCP. Il est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

2.6. Le Service des ressources humaines

Le Service des ressources humaines a pour mission la gestion efficiente du personnel de la DGTCP. Il est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

3. Les directions techniques

Les directions techniques de la DGTCP sont :

- la Direction des assurances (DA) ;
- la Direction des affaires monétaires et financières (DAMOF) ;
- la Direction de la dette publique (DDP) ;
- la Direction des études et de la législation financière (DELF) ;
- la Direction de l'informatisation du trésor (DIT) ;
- la Direction du portefeuille de l'État (DPE) ;
- la Direction de la prospective, de la qualité, de l'innovation et des réformes (DPQIR) ;
- la Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés (DSC-SFD) ;
- la Direction du suivi des opérations financières de l'Etat (DSOFE).

3.1. La Direction des assurances

La Direction des assurances a pour mission l'exercice de la tutelle du secteur des assurances. Elle concourt à la mise en œuvre du Traité instituant la conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA).

Elle est composée du Service de la législation et de la promotion des assurances (SLPA), du Service du contrôle technique (SCT), du Service des études et statistiques (SES) et du Service de la formation et des stages (SFS).

3.2. La Direction des affaires monétaires et financières

La Direction des affaires monétaires et financières a pour mission de contribuer à l'élaboration et à la conduite de la politique monétaire et financière de l'Etat. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. La DAMOF est composée du Service monnaie et crédit (SMC), du service des relations financières internationales (SERFI) et du Service de la supervision des bureaux de changes et de transfert d'argent (SSBCT).

3.3. La Direction de la dette publique

La Direction de la dette publique a pour mission la gestion de la dette publique extérieure et intérieure. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Elle est organisée en quatre (4) services comprenant le Service des études et du suivi du dispositif institutionnel d'endettement public (SEDIEP), le Service des opérations de décaissement (SOD), le Service des opérations financières (SOF) et le Service de l'analyse et des statistiques (SAS).

3.4. La Direction des études et de la législation financière

La Direction des études et de la législation financière a pour mission la réglementation et l'organisation de la gestion des deniers publics ainsi que la réglementation et le contrôle du secteur des jeux de hasard. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services et comprend les services suivants : le Service des études et de la législation financière et comptable (SELFC), le Service des comptes de gestion et des collectivités territoriales (SCGCT), le Service de la réglementation et du contrôle des jeux de hasard (SRCJH).

3.5. La Direction de l'informatisation du trésor

La Direction de l'informatisation du trésor a pour mission la gestion du schéma directeur informatique de la DGTCP. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Elle est organisée en quatre (4) services dont le Service des équipements et des supports informatiques (SESI), le Service des études et des réalisations (SER), le Service de l'exploitation (SE) et le Service qualité et sécurité (SQS).

3.6. La Direction du portefeuille de l'Etat

La Direction du portefeuille de l'Etat a pour mission d'assurer la gestion du portefeuille public et la tutelle financière des établissements publics. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Elle comprend les services ci-après : le Service des participations publiques (SPP), le Service des établissements publics (SEP) et le Service des fonds nationaux (SFN).

3.7. La Direction de la prospective, de la qualité, de l'innovation et des réformes

La Direction de la prospective, de la qualité, de l'innovation et des réformes a pour mission d'assurer la gestion prospective, la veille stratégique, la conduite du processus de certification aux normes internationales et la coordination des actions de réformes de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique. Elle est placée sous la responsabilité d'un directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services et comprend les services suivants : le Service de la prospective et de l'innovation (SPI), le Service de planification, de suivi et d'évaluation (SPSE), le Service des réformes et des partenariats (SRP) et le Service de la qualité et de la normalisation (SQN).

3.8. La Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés

La Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés a pour mission l'exercice de la tutelle des systèmes financiers décentralisés. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services et comprend les

services suivants : le Service de la réglementation (SR), le Service des inspections des systèmes financiers décentralisés (SI-SFD) et le Service des études et des statistiques (SES).

3.9. La Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

La Direction du suivi des opérations financières de l'Etat a pour mission la production, l'analyse et la diffusion des statistiques de finances publiques. Elle est placée sous la responsabilité d'un Directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services et comprend le Service des statistiques des opérations financières de l'Etat (SOFE) et le Service des statistiques de finances publiques (SFP).

3.2. Les Structures comptables

Elles se composent de :

- l'Agence comptable centrale du trésor (ACCT) ;
- la Banque des dépôts du trésor (BDT) ;
- la Paierie générale (PG) ;
- la Recette générale (RG) ;
- la Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires (TMDC).

3.2.1. L'Agence comptable centrale du trésor

L'Agence comptable centrale du trésor a pour mission la gestion des deniers publics, l'exécution des opérations de trésorerie ainsi que la centralisation informatique de la comptabilité générale de l'Etat et l'édition des états y afférents. Elle est placée sous la responsabilité d'un Agent comptable central du trésor qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Il est secondé de deux (2) Fondés de pouvoirs. Elle comprend les services suivants : le Service de la comptabilité (SC), le Service des opérations spécifiques (SOS), le Service de la trésorerie (ST), le Service des opérations de règlements (SOR), le Service central de caisse (SCC) et le Service des comptes de l'État, de la qualité et de la certification (SCQC).

3.2.2. La banque des dépôts du Trésor

La Banque des dépôts du trésor a pour mission d'assurer la fonction bancaire du Trésor à travers la gestion des dépôts de la clientèle notamment les correspondants du Trésor. Elle est placée sous la responsabilité d'un directeur qui assure la coordination, le suivi et le contrôle des services. Il a rang de comptable principal de l'Etat et est secondé de deux (2) Fondés de pouvoirs. Les services qui la composent sont : le Service des opérations, du réseau et de la promotion des dépôts (SORPD), le Service de la comptabilité (SC), le service des opérations de paiements digitaux (SOPD), le Service caisse (SCA) et le Service conformité et risque (SCR).

3.2.3. La Paierie générale

La Paierie générale a pour mission le paiement des dépenses du budget général, des comptes d'affectation spéciale et des budgets annexes des ministères et institutions non pourvus de trésorerie ministérielle ou institutionnelle. Elle assure également la tutelle fonctionnelle des régies d'avances desdits ministères et institutions. Elle est placée sous la responsabilité d'un Payeur général qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Il est secondé de deux (02) Fondés de pouvoirs. Elle comprend les services ci-après : le Service du contrôle des dépenses (SCD), le Service

de la comptabilité (SC), le Service des règlements (SR), le Service des régies d'avances (SRA), le Service des exonérations et subventions (SES) et les Cellules paieries des unités de vérification dans les ministères et institutions (CPU).

3.2.4. La Recette générale

La Recette générale a pour mission, la prise en charge et le recouvrement des recettes de service de l'Etat, de toutes recettes diverses qui lui sont dévolues. Elle est placée sous la responsabilité d'un Receveur général qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services. Il est secondé de deux (02) Fondés de pouvoirs. La Recette générale comprend les services suivants : le Service de la comptabilité (SC), le Service des recettes des administrations financières (SRAF), le Service des régies de recettes (SRR), le Service des opérations diverses (SOD), et les perceptions spécialisées (PS).

3.2.5. La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires

La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires a pour mission la gestion financière et comptable des missions diplomatiques et consulaires du Burkina Faso. Elle est placée sous la responsabilité d'un Trésorier des missions diplomatiques et consulaires qui assure la coordination, le suivi et le contrôle de l'action des services et est secondé d'un Fondé de pouvoirs. Il est rattaché au Trésorier des missions diplomatiques et consulaires une Inspection des postes comptables chargée de la vérification des postes comptables rattachés. L'Inspection des postes comptables est animée par des inspecteurs vérificateurs. La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires comprend les services du siège et les services extérieurs.

Les services du siège comprennent :

- le Service de la comptabilité (SC);
- le Service de la trésorerie et des opérations spécifiques (STOS);
- le Service des analyses et des statistiques (SAS).

Les services extérieurs comprennent :

- les Trésoreries placées auprès des ambassades et des missions permanentes ;
- les Trésoreries auprès des consulats généraux.

3.3. Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées comprennent les Trésoreries régionales et les postes rattachés. Elles ont pour mission, dans les limites de leur circonscription financière, la mobilisation des ressources publiques et la gestion des deniers publics ainsi que la supervision et le contrôle des établissements publics et des systèmes financiers décentralisés.

La Trésorerie régionale comprend les services du siège et les postes comptables rattachés.

Les services du siège comprennent :

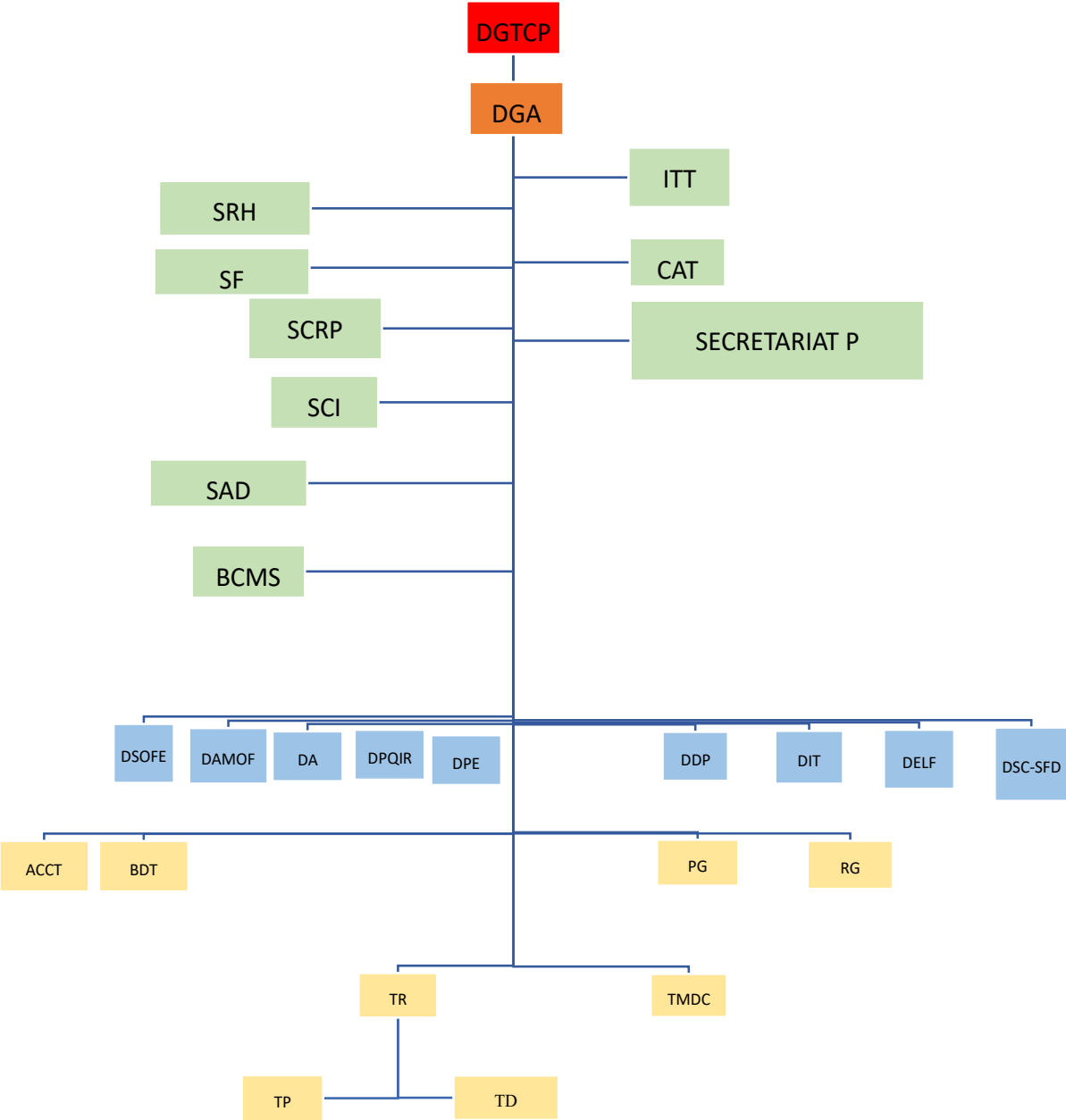
- le Service de l'action financière (SAF) ;
- le Service de la comptabilité et des opérations bancaires (SCOB) ;
- le Service des collectivités territoriales (SCT) ;
- le Service des comptes de gestion (SCG) ;

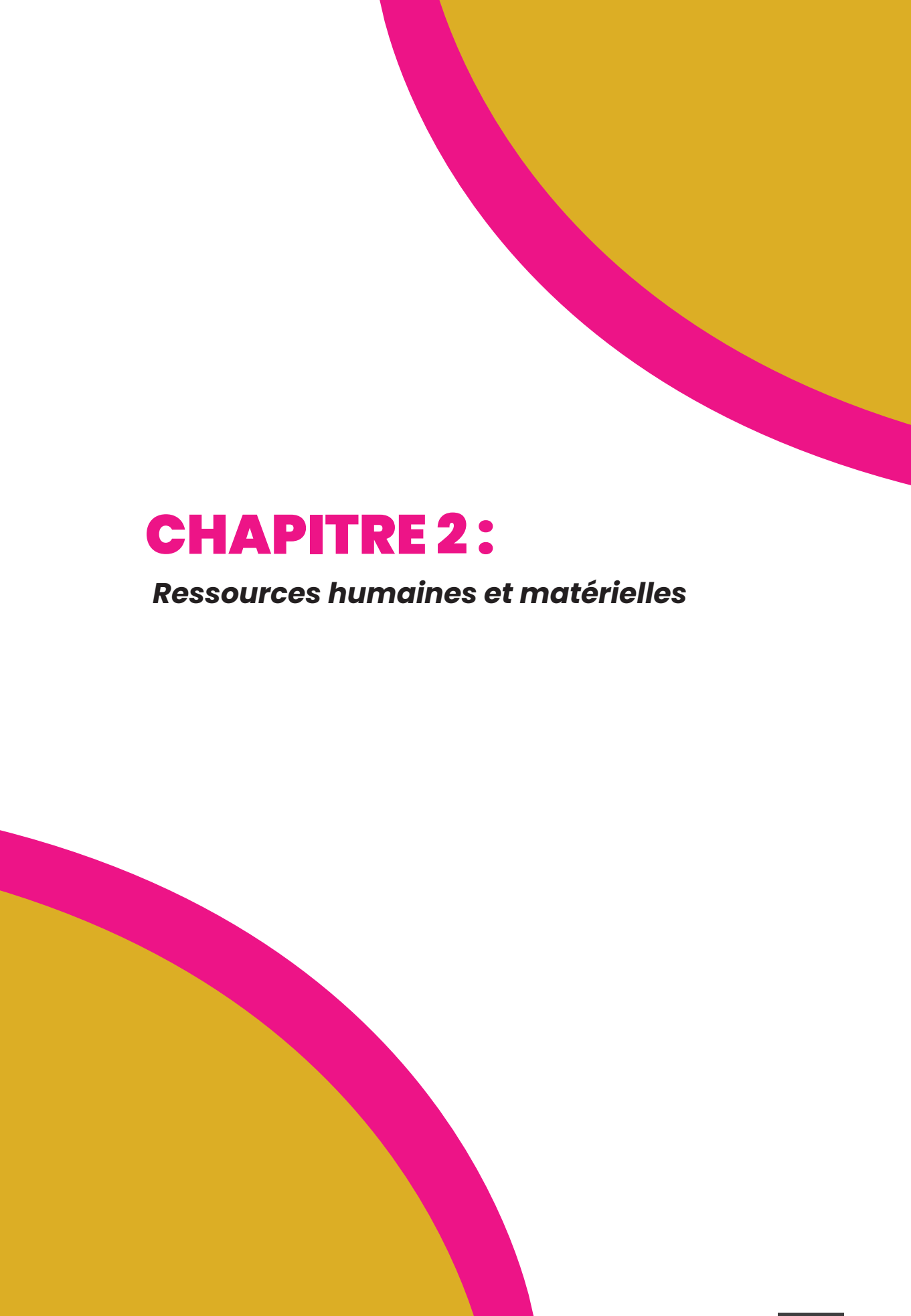
- le Service de la dépense (SD) ;
- le Service de la recette (SR) ;
- le Service de la recette des hôtels de finances (SRHF) ;
- le Service de gestion des moyens (SGM).

Les postes comptables rattachés comprennent :

- les Trésoreries provinciales (TP) ;
- les Trésoreries départementales (TD).

Organigramme de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique





CHAPITRE 2 :

Ressources humaines et matérielles

2.1 Ressources humaines

Tableau 1 : Effectif du personnel de la DGTCP par catégorie de 2016 à 2022

Catégorie	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Catégorie A et assimilés	868	867	888	843	909	897	883
Catégorie B et assimilés	616	616	645	634	643	640	639
Catégorie C et assimilés	473	475	516	518	502	490	474
Catégorie D et assimilés	56	57	57	57	53	54	50
Catégorie E et assimilés	54	54	54	54	50	47	46
Total	2 067	2 069	2 160	2 106	2 157	2 128	2 092

Source : DGTCP/SRH/Système de gestion des ressources humaines (SGRH)

Tableau 2 : Effectif des agents de la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Catégorie A et assimilés	Féminin	148	148	148	146	153	145	141
	Masculin	720	719	740	697	756	752	742
Catégorie B et assimilés	Féminin	154	154	162	157	161	163	162
	Masculin	462	462	483	477	482	477	477
Catégorie C et assimilés	Féminin	159	160	164	166	160	153	152
	Masculin	314	315	352	352	342	337	322
Catégorie D et assimilés	Féminin	19	19	19	19	17	17	15
	Masculin	37	38	38	38	36	37	35
Catégorie E et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0	0
	Masculin	54	54	54	54	50	47	46
Ensemble	Féminin	480	481	493	488	491	478	470
	Masculin	1 587	1 588	1 667	1 618	1 666	1 650	1 622
Total		2 067	2 069	2 160	2 106	2 157	2 128	2 092

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 3 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Catégorie A et assimilés	Féminin	109	109	113	114	105	92	89
	Masculin	447	448	475	476	463	441	442
Catégorie B et assimilés	Féminin	133	133	139	140	137	137	134
	Masculin	316	316	338	344	332	320	312
Catégorie C et assimilés	Féminin	146	147	151	154	147	144	141
	Masculin	273	274	311	315	315	307	294
Catégorie D et assimilés	Féminin	19	19	19	19	17	17	15
	Masculin	37	38	38	38	36	37	35
Catégorie E et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0	0
	Masculin	54	54	54	54	50	47	46
Ensemble	Féminin	407	408	422	427	406	390	379
	Masculin	1 127	1 130	1 216	1 227	1 196	1 152	1 129
Total		1 534	1 538	1 638	1 654	1 602	1 542	1 508

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 4 : Effectif des agents hors DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2022

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Catégorie A et assimilés	Féminin	39	39	35	32	48	53	52
	Masculin	273	271	265	221	293	311	300
Catégorie B et assimilés	Féminin	21	21	23	17	24	26	28
	Masculin	146	146	145	133	150	157	165
Catégorie C et assimilés	Féminin	13	13	13	12	13	9	11
	Masculin	41	41	41	37	27	30	28
Catégorie D et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0	0
	Masculin	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie E et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0	0
	Masculin	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble	Féminin	73	73	71	61	85	88	91
	Masculin	460	458	451	391	470	498	493
Total		533	531	522	452	555	586	584

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 5 : Effectif des agents en activité à la DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2022

Ancienneté	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 10 ans	937	861	847	778	710	501	449
10-19 ans	421	477	554	597	611	731	713
20-29 ans	147	168	201	237	234	246	290
30-40 ans	29	32	36	42	47	64	56
Total	1 534	1 538	1 638	1 654	1 602	1 542	1 508

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 6 : Effectif des agents hors DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2022

Ancienneté	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 10 ans	240	203	162	111	88	87	77
10-19 ans	210	237	264	242	317	337	308
20-29 ans	72	80	85	89	132	130	162
30-40 ans	11	11	11	10	18	32	37
Total	533	531	522	452	555	586	584

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 7 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par direction de 2016 à 2022

Direction	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Structures centrales	716	720	746	753	752	713	700
Direction générale	29	31	31	32	28	28	32
Structures d'appui à la direction générale	109	107	110	111	115	104	113
Inspection technique du trésor (ex-Inspection générale du trésor)	25	24	24	25	22	21	18
Cellule d'appui technique ^(a)	8	8	8	8	7	6	5
Service de la communication et des relations publiques ^(b)	0	0	0	0	1	1	2
Service financier et du matériel	39	39	41	41	36	0	0
Service de l'administration des finances ^(c)	na	na	na	na	1	12	12
Bureau comptable matières secondaire	na	na	na	na	1	29	25
Service des archives et de la documentation	9	9	9	10	9	10	11
Service des ressources humaines	28	27	28	27	37	20	33
Service de la qualité, de l'innovation et des réformes ^(d)	na	na	na	na	1	5	7
Direction de service	210	214	223	225	222	188	190
Agence judiciaire du trésor ^(e)	44	45	45	46	39	na	na
Direction de la dette publique	42	43	45	45	45	45	41
Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés	18	18	18	18	19	21	22
Direction de l'informatisation du trésor	20	20	20	20	19	20	21
Direction des affaires monétaires et financières	32	32	34	34	33	32	37
Direction des assurances	17	17	18	18	20	21	21
Direction des études et de la législation financière	24	25	28	29	31	33	33
Direction du suivi des opérations financières de l'État	13	14	15	15	16	16	15
Structures comptables centrales	274	274	288	289	292	295	279
Agence comptable centrale du trésor	82	82	88	89	90	92	93
Paierie générale	95	95	100	100	104	104	97
Recette générale	97	97	100	100	98	99	89
Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires	94	94	94	96	95	98	86
Structures déconcentrées	818	818	892	901	850	823	808
Trésorerie régionale de la Boucle du Mouhoun	54	55	62	62	59	59	54
Trésorerie régionale de l'Est	47	47	55	56	56	48	49
Trésorerie régionale des Cascades	55	55	59	59	50	47	45
Trésorerie régionale des Hauts Bassins	99	99	106	107	104	101	100
Trésorerie régionale du Centre	125	124	128	130	130	133	129
Trésorerie régionale du Centre-Est	51	51	58	59	52	52	52
Trésorerie régionale du Centre-Nord	62	62	67	67	62	59	58
Trésorerie régionale du Centre-Ouest	80	80	88	89	87	82	79
Trésorerie régionale du Centre-Sud	47	47	51	51	47	46	44
Trésorerie régionale du Nord	57	57	62	64	57	55	53
Trésorerie régionale du Plateau Central	48	48	51	51	49	50	49
Trésorerie régionale du Sahel	46	46	52	52	48	42	38
Trésorerie régionale du Sud-Ouest	47	47	53	54	49	49	46
Trésorerie Ministérielle MENAPLN	na	na	na	na	na	na	12
Total	1 534	1 538	1 638	1 654	1 602	1 542	1 508

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 8 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par emploi de 2016 à 2022

EMPLOI	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EMPLOIS SPECIFIQUES	1 232	1 232	1 331	1 345	1 307	1 254	1 232
Inspecteur du Trésor et assimilés	540	540	571	573	552	531	522
Contrôleur du Trésor et assimilés	415	415	442	449	438	424	413
Agent de Recouvrement du Trésor et assimilés	277	277	318	323	317	299	297
EMPLOIS NON SPECIFIQUES	302	306	307	309	295	288	276
Adjoint administratif	8	8	8	8	5	5	5
Adjoint de secrétariat	8	10	11	12	13	11	10
Agent communal	7	7	7	7	6	6	5
Agent de bureau	113	113	113	113	113	111	107
Agent de liaison	36	37	37	37	35	35	34
Agent de poursuite	7	7	7	7	7	6	5
Agent de recouvrement	4	4	4	4	4	6	6
Aide archiviste	0	0	0	1	1	2	3
Aide comptable	6	6	6	6	6	5	5
Archiviste	2	2	2	2	3	3	2
Assistant en gestion des ressources humaines	2	2	2	2	2	2	2
Assistant juridique	0	1	1	1	1	0	0
Attache en études et analyses	3	3	3	3	3	0	0
Chauffeur	46	46	46	46	43	41	40
Comptable	11	11	11	11	11	11	11
Gardien	1	1	1	1	0	0	0
Gendarme	2	2	2	2	1	1	0
Gestionnaire	2	2	2	2	2	2	2
Informaticien	9	9	9	9	8	8	8
Juriste	1	1	1	1	1	0	0
Mancœuvre	10	10	10	10	10	10	9
Secrétaire	15	15	15	15	12	13	12
Secrétaire dactylographe	2	2	2	2	2	3	2
Secrétaire de direction	4	4	4	4	4	5	6
Standardiste	3	3	3	3	2	2	2
Total	1 534	1 538	1 638	1 654	1 602	1 542	1 508

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 9 : Effectif des hors Trésor par emploi de 2016 à 2022

EMPLOI	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois spécifiques	528	526	518	451	553	581	579
Inspecteur du Trésor	304	302	296	248	334	355	341
Administrateur des services financiers	5	5	2	3	2	2	4
Contrôleur du Trésor	164	164	166	150	174	180	195
Adjoint technique de la statistique	1	1	0	0	0	1	0
Agent de recouvrement du Trésor	54	54	54	50	43	43	39
Emplois non spécifiques	5	5	4	1	2	5	5
Agent de bureau	1	1	1	0	0	0	0
Aide comptable	1	1	1	1	0	0	0
Comptable	1	1	1	0	0	0	0
Juriste	1	1	0	0	2	2	2
Secrétaire de direction	1	1	1	0	0	0	0
Attachés en études et analyses	0	0	0	0	0	3	3
Total	533	531	522	452	555	586	584

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 10 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2022

Tranche d'âge	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moins de 20 ans	0	0	1	3	0	0	0
20-29 ans	151	98	125	80	64	42	29
30-39 ans	760	746	735	706	644	563	499
40-49 ans	502	542	601	640	648	664	696
50-60 ans	121	152	176	225	246	273	284
Total	1 534	1 538	1 638	1 654	1 602	1 542	1 508

Source : DGTCP/SRH/SGRH

Tableau 11 : Effectif des agents en activité hors DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2022

Tranche d'âge	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
20-29 ans	22	14	9	4	2	4	1
30-39 ans	275	246	199	162	151	156	133
40-49 ans	182	199	232	210	283	292	309
50-60 ans	54	72	82	76	119	134	141
Total	533	531	522	452	555	586	584

Source : DGTCP/SRH/SGRH

2.2 Ressources matérielles

Tableau 12 : Situation du matériel de la DGTCP de 2020 à 2022

Désignation	2020	2021	2022
Matériel et mobilier de bureau et de logement	nd	12 287	11 816
Matériel de bureau et de logement	nd	2 629	2 479
Mobilier de bureau	nd	9 520	9 337
Matériel de communication audio-visuel	nd	50	52
Matériel et outillage spécifique	nd	88	88
Matériel informatique	2 742	2 953	5 231
Matériel roulant	118	218	218
à deux roues	nd	125	125
à quatre roues et plus	118	93	93

Source : DGTCP/BCMS/SIGCM

Tableau 13 : Situation des immobilisations de la DGTCP de 2021 à 2022

DESIGNATION	2021	2022
Terrain	15	16
Bâtiments administratifs à usage de bureau	50	50
Bâtiments administratifs à usage de logement	81	81
Bâtiments administratifs à usage technique	22	22
Bâtiments administratifs à usage spécifique	174	174
Ouvrage d'art et infrastructures	24	24

Source : DGTCP/BCMS/SIGCM

2.3. Situation des archives

Tableau 14 : Situations des ouvrages de la bibliothèque

Ouvrages	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Stock d'ouvrages existant	1 848	2 064	2 242	2 410	2 493	2 570	2 655	2 740	2 811	2 942
Ouvrages acquis	216	178	168	83	77	85	85	71	131	150
Total	2 064	2 242	2 410	2 493	2 570	2 655	2 740	2 811	2 942	3 092

Source : DGTCP/SAD/Rapports d'activités

Tableau 15: Situation des demandes de communication externes

Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demandes de communication exprimées	22	183	284	316	66	105	40	5	0	128
Demandes de communication satisfaites	19	177	284	316	66	105	40	5	0	128

Source : DGTCP/SAD/Rapports d'activités

Tableau 16 : Situation des demandes de communication internes

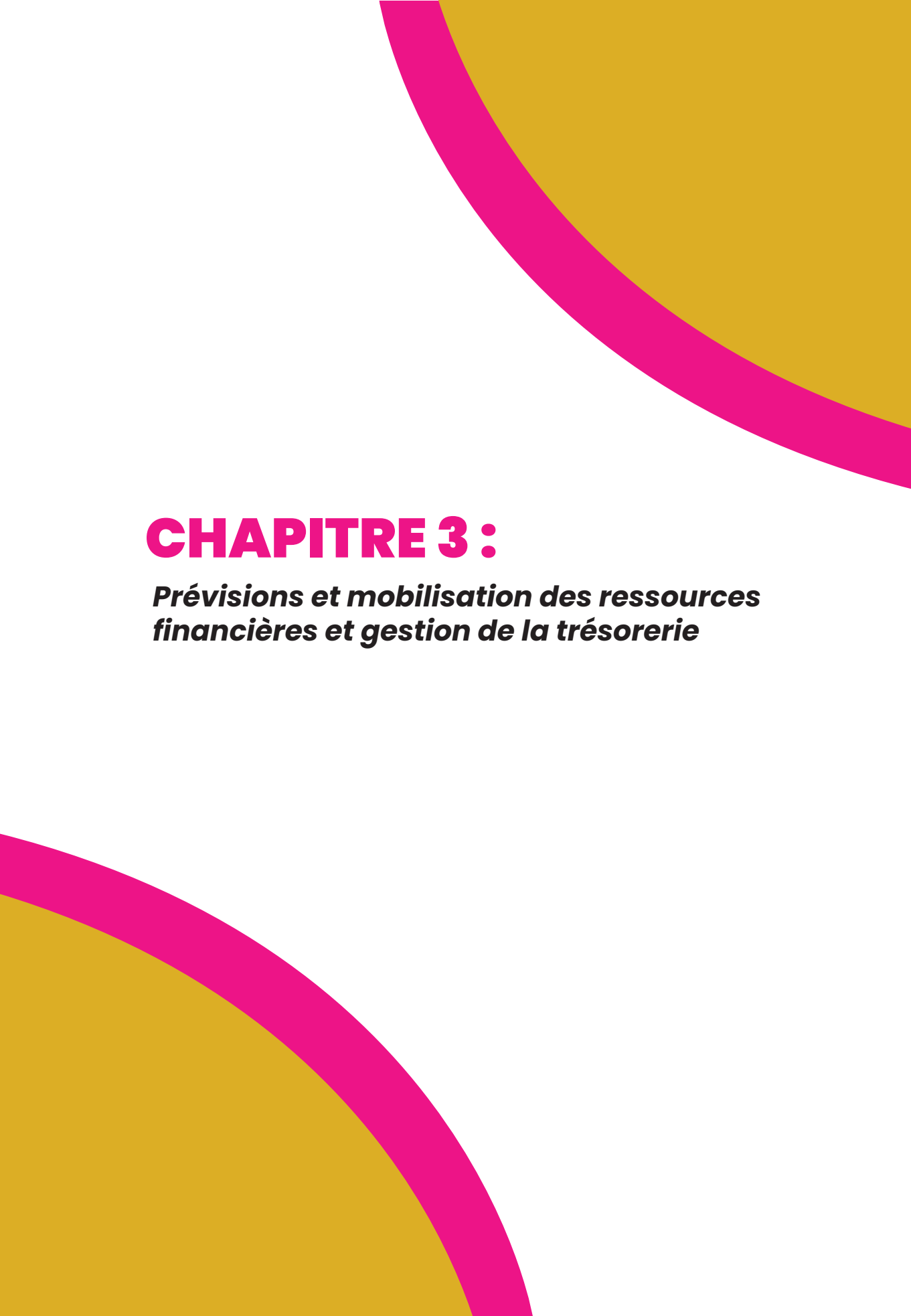
Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demandes de communication exprimées	193	220	492	467	100	150	72	50	54	100
Demandes de communication satisfaites	181	196	469	467	100	150	72	50	54	100

Source : DGTCP/SAD/Rapports d'activités



II^{ème} PARTIE

Gestion optimale des deniers publics



CHAPITRE 3 :

***Prévisions et mobilisation des ressources
financières et gestion de la trésorerie***

Tableau 17 : Prévisions de recettes, hors recettes des collectivités territoriales par régie, selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)

Régies de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Direction générale des impôts	534,1	587,7	520,6	622,9	720,7	750,9	869,1	794,1	946,7	1 043,6
Direction générale des douanes	500,0	550,8	430,3	512,0	603,6	572,9	665,0	656,8	662,3	733,9
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	120,9	103,8	112,0	151,9	120,5	179,9	303,5	221,3	208,5	232,5
dont Ecart avec les données de la Recette Générale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 155,0	1 242,3	1 062,8	1 286,8	1 444,8	1 503,7	1 837,5	1 672,3	1 817,5	2 010,0
dont CAST Crédit TVA pris en compte	na	na	na	na	na	na	50,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

CAST : Compte d'Affectation Spéciale du Trésor

L'écart de 26,9 milliards de FCFA en plus dans les annexes du TOFE correspond aux prévisions de la cession des actions de l'Office nationale des télécommunications non pris en compte dans les données de la Recette Générale.

Tableau 18 : Prévisions révisées de recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)

Programmes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Direction générale des impôts	529,6	587,7	502,6	597,8	699,1	754,2	844,3	778,4	na	na
Direction générale des douanes	506,0	550,8	427,7	532,6	587,6	573,7	649,0	644,9	na	na
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	120,9	103,8	130,4	143,0	128,1	175,1	298,9	224,7	na	na
Total	1 156,4	1 242,3	1 060,7	1 273,4	1 414,8	1 503,0	1 792,2	1 648,0	na	na

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 19 : Réalisations des recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie (milliards de FCFA)

Régies de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Direction générale des impôts	521,5	521,9	503,5	595,0	673,4	723,5	845,1	806,9	1 028,8	1 162,2
dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	55,0	-24,1	52,9
Direction générale des douanes	476,1	425,5	431,7	488,2	575,2	639,2	588,1	582,3	672,3	898,9
dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP ⁽²⁾	0,0	5,8	8,8	0,0	0,0	0,0	-50,2	-29,0	-23,7	-46,6
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	121,4	119,3	116,7	148,8	149,1	204,7	323,2	279,6	253,9	239,8
dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP ⁽³⁾	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	0,5	0,0	0,0	0,0
Total	1 119,1	1 066,7	1 051,9	1 232,0	1 397,7	1 567,4	1 756,5	1 668,9	1 955,1	2 300,9

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

(1) L'écart constaté en 2019 s'explique par la non prise en compte des données définitives. Les recettes de la DGI sont enregistrées nettes du crédit TVA, ce qui justifie les écarts de 55,0 milliards de FCFA en 2020, 24,1 milliards de FCFA en 2021 et 52,9 milliards de FCFA en 2022 par rapport aux données de l'annuaire statistique du MEFP.

(2) Les écarts constatés entre 2014 et 2015 au niveau de la DGD s'expliquent par la non prise en compte des données définitives. Les recettes de la DGD sont enregistrées nettes du crédit TVA, ce qui justifie les écarts de 50,2 milliards de FCFA en 2019, de 29,0 milliards de FCFA en 2020 et de 23,7 milliards de FCFA en 2021, 46,6 milliards de FCFA en 2022 par rapport aux données de l'annuaire statistique du MEFP.

(3) Les écarts constatés en 2013 et 2019 s'expliquent par la non prise en compte des données définitives. L'écart de 26,7 milliards de FCFA constaté en 2018 correspond à la cession des actions de l'Office nationale des télécommunications non pris en compte dans l'annuaire statistique du MEFP.

Les recettes de la DGI et de la DGD sont enregistrées nettes du crédit TVA en 2020 respectivement de 54,1 milliards de FCFA et de 28,9 milliards de FCFA.

Tableau 20 : Prévisions de recettes selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)

NATURE DE RECETTES ¹	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes totales²	1 147,8	1 238,3	1 059,9	1 283,9	1 441,0	1 473,7	1 828,3	1 662,7	1 807,4	2 000,4
Recettes courantes	1 147,7	1 238,2	1 059,1	1 283,9	1 441,0	1 473,7	1 828,3	1 662,7	1 807,4	2 000,4
Recettes fiscales	1 022,2	1 129,8	944,9	1 127,3	1 315,5	1 313,9	1 526,0	1 439,6	1 597,3	1 762,4
Impôts sur les revenus et bénéfices	296,5	319,0	245,6	307,4	355,0	373,5	449,9	438,8	470,2	565,6
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	6,9	7,5	8,0	8,9	10,4	10,8	14,2	12,5	16,3	17,2
Impôts sur la propriété	6,8	7,8	8,0	10,3	11,4	11,4	9,3	9,7	65,0	72,3
Impôts et taxes sur les biens et services	514,1	602,7	523,0	607,4	730,4	720,1	827,0	759,8	825,3	865,6
Impôts sur commerce international	190,9	185,0	152,5	182,7	198,8	186,7	212,2	204,7	218,2	240,0
Autres recettes fiscales	6,9	7,7	7,9	10,6	9,6	11,4	13,3	14,0	2,2	1,7
Recettes non fiscales	125,5	108,4	114,1	156,6	125,5	159,8	302,3	223,1	210,2	238,0
Droits et frais administratifs	5,3	9,4	6,8	6,9	6,0	6,3	7,0	6,3	6,3	6,5
Ventes non industrielles	30,1	31,3	27,5	31,4	33,4	28,9	147,4	74,7	66,0	48,0
Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	2,0	2,2	2,5	2,3	3,8	2,5	3,0	2,9	2,9
Produits financiers	9,5	10,1	12,0	40,1	19,2	36,9	26,8	30,3	30,3	57,8
Autres recettes non fiscales	78,6	55,5	65,6	75,7	64,6	83,9	118,6	108,9	104,8	122,7
Recettes en capital	0,2	0,2	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cession des immobilisations incorporelles	0,2	0,2	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

Tableau 21 : Prévisions révisées des recettes selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)

NATURE DE RECETTES	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes totales	1 147,9	1 238,3	1 057,8	1 270,5	1 411,0	1 473,0	1 783,0	1 648,0	na	na
Recettes courantes	1 147,7	1 238,1	1 057,8	1 270,5	1 411,0	1 473,0	1 783,0	1 648,0	na	na
Recettes fiscales	1 031,2	1 129,8	927,4	1 121,6	1 276,0	1 314,0	1 481,0	1 411,0	na	na
Impôts sur les revenus et bénéfices	302,7	319,0	231,9	299,3	344,4	375,1	436,8	430,1	na	na
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	6,9	7,5	7,8	7,7	10,1	10,8	13,6	12,3	na	na
Impôts sur la propriété	7,6	7,8	9,0	8,9	11,0	11,5	9,1	9,5	na	na
Impôts et taxes sur les biens et services	514,7	602,7	526,9	600,9	708,4	719,2	797,1	744,7	na	na
Impôts sur commerce international	193,1	185,0	144,0	195,6	192,8	185,9	211,4	200,7	na	na
Autres recettes fiscales	6,2	7,7	7,7	9,2	9,3	11,4	13,0	13,7	na	na
Recettes non fiscales	116,5	108,4	130,4	148,9	135,0	159,0	302,0	237,0	na	na
Droits et frais administratifs	5,3	9,4	6,9	6,9	6,8	6,5	7,0	6,7	na	na
Ventes non industrielles	22,5	31,3	30,5	33,7	36,2	32,2	151,5	79,4	na	na
Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	2,0	8,0	2,9	2,6	3,9	2,6	3,2	na	na
Produits financiers	9,5	10,1	25,3	29,4	21,7	27,3	27,1	32,1	na	na
Autres recettes non fiscales	77,3	55,5	59,8	76,0	67,6	89,1	113,8	115,7	na	na
Recettes en capital	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	na
Cession des immobilisations incorporelles	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	na
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	na

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

¹ Les données financières du TOFE sont compilées selon la méthodologie du MSFP 1986.² Les recettes totales selon la nomenclature TOFE n'intègrent pas les recettes en capital, excepté celles de la DGI.

Tableau 22 : Réalisations des recettes de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)

NATURE DE RECETTES	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Recettes totales	1 117,4	1 064,7	1 047,9	1 230,5	1 389,3	1 530,9	1 747,7	1 659,4	1 946,6	2 288,3
Recettes courantes	1 117,3	1 064,7	1 047,9	1 230,5	1 389,3	1 530,9	1 747,7	1 659,1	1 946,6	2 288,3
Recettes fiscales	992,6	940,7	929,3	1 075,4	1 238,2	1 354,3	1 424,9	1 377,0	1 687,5	2 052,4
Impôts sur les revenus et bénéfices	277,2	262,6	234,6	285,8	323,3	375,3	448,6	457,1	572,6	723,2
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	7,3	7,4	7,9	8,8	10,8	12,4	13,2	14,6	16,2	18,2
Impôts sur la propriété	7,2	9,4	7,5	10,7	8,4	7,8	8,6	10,3	58,9	62,0
Impôts et taxes sur les biens et services	523,4	509,6	528,9	601,6	702,9	744,9	746,8	701,2	822,5	950,7
Impôts sur commerce international	168,6	143,7	142,9	159,1	181,2	202,5	195,9	185,3	215,8	296,2
Autres recettes fiscales	8,9	7,9	7,5	9,3	11,6	11,4	11,6	8,6	1,4	2,1
Recettes non fiscales	124,7	124,0	118,7	155,1	151,0	176,6	322,8	282,1	259,1	235,8
Droits et frais administratifs	4,7	5,2	5,2	5,7	6,3	6,6	6,6	4,7	5,8	5,1
Ventes non industrielles	46,1	27,9	29,2	34,7	35,6	30,0	151,7	83,8	70,3	47,3
Amendes et condamnations pécuniaires	3,2	4,1	6,9	17,4	2,0	2,6	2,4	3,1	2,2	4,5
Produits financiers	21,6	30,0	20,0	29,5	33,4	39,0	45,3	58,8	53,3	72,3
Autres recettes non fiscales	49,1	56,9	57,4	67,7	73,7	98,4	116,8	131,6	127,6	106,7
Recettes en capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
Cession des immobilisations incorporelles	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

* : Données provisoires

Tableau 23 : Réalisations des recettes de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)

CODE S	INTITULES	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
1	RECETTES	1370,7	1244,3	1182,5	1306,0	1570,2	1699,9	1832,1	1939,3	2189,1	2505,7
11	Recettes fiscales	940,8	861,5	871,3	989,6	1253,5	1349,7	1419,2	1370,3	1705,8	2039,0
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	280,7	262,6	234,4	285,8	318,0	370,1	443,0	449,5	565,2	712,4
1111	A la charge des personnes physiques	82,4	71,8	75,6	89,0	102,4	125,6	149,5	181,7	178,3	206,0
1112	A la charge des sociétés et autres entreprises	176,8	165,7	135,2	167,4	186,6	209,7	249,5	225,8	325,7	430,0
1113	Autres impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	21,6	25,1	23,6	29,3	28,9	34,8	43,9	42,0	61,2	76,4
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	7,3	7,4	7,7	8,8	10,8	12,4	13,2	14,6	16,2	18,2
113	Impôts sur le patrimoine	10,7	12,5	11,2	15,1	13,7	13,0	14,3	18,5	19,6	21,4
1131	Impôts périodiques sur la propriété immobilière	3,0	2,9	3,2	3,7	4,1	4,8	4,9	4,8	6,1	7,1
1132	Impôts périodiques sur le patrimoine net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1133	Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	7,2	9,4	7,5	10,7	8,4	7,8	8,6	10,3	8,8	7,3
1135	Impôt sur le capital	0,5	0,2	0,5	0,7	1,2	0,3	0,8	3,4	4,7	6,6
1136	Autres impôts périodiques sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
114	Impôts sur les biens et services	454,4	416,3	459,2	507,2	714,1	756,5	755,7	705,1	867,3	996,9
1141	Impôts généraux sur les biens et services	373,8	315,2	339,5	371,0	545,3	569,6	571,8	525,3	652,1	758,9

1142	Accises	65,7	85,9	103,7	117,5	148,0	162,6	161,1	163,9	194,7	214,4
1143	Bénéfices des monopoles fiscaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1144	Taxes sur des services déterminés	11,0	13,0	12,5	14,6	15,8	16,4	16,4	13,2	17,1	15,4
1145	Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	3,9	2,1	3,5	4,1	5,0	7,8	5,8	2,1	2,3	7,7
1146	Autres impôts sur les biens et services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,5	1,1	0,5
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	164,2	139,4	137,3	146,7	196,3	197,0	192,3	181,9	237,3	286,9
1151	Droits de douane et autres droits à l'importation	163,9	139,0	137,0	146,4	195,8	196,5	191,3	181,6	210,0	286,4
1152	Taxes à l'exportation	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,9	0,3	0,3	0,4
1153	Bénéfices des monopoles d'exportation ou d'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,9	0,0
1154	Bénéfices de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1155	Taxes sur les opérations de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1156	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1
116	Autres recettes fiscales	23,5	23,3	21,4	26,1	0,6	0,7	0,7	0,7	0,1	3,2
1161	A la charge exclusive des entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
1162	A la charge d'autres entités ou non identifiables	23,5	23,3	21,4	26,1	0,6	0,7	0,7	0,7	0,0	3,0
12	Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Dons	324,4	275,8	229,8	182,0	194,3	215,1	134,3	303,3	260,2	263,1
131	Reçus d'administrations publiques étrangères	126,7	148,3	15,8	37,3	64,6	42,2	54,7	72,3	103,9	45,5
1311	Courants	0,0	0,0	0,0	3,7	22,2	21,4	28,9	23,9	17,6	0,0
1312	En capital	126,7	148,3	15,8	33,6	42,4	20,8	25,8	48,3	86,3	45,5
132	Reçus d'organisations internationales	197,6	127,5	213,9	144,7	129,7	172,9	79,6	231,0	156,3	217,5
1321	Courants	119,1	118,3	168,7	77,5	52,1	71,3	59,5	137,4	63,4	60,3
1322	En capital	78,5	9,2	45,2	67,2	77,6	101,6	20,1	93,6	93,0	157,3
133	Reçus d'autres unités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1331	Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1332	En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Autres recettes	105,5	107,0	81,4	134,3	122,3	135,1	278,6	265,7	223,0	203,6
141	Revenu de la propriété	61,2	67,2	60,6	94,3	90,6	104,8	235,0	216,1	168,3	161,0
1411	Intérêts	2,2	3,3	3,1	3,5	5,4	4,1	2,1	2,3	1,7	2,7
1412	Dividendes	21,8	30,1	19,6	44,0	33,2	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3
1413	Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1414	Revenus de la propriété pour décaissement de revenu des investissements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1415	Loyers	37,2	33,9	37,8	46,8	52,0	61,8	187,8	155,2	113,6	86,0
1416	Bénéfices réinvestis des investissements directs étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
142	Ventes de biens et services	36,8	29,0	28,2	30,7	28,1	23,8	25,2	23,3	30,5	28,2
1421	Ventes des établissements marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1422	Droits administratifs	15,3	16,8	16,5	17,1	17,7	12,1	13,5	8,2	12,0	18,0
1423	Ventes résiduelles des établissements non marchands	21,5	12,2	11,7	13,6	10,5	11,8	11,7	15,1	18,5	10,2

1424	Ventes imputées des biens et services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
143	Amendes, pénalités et confiscations	7,6	10,8	-7,3	9,3	3,6	6,5	18,4	12,0	7,3	13,8
144	Transferts non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6
1441	Transferts courants non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1442	Transferts en capital non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6
145	Primes, droits et indemnités d'assurance autres que qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1451	Primes, droits et indemnités courantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1452	Indemnités en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/ TOFE base MSFP 2014

* : Données provisoires

Tableau 24 : Prévisions des recettes par groupe d'Unités de recouvrement selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)

Groupe	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recette Générale	45,0	40,3	37,8	48,6	46,9	92,1	194,5	112,8	91,3	100,1
Perception Spécialisée	75,8	63,3	73,9	102,9	73,3	91,5	108,7	108,3	117,0	132,1
Institutions	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
dont écart avec l'annuaire statistique MEFP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	120,9	103,8	112,0	151,9	120,5	183,8	303,5	221,3	208,5	232,5

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles de recouvrement

Tableau 25: Réalisation par groupe d'Unités de recouvrement (milliards de FCFA)

Groupe	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Recette Générale	68,5	65,6	58,8	64,7	74,5	89,2	226,8	150,2	142,9	125,2
Perception Spécialisée	52,9	53,4	57,8	84,0	74,5	89,0	96,1	129,1	110,6	113,8
Institutions	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,4	0,8
dont écart avec l'annuaire statistique MEFP	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,7	-0,5	nd	0,0	0,0
Total	121,5	119,3	116,7	148,8	149,1	178,5	323,2	279,6	253,9	239,8

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

Tableau 26 : Prévisions des recettes par nature de la DGTCP selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)

Codes budgétaires ³	Natures des ressources	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
219	Cession des actifs de l'Etat	7,1	4,0	2,9	2,9	3,8	30,0	9,2	0,0	0,0	0,0
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	4,9	5,5	5,6	4,8	4,5	4,4	4,3	2,7	4,9	4,1
719	Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	9,6
721	Revenu du portefeuille de l'Etat	9,4	10,0	11,9	40,0	18,5	36,5	26,5	30,0	30,0	57,5
722	Droits et frais administratifs	18,8	26,6	23,8	25,8	26,8	21,3	141,7	67,3	55,9	37,8
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	2,0	2,2	2,5	2,3	3,8	2,5	2,8	2,8	2,7
724	Intérêts sur traite en douane	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
729	Autres recettes non fiscales	78,6	55,5	65,6	75,7	64,6	83,9	118,6	118,5	104,8	120,6
Total		120,9	103,8	112,0	151,9	120,5	179,9	302,9	221,3	208,5	232,4

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

³ Les codes budgétaires ont été actualisés conformément à la nouvelle nomenclature budgétaire, faisant apparaître le code 721 (Revenu du portefeuille de l'Etat) qui était au code 724 (Intérêts sur traite en douane). Cette mise à jour concerne également les tableaux 27 et 28

Tableau 27 : Prévisions révisées des recettes par nature de la DGTCP selon le programme Facilité Elargie de Crédit (milliards de FCFA)

Codes budgétaires	Natures des ressources	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
219	Cession des actifs de l'Etat	7,1	4,0	2,9	2,9	3,8	30,0	9,2	0,0	na	na
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	4,9	5,5	5,6	4,8	4,3	3,6	4,2	2,6	na	na
719	Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	na
722	Droits et frais administratifs	18,8	26,6	29,0	27,0	28,7	21,6	141,8	71,5	na	na
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	2,0	8,0	2,9	2,6	3,9	2,6	3,0	na	na
724	Intérêts sur traite en douane	9,5	10,1	25,2	29,3	21,0	26,9	26,7	31,9	na	na
729	Autres recettes non fiscales	77,3	55,5	59,8	76,0	67,6	89,1	113,8	115,7	na	na
Total		119,5	103,8	130,4	143,0	128,1	175,0	298,3	224,7	na	na

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

Tableau 28: Réalisations des recettes par nature de la DGTCP (milliards de FCFA)

Codes budgétaires	Natures des ressources	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
219	Cession des actifs de l'Etat	1,7	2,0	4,0	1,5	8,4	36,5	8,8	0,0	0,0	0,0
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	4,6	1,9	3,7	4,3	3,2	5,2	5,1	2,1	1,9	8,2
719	Autres recettes fiscales	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5	12,7
721	Revenu du portefeuille de l'Etat	21,5	29,8	19,4	29,2	33,2	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3
722	Droits et frais administratifs	39,0	24,5	25,2	28,5	28,4	22,9	144,6	75,0	60,9	36,9
723	Amendes et condamnations pécuniaires	3,2	4,1	6,9	17,4	2,0	2,6	2,2	2,9	2,2	3,0
724	Intérêts sur traite en douane	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
729	Autres recettes non fiscales	49,1	56,9	57,4	67,7	73,7	96,1	115,9	141,1	127,6	106,7
Total		121,4	119,3	116,7	148,8	149,0	202,2	321,6	279,6	253,9	239,8

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

Tableau 29 : Situation des précomptes effectués par la DGTCP pour le compte de la DGI, de la DGD et de l'ARCOP (en millions de FCFA)

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DGI	3 573,7	1 642,2	2 991,1	1 992,7	2 745,8	3 546,9	5 245,6	7 688,2	3 336,8	7 126,7	6 050,4
ATD	2 662,80	824,2	1 996,20	782,8	1 282,90	1 357,40	2 360,00	5 035,50	953,8	735,3	2 410,8
IRF	359,3	353,8	392,2	576,5	748,3	607,8	625,5	822	667,5	708,9	899,6
Acompte BIC	551,5	464,2	602,7	633,4	714,5	1 581,70	2 260,10	1 830,70	1 715,50	5 682,6	2 740,0
DGD	0	26,2	453	59	16,7	89,9	112	48,1	65,8	42,2	46,0
ATD	0	26,2	453	59	16,7	89,9	112	48,1	65,8	42,2	46,0
ARCOP	na	na	na	na	na	na	na	na	na	710,3	541,3
Retenue de régulation	na	na	na	na	na	na	na	na	na	710,3	541,3
Total Général	3 573,7	1 668,4	3 444,0	2 051,7	2 762,5	3 636,8	5 357,6	7 736,3	3 402,5	7 879,2	6 637,8

Source : DGTCP/PG/Circuit informatisé de la dépense

ATD : Avis à tiers détenteurs

IRF : Impôt sur le revenu foncier

BIC : Bénéfices industriels et commerciaux

Tableau 30: Prévisions des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (millions de FCFA)

Régions et acteurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	7 166,8	7 390,9	8 269,2	7 082,6	11 847,7	13 952,4	12 637,5	17 991,4	19 771,1	14 498,7
Trésor	649,1	538,9	568,8	526,8	768,3	1 177,7	1 236,9	1 423,5	1 447,3	1 763,1
DGI	553,4	606,7	598,4	519,8	527,3	957,2	1 180,2	1 150,2	1 292,6	1 884,7
Autres	5 964,2	6 245,2	7 102,0	6 036,1	10 552,1	11 817,5	10 220,4	15 417,7	17 031,2	10 850,8
Cascades	4 281,4	4 950,8	3 288,0	3 392,7	5 353,1	4 032,0	4 536,2	5 354,5	12 076,5	6 980,5
Trésor	325,0	266,5	296,9	263,3	546,7	693,3	947,0	800,9	962,1	863,6
DGI	509,8	540,9	531,1	520,0	649,7	623,6	620,2	531,6	724,5	763,2
Autres	3 446,6	4 143,4	2 460,1	2 609,4	4 156,8	2 715,0	2 969,0	4 022,1	10 389,9	5 353,6
Centre	20 803,3	35 291,5	70 927,8	62 533,7	50 663,6	79 500,2	68 473,1	63 756,9	41 376,7	43 324,3
Trésor	3 620,9	3 902,7	3 504,8	3 694,0	4 102,5	6 192,3	5 667,9	7 292,4	7 710,3	7 323,8
DGI	13 490,3	14 007,5	13 661,9	14 616,5	18 362,1	18 101,0	22 352,8	26 158,6	26 067,5	26 574,6
Autres	3 692,1	17 381,3	53 761,1	44 223,3	28 199,0	55 207,0	40 452,5	30 305,9	7 598,9	9 425,9
Centre Est	6 856,8	6 485,9	7 503,4	8 601,3	11 230,4	9 657,9	9 563,2	9 187,1	10 204,8	10 781,3
Trésor	511,8	672,6	679,9	654,3	833,4	972,1	750,7	1 011,2	1 246,9	1 283,4
DGI	691,0	733,2	661,3	618,7	615,2	696,1	771,1	827,3	1 119,0	1 154,5
Autres	5 654,0	5 080,1	6 162,2	7 328,3	9 781,8	7 989,6	8 041,4	7 348,6	7 838,9	8 343,4
Centre Nord	6 437,8	7 858,0	8 427,8	9 263,9	12 742,7	12 695,9	14 049,8	20 635,5	19 792,2	25 227,4
Trésor	328,0	493,8	682,2	566,8	616,4	1 095,0	1 511,8	1 408,9	1 343,6	1 131,9
DGI	416,0	391,5	301,5	330,2	583,0	811,7	2 212,6	2 362,9	2 765,4	3 052,0
Autres	5 693,8	6 972,6	7 444,1	8 366,9	11 543,4	10 789,3	10 325,5	16 863,6	15 683,1	21 043,5
Centre Ouest	6 563,3	10 268,7	11 528,8	11 203,4	16 922,6	16 022,0	15 112,5	17 708,9	18 607,9	17 890,1
Trésor	406,7	634,9	583,5	611,6	775,4	1 017,9	1 079,1	1 032,9	1 166,6	1 245,1
DGI	458,2	641,3	554,9	481,1	665,2	708,4	723,7	892,3	1 238,0	1 429,6
Autres	5 698,4	8 992,5	10 390,4	10 110,8	15 482,0	14 295,8	13 309,7	15 783,7	16 203,2	15 215,4
Centre Sud	3 734,7	4 096,0	3 909,0	5 525,6	8 651,4	5 439,4	7 862,1	10 513,6	9 351,9	11 297,6
Trésor	381,8	457,3	383,3	769,3	596,7	836,7	856,9	1 130,0	1 467,9	1 257,5
DGI	214,1	222,2	216,7	223,3	263,0	212,8	311,3	305,4	418,5	499,2
Autres	3 138,8	3 416,5	3 309,0	4 533,0	7 791,6	4 389,9	6 693,9	9 078,1	7 465,5	9 540,9
Est	4 996,2	5 488,3	5 902,5	6 618,9	12 761,6	18 245,5	13 481,9	18 308,7	23 344,5	19 709,9
Trésor	521,1	775,3	603,3	563,5	746,9	895,5	1 107,8	699,1	998,0	739,5
DGI	726,2	789,6	702,4	693,7	693,1	706,5	772,0	387,5	807,7	1 116,4
Autres	3 749,0	3 923,5	4 596,8	5 361,8	11 321,5	16 643,4	11 602,1	17 222,1	21 538,7	17 854,0
Hauts Bassins	9 390,0	10 477,6	11 668,3	11 668,3	10 581,4	16 231,4	15 978,2	19 159,5	20 909,7	18 181,3
Trésor	923,5	1 143,6	1 356,1	1 356,1	1 596,8	1 974,2	3 174,5	2 431,5	2 446,8	2 586,7
DGI	2 828,7	3 013,4	2 949,9	2 949,9	2 875,4	4 719,1	5 391,2	5 375,6	6 715,4	5 811,8
Autres	5 637,8	6 320,7	7 362,3	7 362,3	6 109,2	9 538,1	7 412,5	11 352,5	11 747,4	9 782,8
Nord	6 214,6	5 671,7	7 499,0	7 430,6	12 879,2	14 628,3	14 797,5	18 634,5	21 956,6	9 526,6
Trésor	418,0	508,6	562,4	474,4	631,6	735,2	495,4	722,1	725,9	900,1
DGI	453,7	558,5	432,9	454,2	425,3	505,4	461,2	404,1	570,8	504,1
Autres	5 342,9	4 604,6	6 503,7	6 502,1	11 822,3	13 387,6	13 841,0	17 508,4	20 659,9	8 122,5
Plateau Central	4 225,3	4 877,7	5 242,2	5 050,5	6 849,4	6 395,0	6 269,9	6 927,2	9 156,4	9 116,4
Trésor	276,3	323,3	273,3	315,9	421,9	952,9	715,7	627,9	740,8	863,2
DGI	411,6	520,2	377,7	392,5	468,4	565,9	619,0	568,5	668,4	694,4
Autres	3 537,5	4 034,2	4 591,3	4 342,2	5 959,2	4 876,3	4 935,2	5 730,8	7 747,2	7 558,7
Sahel	4 857,4	7 674,3	7 207,8	6 874,0	9 799,5	10 378,9	9 211,0	10 605,3	9 786,7	8 435,6
Trésor	410,2	566,3	585,3	620,5	570,5	749,6	656,4	769,5	892,6	491,5

Régions et acteurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DGI	207,1	232,8	216,7	200,1	585,1	1 705,1	1 762,7	1 764,0	2 110,3	1 516,5
Autres	4 240,0	6 875,2	6 405,7	6 053,5	8 643,9	7 924,2	6 791,8	8 071,7	6 783,9	6 427,6
Sud-Ouest	3 845,6	5 532,0	5 981,5	6 090,6	8 656,1	6 979,4	8 776,6	11 751,8	11 347,5	0,0
Trésor	407,9	471,0	448,2	473,9	568,6	827,1	1 042,3	1 087,7	1 134,2	1 086,3
DGI	296,2	331,3	328,0	328,8	343,1	377,6	422,6	379,7	586,1	544,3
Autres	3 141,5	4 729,8	5 205,3	5 287,9	7 744,4	5 774,7	7 311,7	10 284,4	9 627,2	8 027,8
Total	89 373,1	116 063,5	157 355,4	151 336,1	178 938,9	214 158,3	200 749,6	230 534,9	227 682,5	204 628,0
Trésor	9 180,2	10 754,8	10 527,9	10 890,1	12 775,8	18 119,4	19 242,3	20 437,7	22 282,9	21 535,7
DGI	21 256,2	22 588,9	21 533,4	22 328,5	27 055,8	30 690,6	37 600,5	41 107,5	45 084,4	45 545,4
Autres	58 936,7	82 719,7	125 294,1	118 117,4	139 107,3	165 348,3	143 906,7	168 989,7	160 315,2	137 546,9

Source : DGTCP/DELFS/situation des prévisions des recettes des Trésoreries Régionales

Tableau 31 : Recouvrement des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (millions de FCFA)

Régions et acteurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	5 290,2	3 420,1	3 685,3	5 722,5	9 476,3	8 183,4	8 338,4	11 307,6	17 355,2	7 208,9
Trésor	415,3	373,5	351,2	520,9	617,5	555,7	1 202,1	997,1	1 927,5	628,8
DGI	446,1	507,1	398,1	451,2	1 451,7	410,3	712,4	259,9	1 367,9	1 678,3
Autres	4 428,7	2 539,4	2 935,9	4 750,4	7 407,0	7 217,3	6 423,9	10 050,6	14 059,8	4 901,8
Cascades	2 555,5	2 241,0	2 507,2	2 915,2	4 895,5	3 372,6	4 136,8	5 497,6	7 666,6	4 038,1
Trésor	214,9	244,7	242,1	424,1	523,3	681,5	762,6	556,1	740,1	529,3
DGI	504,9	586,2	437,8	535,5	551,9	574,7	312,5	574,8	759,7	874,3
Autres	1 835,7	1 410,1	1 827,2	1 955,7	3 820,3	2 116,4	3 061,8	4 366,7	6 166,8	2 634,5
Centre	15 985,6	14 623,2	16 137,5	17 205,3	20 455,7	22 014,9	20 778,8	24 895,6	27 524,8	30 812,4
Trésor	3 586,7	3 537,3	2 964,1	3 283,0	3 935,7	3 960,0	4 380,6	4 623,4	5 381,5	5 339,7
DGI	10 248,8	9 617,5	11 072,7	11 566,7	10 156,3	13 036,1	9 492,5	14 215,8	15 536,0	18 409,5
Autres	2 150,1	1 468,4	2 100,7	2 355,6	6 363,7	5 018,9	6 905,7	6 056,4	6 607,2	7 063,2
Centre Est	4 038,9	3 382,5	3 640,7	5 223,2	7 809,0	5 021,5	1 476,9	6 680,6	8 386,1	7 660,8
Trésor	519,9	652,7	570,7	686,9	770,7	602,1	412,8	786,6	1 168,6	1 084,9
DGI	760,8	701,3	530,7	543,5	679,8	366,0	244,9	499,5	898,8	1 233,1
Autres	2 758,1	2 028,5	2 539,4	3 992,8	6 358,6	4 053,4	819,2	5 394,5	6 318,6	5 342,7
Centre Nord	3 986,4	3 361,9	4 611,9	5 718,4	7 645,3	7 905,9	9 500,3	10 152,3	12 964,3	8 732,9
Trésor	361,1	434,0	533,5	589,3	541,4	918,9	1 077,8	1 028,3	1 446,9	512,1
DGI	424,8	296,2	241,2	397,4	484,9	2 177,8	1 795,8	1 904,8	1 999,8	3 247,4
Autres	3 200,5	2 631,6	3 837,1	4 731,8	6 619,0	4 809,1	6 626,7	7 219,2	9 517,6	4 973,4
Centre Ouest	4 641,6	3 478,1	4 333,6	5 292,4	8 274,1	7 635,0	8 042,3	9 293,1	12 639,7	8 246,8
Trésor	419,8	516,0	512,4	596,6	699,6	774,1	835,9	857,7	1 088,4	1 093,1
DGI	537,2	628,1	455,8	525,9	552,3	442,8	296,6	493,0	1 016,6	1 483,2
Autres	3 684,7	2 334,0	3 365,4	4 169,9	7 022,2	6 418,1	6 909,9	7 942,4	10 534,7	5 670,4
Centre Sud	2 508,8	1 197,9	2 294,5	2 510,6	4 949,6	4 706,8	4 918,8	5 134,4	5 032,4	4 943,9
Trésor	399,3	193,6	353,8	506,1	605,7	852,2	1 054,4	1 056,3	1 062,5	971,5
DGI	183,8	149,9	163,3	171,5	270,1	193,8	248,1	249,4	304,9	503,7
Autres	1 925,7	854,4	1 777,4	1 833,0	4 073,9	3 660,8	3 616,3	3 828,7	3 665,0	3 468,6
Est	3 924,2	3 302,1	3 728,4	4 476,7	8 080,4	5 666,5	10 085,6	11 799,0	10 752,6	6 227,6
Trésor	483,6	631,7	522,3	558,8	680,9	729,4	844,2	690,2	771,2	465,7
DGI	603,5	723,4	731,8	630,0	634,8	668,9	626,4	677,6	608,3	1 103,1
Autres	2 837,2	1 947,0	2 474,2	3 288,0	6 764,7	4 268,2	8 615,0	10 431,3	9 373,1	4 658,8
Hauts Bassins	7 088,7	5 887,1	6 444,2	7 559,6	10 506,2	9 913,2	11 101,5	15 731,3	18 462,4	12 671,1
Trésor	946,3	1 008,2	1 048,2	1 066,1	1 687,8	1 797,7	2 254,3	1 896,2	1 906,7	1 870,3
DGI	2 632,6	3 005,8	2 572,3	2 705,2	2 893,4	2 703,8	3 319,9	3 644,8	4 295,2	4 299,6
Autres	3 509,7	1 873,1	2 823,7	3 788,3	5 925,0	5 411,8	5 527,3	10 190,3	12 260,6	6 501,2
Nord	4 666,6	2 781,3	3 850,7	4 230,8	7 820,4	6 572,4	6 396,5	8 552,9	9 227,0	6 595,4
Trésor	410,0	387,6	443,4	515,5	687,9	676,4	635,2	700,3	768,6	562,1
DGI	432,2	369,5	305,7	341,5	393,1	400,0	284,6	434,7	665,5	418,6
Autres	3 824,4	2 024,2	3 101,7	3 373,9	6 739,4	5 496,0	5 476,7	7 417,9	7 792,9	5 614,8
Plateau Central	3 013,9	2 773,6	3 327,5	3 441,8	5 459,8	4 639,2	5 832,3	5 517,8	9 592,4	4 976,5
Trésor	285,8	312,1	316,4	398,5	475,7	896,1	721,5	805,8	943,4	867,0
DGI	456,6	725,6	337,4	509,8	524,9	478,9	480,5	386,8	515,5	668,9

Régions et acteurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Autres	2 271,5	1 735,9	2 673,7	2 533,5	4 459,2	3 264,2	4 630,3	4 325,3	8 133,5	3 440,7
Sahel	3 019,1	3 078,5	3 579,4	4 118,7	7 631,4	7 786,2	6 197,6	8 455,2	4 438,4	2 770,1
Trésor	432,3	514,5	611,3	666,2	596,6	710,7	441,3	454,0	497,6	201,5
DGI	226,0	210,2	158,6	157,0	659,5	1 355,2	779,9	831,4	510,5	137,3
Autres	2 360,8	2 353,8	2 809,5	3 295,6	6 375,3	5 720,3	4 976,3	7 169,7	3 430,3	2 431,3
Sud-Ouest	2 423,2	1 758,6	2 750,7	3 096,4	5 289,5	3 714,6	4 104,8	4 935,9	7 233,3	4 052,8
Trésor	307,2	435,4	362,2	446,0	576,4	565,9	607,9	496,0	825,4	611,8
DGI	267,7	279,0	278,8	297,5	280,3	285,7	187,9	257,3	468,4	439,4
Autres	1 848,3	1 044,3	2 109,7	2 352,9	4 432,9	2 863,0	3 309,0	4 182,5	5 939,6	3 001,5
Total	63 142,8	51 286,0	60 891,6	71 511,6	108 293,1	97 132,2	100 910,5	127 953,2	151 275,3	108 937,3
Trésor	8 782,3	9 241,3	8 831,6	10 257,8	12 399,1	13 720,8	15 230,7	14 948,1	18 528,3	14 737,9
DGI	17 725,0	17 799,9	17 684,2	18 832,6	19 532,9	23 094,1	18 781,8	24 429,6	28 947,2	34 496,5
Autres	36 635,5	24 244,8	34 375,8	42 421,2	76 361,1	60 317,3	66 898,1	88 575,5	103 799,8	59 702,9

Source : DGTCP/DELFI/situation de recouvrement des Trésoreries Régionales

Tableau 32 : Mobilisation des titres publics par mode d'émission (milliards de FCFA)

Mode d'émission	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Adjudications	91,4	236,2	308,7	468,5	446,4	531,0	479,0	800,4	1 059,1	481,1
Syndication	121,6	0,0	0,0	0,0	184,0	173,7	211,4	272,6	330,0	292,4
Total	213,0	236,2	308,7	468,5	630,4	704,7	690,4	1 073,0	1 389,1	773,5

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 33 : Mobilisation des titres publics par type d'instruments (milliards de FCFA)

Instrument	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bons Assimilables du Trésor (BAT)	91,4	194,6	212,0	303,5	278,6	357,5	327,5	437,2	455,5	119,9
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	na	41,7	96,7	165,0	167,8	173,4	151,4	363,2	603,6	361,3
Emprunt Obligataire par APE	121,6	na	na	na	184,0	173,7	211,4	272,6	330,0	292,4
Total	213,0	236,2	308,7	468,5	630,3	704,7	690,3	1 073,0	1 389,1	773,5

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 34 : Montants mobilisés des titres publics par maturité (milliards de FCFA)

Maturité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 mois	91,4	90,4	26,3	40,0	48,2	51,0	53,1	134,7	33,0	na
6 mois	na	104,1	185,7	78,5	153,0	43,3	30,0	60,5	66,0	33,0
1 an	na	na	na	70,0	77,4	263,2	244,4	242,0	356,5	86,9
2 ans	na	na	na	115,0	na	na	na	0,0	na	na
3 ans	na	na	na	40,0	139,1	168,6	109,4	185,2	95,2	70,0
5 ans	na	41,7	96,7	75,0	28,7	4,8	42,1	115,6	221,4	107,5
7 ans	121,6	na	na	50,0	61,9	173,7	na	62,4	191,4	142,4
8 ans	na	na	na	na	na	na	211,4	272,6	na	na
10 ans	na	na	na	na	122,0	na	na	0,0	425,7	41,4
12 ans	na	na	na	na	na	na	na	na	na	292,5
Total	213,0	236,2	308,7	468,5	630,3	704,7	690,3	1 073,0	1 389,1	773,5

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 35 : Situation d'exécution des émissions des titres publics

Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'émission	5	7	9	12	17	26	21	26	27	16
Nombre d'instruments émis	5	7	9	12	29	29	24	31	37	24

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 36 : Répartition des titres publics par maturité

Maturité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 mois	4	3	1	1	3	2	2	3	1	na
6 mois	na	3	5	2	7	2	1	2	2	1
1 an	na	na	na	2	6	12	11	10	10	4
2 ans	na	na	na	3	na	na	na	0	0	na
3 ans	na	na	na	1	8	10	6	8	7	5
5 ans	na	1	3	2	3	1	2	4	8	6
7 ans	1	na	na	1	1	2	na	2	5	5
8 ans	na	na	na	na	na	na	2	2	0	na
10 ans	na	na	na	na	1	na	na	0	4	1
12 ans	Na	na	na	na	na	na	na	na	na	2
Total	5	7	9	12	29	29	24	31	37	24

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 37 : Taux moyen de couverture par maturité des titres publics (%)

Maturité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 mois	227,8	185,1	107,0	127,2	203,7	229,2	188,1	376,1	293,3	na
6 mois	na	137,1	223,6	169,4	160,4	106,5	107,9	246,2	264,4	110,0
1 an	na	na	na	188,7	107,4	137,6	296,0	299,4	239,7	76,2
2 ans	na	na	na	147,1	na	na	na	na	na	na
3 ans	na	na	na	169,9	96,8	87,6	212,3	326,3	292,3	72,8
5 ans	na	261,3	209,3	177,0	57,2	na	255,2	342,4	302,3	88,7
7 ans	221,1	na	na	122,2	82,6	115,8	na	286,2	314,9	115,4
8 ans	na	na	na	na	na	140,4	156,3	170,4	na	na
10 ans	na	na	na	na	162,7	na	na	na	164,0	118,2
12 ans	na	na	na	na	na	na	na	na	na	110,0

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 38 : Rendement moyen pondéré de 2019 à 2022(%)

Maturité	2019	2020	2021	2022
3 mois	5,7	2,9	2,5	na
6 mois	6,4	5,0	3,7	3,1
1 an	5,9	5,0	3,2	3,5
2 ans	na	na	na	na
3 ans	6,7	6,2	5,5	5,4
5 ans	6,6	6,4	5,3	5,6
7 ans	na	6,4	5,9	6,5
8 ans	6,5	6,5	na	na
10 ans	na	na	6,5	6,1
12 ans	na	na	na	6,4

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 39 : Taux moyen pondéré de 2016 à 2022 (%)

Maturité	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 mois	4,6597	5,3143	5,7584	5,5715	3,1604	2,4452	na
6 mois	4,7583	5,7070	6,0246	6,1619	4,8747	3,6614	3,0864
1 an	4,9798	6,1202	6,1264	5,5889	4,7438	3,3824	3,5025

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 40: Prix moyen pondéré de 2016 à 2022 (FCFA)

Prix moyen pondéré	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 ans	9 988,8	9 695,8	9 642,1	9 866,4	9 971,7	8 491,4	10 041,9
5 ans	9 844,4	9 689,8	9 693,5	9 870,0	9 896,7	10 255,2	10 076,1
7 ans	9 900,3	10 000,0	10 000,0	na	9 947,4	10 107,6	9 852,5
8 ans	na	na	na	10 000,0	10 000,0	na	na
10 ans	na	10 000,0	na	na	na	6 363,9	10 141,3
12 ans	na	na	na	na	na	na	10 000

Source : DGTCP/DAMOF/Situation des émissions

Tableau 41 : Prévisions des décaissements des financements extérieurs (milliards de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Appuis projet	471,1	370,2	368,5	355,1	388,1	308,7	302,0	366,6	362,2	346,8
Dons	336,3	260,5	224,3	213,8	261,4	174,2	171,3	223,2	237,7	222,3
dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19 ⁴	na	na	na	na	na	na	na	14,3	16,6	0,6
Emprunts	134,8	109,7	144,2	141,3	126,6	134,4	130,7	143,5	124,5	124,5
Appuis programme	189,9	187,7	214,3	138,3	125,0	157,0	147,2	378,3	126,3	175,6
Dons	180,3	127,7	126,5	72,5	92,9	118,1	99,2	176,7	76,8	117,4
Emprunts	9,6	60,0	87,8	65,8	32,1	39,0	48,0	201,6	49,6	58,2
TOTAL	661,1	557,9	582,8	493,4	513,0	465,7	449,2	744,9	488,5	522,4

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base 1986

Tableau 42 : Décaissements des financements extérieurs (milliards de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Appuis projet	265,7	215,7	151,6	209,4	244,4	225,2	136,5	299,7	487,9	398,2
Dons	205,2	157,5	105,2	100,8	119,9	122,4	45,9	156,3	196,3	203,4
dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19	na	na	na	na	na	na	na	14,3	17,0	0,6
Emprunts	60,5	58,2	46,4	108,6	124,5	102,8	90,6	143,5	291,6	194,8
Appuis programme	124,0	126,7	219,5	162,8	77,9	134,9	192,2	342,4	126,6	117,0
Dons	119,1	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,4	159,7	80,9	60,3
Emprunts	4,8	27,8	94,6	81,6	3,5	42,2	103,8	182,7	45,7	56,7
TOTAL	389,7	342,5	371,0	372,2	322,3	360,1	328,7	642,1	614,6	515,2

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base 1986

⁴ Y compris les intérêts

Tableau 43 : Décaissements des appuis projets par type de partenaires (milliards de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Prêts	60,5	58,2	46,4	108,6	124,5	102,8	90,6	143,5	474,6	194,8
Multilatéraux	48,9	53,9	41,4	104,2	118,2	96,4	73,5	98,2	247,4	159,1
Bilatéraux	11,6	4,3	5,0	4,3	6,3	6,4	17,1	45,2	227,2	35,7
Dons	205,2	157,5	105,2	100,8	119,9	122,4	45,9	156,3	196,3	203,4
Multilatéraux	73,3	95,3	49,1	68,2	77,6	101,6	20,1	107,9	110,0	157,9
dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19	na	na	na	na	na	na	na	14,3	17,0	0,6
Bilatéraux	132,0	62,2	56,1	32,7	42,4	20,8	25,8	48,3	86,3	45,5
Total	265,7	215,7	151,6	209,4	244,4	225,2	136,5	299,7	670,9	398,2

Source : DGTCP/DDP

Tableau 44 : Décaissements des appuis programmes par type de partenaires (milliards de FCFA)

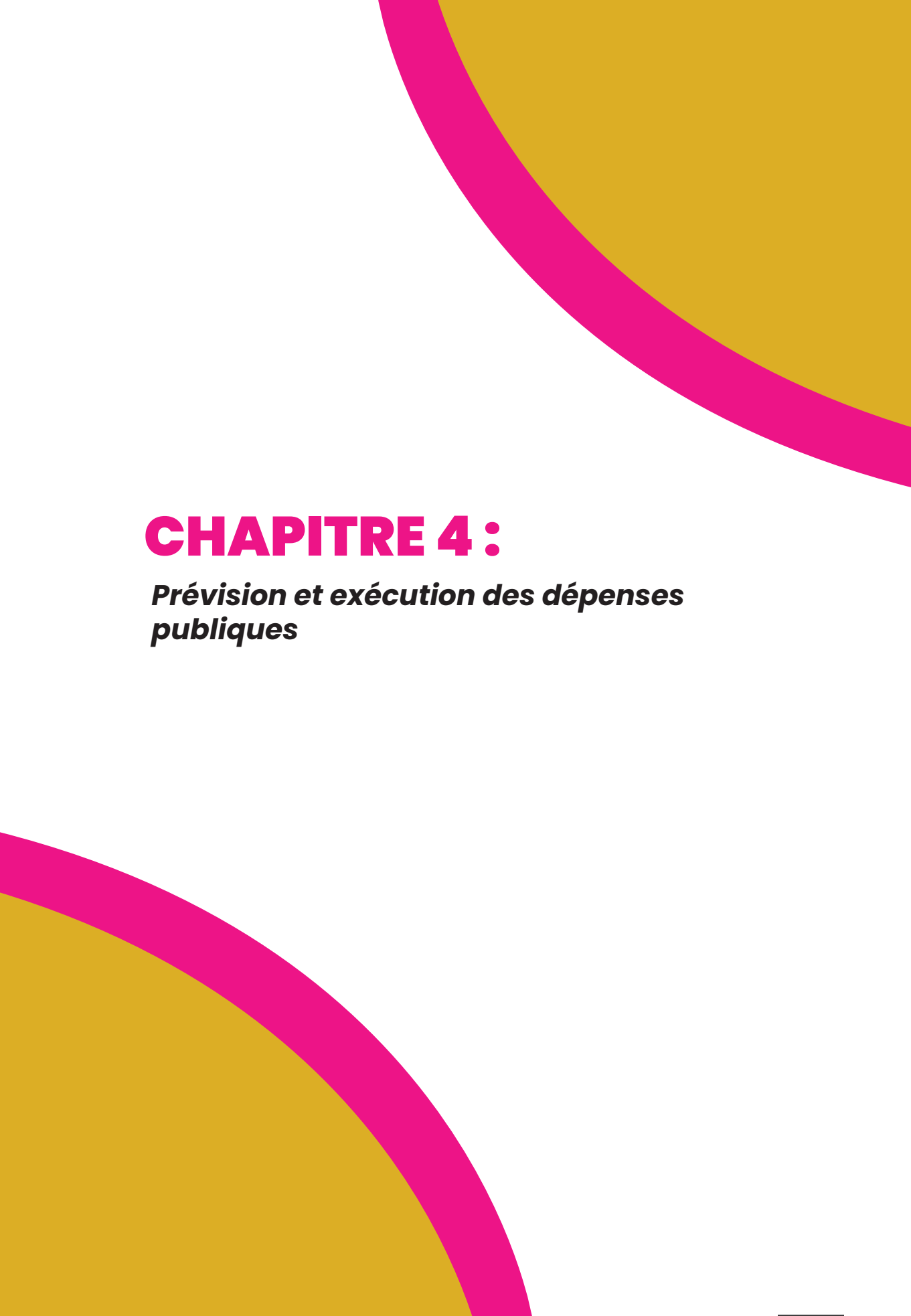
Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Prêts	4,8	27,8	94,6	81,6	3,5	42,2	103,8	182,7	45,7	56,7
Multilatéraux	4,8	27,8	94,6	81,6	3,5	42,2	103,8	182,7	45,7	56,7
Bilatéraux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	119,1	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,4	159,7	80,9	60,3
Multilatéraux	84,2	75,2	102,8	62,0	52,1	71,3	59,5	137,4	59,9	60,3
Bilatéraux	35,0	23,7	22,0	19,2	22,2	21,4	28,9	22,2	21,0	0,0
Total	124,0	126,7	219,5	162,8	77,9	134,9	192,2	342,4	126,6	117,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 45 : Nombre de comptes de dépôts au Trésor

Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Sociétés d'Etat	9	12	13	13	13	14	14	14	14	16
Sociétés d'Economie Mixte	5	5	5	6	5	5	5	5	5	4
Etablissements Publics Nationaux	507	519	523	531	535	546	555	583	584	586
Projets	1 020	1 141	1 308	1 520	1 656	1 790	2 245	2 407	2 548	2 530
Services Administratifs	2 127	2 316	2 422	2 828	2 968	3 127	3 387	3 492	3 654	3 758
Organismes internationaux	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Organismes à caractère financier	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6
Associations-Groupements-Mutuelles	45	45	45	45	45	46	46	48	49	51
Déposants privés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
TOTAL	3 720	4 045	4 323	4 950	5 229	5 536	6 260	6 557	6 862	6 953

Source : DGTCP/ACCT



CHAPITRE 4 :

Prévision et exécution des dépenses publiques

Tableau 46: Prévisions des dépenses de l'Administration centrale par nature économique selon la dernière Loi de Finances Rectificative (milliards de FCFA)

Nature de dépense	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses totales et prêts nets	1 849,4	1 768,7	1 614,1	1 786,3	2 293,5	2 188,9	2 357,5	2 523,8	2 659,7	2 909,5
Dépenses totales	1 839,4	1 772,7	1 617,1	1 799,6	2 297,3	2 191,9	2 466,7	2 533,4	2 669,8	2 919,1
Dépenses courantes	829,6	933,3	925,2	1 070,6	1 206,3	1 365,9	1 713,4	1 649,4	1 757,6	1 892,3
Salaires	366,3	437,5	469,5	519,1	573,0	700,0	845,9	878,0	950,0	1 012,0
Dépenses de fonctionnement	130,1	121,2	122,7	140,3	153,5	151,6	187,3	186,5	205,5	208,4
Intérêts dus	29,9	29,5	39,8	49,5	68,2	100,2	100,0	114,0	173,6	195,8
sur dette intérieure	17,5	17,5	24,0	27,8	45,2	75,4	79,2	92,7	123,0	167,3
sur dette extérieure	12,4	12,1	15,7	21,7	23,0	24,8	20,8	21,3	50,6	28,5
Transferts courants ⁽¹⁾	303,4	345,1	293,1	361,7	411,5	414,0	480,3	470,9	428,5	476,1
Dépenses en capital ⁽²⁾	1 009,8	839,4	691,9	729,0	1 091,0	826,1	753,2	884,0	912,2	1 026,9
Investissements sur ressources propres	497,7	459,4	315,8	366,4	682,8	491,9	446,2	466,7	546,6	670,7
Transferts en capital et restructurations	41,0	9,8	7,7	7,5	20,2	25,5	5,1	65,0	20,0	10,0
Investissements sur ressources extérieures	471,1	370,2	368,5	355,1	388,1	308,7	302,0	352,3	345,6	346,2
Prêts nets ⁽³⁾	10,0	-4,0	-2,9	-2,9	-3,8	-3,0	-9,2	-9,6	-10,1	-9,6

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

(1) excluent les exonérations

(2) intègrent les exonérations qui sont soustraites des transferts courants

(3) renvoient aux prêts moins les remboursements.

Tableau 47: Prévisions révisées des dépenses de l'Administration centrale par nature économique selon le Programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI (milliards de F CFA)

Nature de dépense	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses totales et prêts nets	1 638,4	1 779,7	1 526,6	1 698,2	2 020,5	2 167,0	2 311,1	2 543,0	na	na
Dépenses totales	1 628,5	1 766,6	1 529,5	1 701,1	2 024,3	2 170,0	2 320,3	2 553,0	na	na
Dépenses courantes	879,9	942,8	965,7	1 028,7	1 180,2	1 366,0	1 630,0	1 669,0	na	na
Salaires	366,3	441,4	456,7	507,9	623,0	700,0	846,0	898,0	na	na
Dépenses de fonctionnement	130,1	118,4	122,6	139,9	145,3	152,0	187,0	186,0	na	na
Intérêts dus	29,9	28,9	39,7	49,5	68,2	100,0	117,0	114,0	na	na
sur dette intérieure	17,5	16,9	24,0	27,8	45,2	75,2	73,0	93,0	na	na
sur dette extérieure	12,4	12,0	15,7	21,7	23,0	24,8	44,0	21,0	na	na
Transferts courants	353,6	354,1	346,7	331,4	343,7	414,0	480,0	471,0	na	na
Dépenses en capital	748,6	823,8	563,8	672,4	844,1	804,0	690,3	884,0	na	na
Investissements sur ressources propres	421,9	469,1	316,8	376,3	440,9	469,5	382,9	467,0	na	na
Transferts en capital et restructurations	41,0	40,5	7,7	7,5	15,2	25,5	5,1	65,0	na	na
Investissements sur ressources extérieures	285,7	314,2	239,3	288,6	388,0	309,0	302,3	352,0	na	na
Prêts nets	10,0	13,1	-2,9	-2,9	-3,8	-3,0	-9,2	-10,0	na	na

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

Tableau 48 : Exécution des dépenses⁵ de l'Administration centrale par nature économique (milliards de FCFA)

Nature de dépense	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Dépenses totales et Prêts nets	1 652,7	1 434,7	1 411,6	1 638,3	2 146,5	2 127,6	2 177,4	2 539,9	2 931,9	3 617,8
Dépenses totales	1 677,5	1 440,8	1 424,2	1 647,0	2 150,0	2 137,7	2 201,3	2 544,3	2 921,7	3 627,3
Dépenses courantes	819,0	886,7	923,2	1 118,7	1 318,7	1 383,3	1 644,5	1 764,3	1 922,6	2 353,6
Salaires	355,5	437,3	468,5	554,5	618,0	705,1	844,4	897,2	949,5	1 009,1
Dépenses de fonctionnement	118,6	102,4	109,4	128,0	174,1	196,2	198,4	176,3	197,5	210,4
Intérêts dus	34,8	44,0	43,8	65,3	69,5	97,2	117,1	140,6	192,5	229,6
sur dette intérieure	21,9	29,3	27,9	48,5	49,4	74,1	95,6	117,0	163,9	196,3
sur dette extérieure	12,8	14,7	15,9	16,8	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6	33,3
Transferts courants	310,1	303,0	301,5	370,9	457,1	384,8	484,6	550,2	583,0	904,5
Dépenses en capital	858,5	554,1	501,0	528,2	831,3	754,4	556,8	780,0	999,1	1 273,8
Investissements sur ressources propres	497,0	329,3	302,5	338,6	570,4	447,0	419,0	432,9	518,7	871,4
Transferts en capital et restructurations	95,8	9,1	46,9	7,0	16,5	82,2	1,3	61,7	9,5	4,8
Investissements sur ressources extérieures	265,7	215,7	151,6	182,7	244,4	225,2	136,5	285,4	470,9	397,6
Prêts nets	-24,8	-6,1	-12,6	-8,7	-3,5	-10,1	-23,8	-4,4	10,2	-9,5

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

Tableau 49 : Exécution des charges de l'Administration centrale budgétaire par nature économique (milliards de FCFA)

Codes	Intitulés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
2	CHARGES	788,1	816,2	864,5	1 028,0	1 489,1	1 533,2	1 704,3	1 752,7	1 942,1	2 375,4
21	Rémunération des salariés	349,3	440,3	455,6	572,8	618,0	704,5	840,1	891,1	942,6	937,9
211	Salaires et traitements	324,5	415,3	431,9	570,0	582,0	663,1	793,4	835,0	890,9	884,0
212	Cotisations sociales d'employeurs	24,8	25,0	23,7	2,9	36,0	41,4	46,7	56,1	51,8	53,9
22	Utilisation de biens et services	197,4	189,3	224,0	165,4	318,9	327,8	230,3	174,5	194,4	246,4
23	Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Intérêts	37,4	45,5	48,4	73,4	69,5	97,2	114,5	139,9	192,5	228,7
241	Aux non-résidents	12,6	14,5	16,3	16,9	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6	32,4
242	Aux résidents autre que les administrations publiques	24,8	31,0	32,1	56,5	49,4	74,1	92,9	116,4	163,9	196,3
243	Aux autres unités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
25	Subventions	42,1	36,6	34,1	67,9	55,7	62,7	98,0	112,2	43,8	475,3
251	Aux sociétés publiques	42,1	36,6	34,1	47,4	50,8	57,9	91,8	103,4	38,6	469,3
252	Aux entreprises privées	0,0	0,0	0,0	19,9	4,9	4,8	6,2	8,8	5,3	6,0
253	Aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
26	Dons	104,6	98,9	99,7	98,8	158,4	218,2	252,8	263,2	286,6	335,2
261	Aux administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
262	Aux organisations internationales	13,7	12,5	9,0	8,9	8,8	4,9	3,9	16,1	20,7	5,8
263	Aux autres unités des administrations publiques	90,9	86,4	90,8	89,8	149,6	213,3	248,8	247,1	265,9	329,4
27	Prestations sociales	4,7	6,7	6,2	20,5	83,1	45,7	57,4	50,4	106,8	104,7
271	Prestations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
272	Prestations d'assistance sociale	1,9	2,2	2,2	17,8	83,1	40,3	51,6	44,3	99,8	97,7
273	Prestations sociales liées à l'emploi	2,8	4,5	4,0	2,6	0,0	5,4	5,8	6,1	6,9	7,1
28	Autres charges	52,8	-1,1	-3,6	29,4	185,6	77,1	111,3	121,4	175,3	47,2
281	Charges liées à la propriété autres que les intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
282	Transferts non classés ailleurs	52,8	-1,1	-3,6	29,3	183,8	75,3	111,3	119,5	173,0	44,8
283	Primes, droits et indemnités d'assurance autres qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,8	0,0	1,9	2,3	2,4

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 2014

⁵ Les dépenses sont enregistrées sur la base engagée visée de 2013 à 2017 et la base liquidation à partir de 2018

Tableau 50 : Acquisition nette des actifs non financiers de l'Administration centrale budgétaire par nature économique (milliards de FCFA)

Codes	Intitulés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
31	Acquisitions nettes d'actifs non financiers	777,5	552,5	475,3	550,0	597,4	543,3	445,6	717,7	957,7	1 208,8
311	Actifs fixes	774,9	548,8	474,8	547,8	572,5	510,5	414,0	708,7	948,6	1 199,0
312	Stocks	0,0	0,0	0,0	1,0	16,2	8,2	0,7	3,0	0,3	0,8
313	Objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
314	Actifs non produits	2,6	3,6	0,5	1,3	8,7	24,6	30,8	6,0	8,7	9,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 2014

Tableau 51 : Acquisition nette des actifs fixes de l'Administration centrale budgétaire par nature économique(milliards de FCFA)

Codes	Intitulés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
311	Actifs fixes	774,9	548,8	474,8	547,8	572,5	510,5	414,0	708,7	948,6	1 199,0
3111	Bâtiments et ouvrages de génie civil	735,6	398,1	371,0	449,7	482,6	452,4	344,3	656,2	857,6	500,0
3112	Machines et équipement	34,0	144,1	91,9	94,6	61,0	48,7	66,6	38,9	51,1	183,8
3113	Autres actifs fixes	5,1	6,6	7,7	3,5	28,8	9,3	3,1	13,6	39,8	135,7
3114	Système d'armes	0,3	0,0	4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	379,4

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 2014

Tableau 52 : Subventions aux hydrocarbures et au gaz (milliards de FCFA)

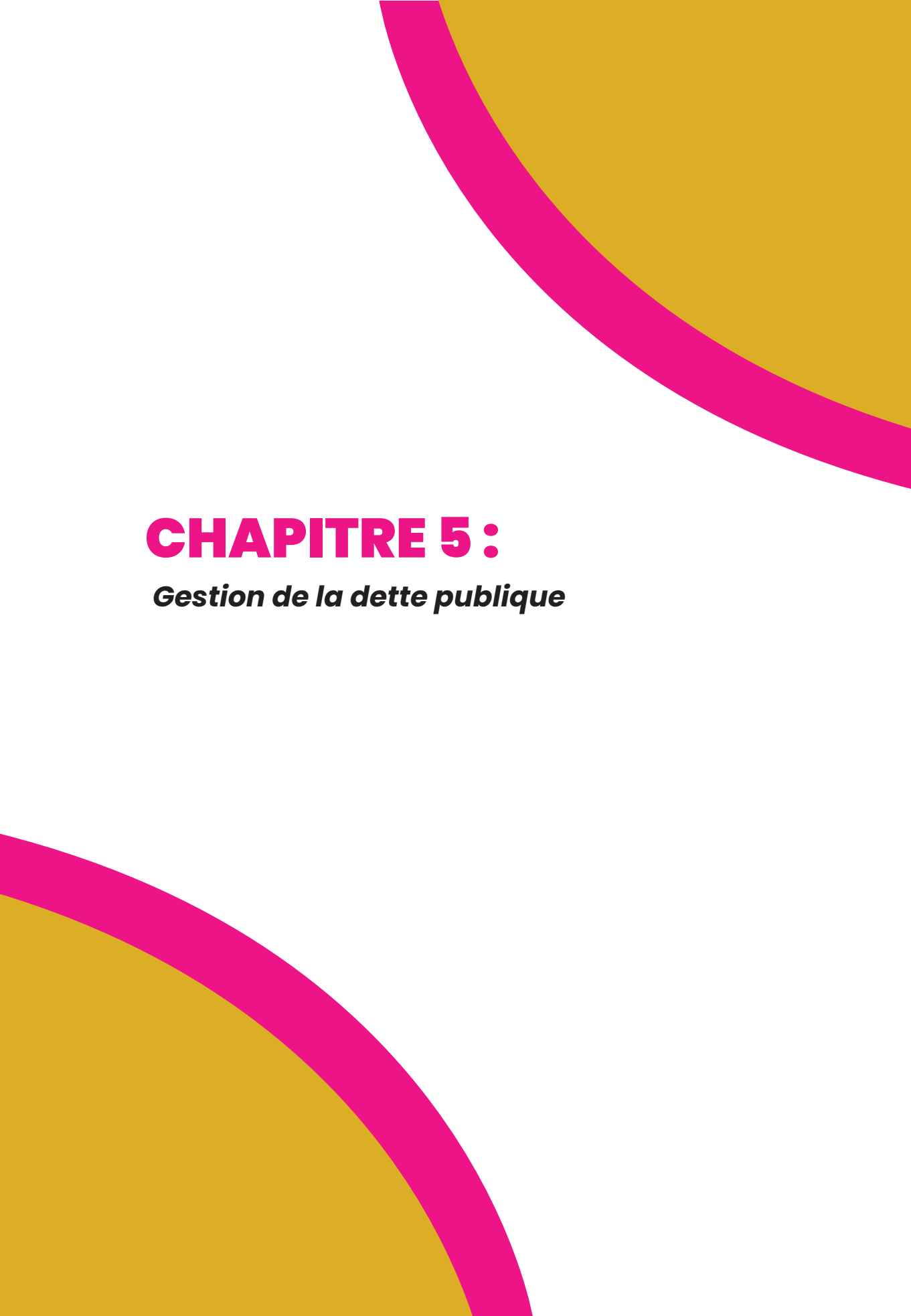
Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Hydrocarbures p/c SONABEL	11,1	13,4	11,2	14,3	32,2	12,3	34,5	42,8	12,1	53,7
Gaz	16,9	21,2	18,8	22,9	15,8	14,3	18,5	55,3	19,2	61,3
TOTAL	28,0	34,6	30,0	37,2	47,9	26,6	53,1	98,1	31,3	115,0

Source : DGTCP/PG/logiciel EXO-Subventions

Tableau 53 : Délai de paiement de la dépense publique

Libellés	Norme (en jour)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Délai moyen de paiement au niveau central, Budget de l'Etat		47	62	49	59	23	37	41	47	40	34	29

Source : DGTCP/PG/Secrétariat du CODEP-MP



CHAPITRE 5 :

Gestion de la dette publique

Tableau 54: Encours de la dette publique par bénéficiaire (milliards de FCFA)

Bénéficiaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^(a)	2020	2021	2022
Etat	1 685,3	1 888,4	2 159,5	2 459,6	2 735,7	3 326,6	3 952,4	4 765,5	5 999,0	6 736,8
Collectivités	1,1	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Sociétés d'Etat	47,4	46,5	28,1	37,1	31,1	38,7	14,6	11,6	9,2	54,8
EPE ^(b)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	170,0	160,3
TOTAL	1 733,7	1 935,9	2 188,5	2 497,0	2 767,2	3 366,0	3 967,6	4 777,7	6 178,7	6 952,3

Source : DGTCP/DDP

^(a) Exprimé en valeur nominale (qui prend en compte les intérêts courus) à partir de 2019, les années antérieures sont en valeur faciale

^(b) Un fonds national a contracté un emprunt de 170 milliards en 2021 qui a été pris en compte dans l'encours de la dette.

Tableau 55: Encours de la dette publique par source de financement (milliards de FCFA)

Origine	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Extérieur	1 296,0	1 412,8	1 615,1	1 766,1	1 743,0	1 909,6	2 188,6	2 464,3	2 852,5	3 054,5
Intérieur	437,8	523,1	573,5	731,0	1 024,2	1 456,4	1 779,0	2 313,4	3 326,2	3 897,8
TOTAL	1 733,7	1 935,9	2 188,5	2 497,0	2 767,2	3 366,0	3 967,6	4 777,7	6 178,7	6 952,3

Source : DGTCP/DDP

Tableau 56: Encours de la dette publique selon la monnaie de 2015 à 2022 (milliards de FCFA)

DEVISES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Devises fluctuantes	1 229,1	1 281,5	1 181,6	1 220,5	1 214,6	1 189,5	1 286,3	1 267,0
Dirham des Émirats arabes unis (AED)	2,9	2,3	1,5	0,9	0,4	3,0	2,9	2,5
Droits de tirages Spéciaux de FRDC (CEDEAO) (AFU)	6,8	6,0	9,7	9,9	10,5	10,8	10,9	12,1
Yuan ou renminbi chinois (CNY)	16,0	15,4	14,5	14,3	14,4	14,1	36,7	20,6
Livre britannique (GBP)	45,0	45,8	43,6	43,6	4,2	3,9	4,1	3,9
Droits de tirages Spéciaux de la BID (IDI)	98,6	110,6	97,4	92,2	102,8	95,2	93,4	88,6
Yen japonais (JPY)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,2	4,9
Dinar koweïtien (KWD)	47,6	45,7	37,2	35,5	34,8	30,2	29,9	30,2
Rial saoudien (SAR)	25,7	29,2	24,7	24,5	25,0	23,7	23,8	25,0
Droits de tirages Spéciaux de FMI (SDR)	774,6	816,8	767,6	805,9	825,2	775,1	779,0	756,2
Dollar des États-Unis (USD)	212,0	209,6	185,4	193,6	197,3	227,8	300,3	323,2
Devises fixes	959,4	1 215,5	1 585,5	2 145,5	2 753,0	3 588,2	4 892,4	5 685,3
Euro (EUR)	277,1	370,2	435,3	520,5	748,7	935,3	1 164,1	1 335,0
Franç CFA (XOF)	682,4	845,3	1 150,2	1 625,0	2 004,3	2 652,9	3 728,3	4 350,3
TOTAL	2 188,5	2 497,0	2 767,2	3 366,0	3 967,6	4 777,7	6 178,7	6 952,3

Source : DGTCP/DDP

Tableau 57 : Encours de la dette extérieure par type de créanciers (milliards FCFA)

Type de créanciers	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Banques commerciales et autres institutions financières	na	na	na	na	15,9	20,9	18,3	35,4	57,3	54,0
Bilatéral	211,9	218,1	237,4	241,9	221,7	224,2	224,2	250,8	266,4	281,8
Club de Paris	61,6	59,7	44,2	51,2	58,1	65,3	69,1	102,7	103,8	139,0
Hors Club de Paris	150,3	158,4	193,1	190,7	163,6	158,9	155,2	148,1	162,6	142,8
Multilatéral	1 084,1	1 194,7	1 377,7	1 524,2	1 505,4	1 664,4	1 946,0	2 178,1	2 528,8	2 718,7
Total	1 295,9	1 412,8	1 615,1	1 766,1	1 743,0	1 909,6	2 188,6	2 464,3	2 852,5	3 054,5

Source : DGTCP/DDP

Tableau 58: Encours de la dette publique extérieure par créancier (milliards de FCFA)

Détenteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Multilatéraux	1 084,1	1 194,7	1 377,7	1 524,2	1 505,4	1 664,4	1 946,0	2 178,1	2 528,8	2 718,7
BADEA	35,8	43,5	49,3	50,8	44,3	47,1	58,6	65,3	75,0	80,6
BEI	18,1	16,2	14,5	17,1	21,0	30,4	39,5	36,0	32,3	28,8
BID	96,3	97,6	98,6	110,7	111,6	104,7	160,7	156,6	272,1	306,5
BOAD	43,6	72,4	79,8	84,8	93,0	121,6	139,0	152,8	213,6	263,9
FAD	244,1	253,2	280,4	291,2	298,4	313,7	329,2	352,7	358,9	363,9
FIDA	43,4	44,7	52,2	52,2	46,6	48,7	47,3	49,1	57,2	63,3
FMI	102,6	107,6	122,0	129,2	109,4	106,4	134,0	213,9	199,2	184,6
Fonds Nordique	6,7	6,7	6,6	6,5	6,4	6,2	6,1	6,0	5,8	5,7
Fonds Mondial	0,0	0,0	0,0	5,6	4,2	2,8	1,4	0,0	0,0	0,0
FRDC (CEDEAO)	5,0	14,5	14,2	13,1	15,5	20,5	20,9	24,1	24,0	26,0
IDA	464,0	511,2	629,5	732,9	729,9	834,3	980,4	1 082,9	1 242,4	1 343,5
OPEP	24,6	27,1	30,6	30,0	25,0	27,9	29,0	38,5	48,2	51,9
Bilatéraux	211,9	218,1	237,3	241,9	221,7	224,2	224,2	250,8	266,4	281,8
Club de Paris	61,6	59,7	44,2	51,2	58,1	65,3	69,1	108,1	103,8	139,0
Agence Française de Développement	50,8	50,3	37,7	46,1	53,8	61,3	65,4	95,4	91,3	127,5
Danemark	5,1	3,9	1,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	5,7	5,5	4,8	4,6	4,3	4,0	3,7	5,4	5,4	5,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,8	1,6
JICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,2	4,9
Hors Club de Paris	150,3	158,4	193,1	190,7	163,6	158,9	155,2	142,6	162,6	142,8
Fonds d'Abu-Dhabi	3,7	3,8	2,5	1,9	1,1	0,8	0,4	3,0	2,9	2,5
Fonds Koweïtien	42,0	46,4	47,6	45,7	37,2	35,5	34,8	30,2	29,9	30,2
Fonds Saoudien	20,5	22,6	25,7	29,2	24,7	24,6	25,0	23,7	23,8	25,0
Inde	19,7	22,2	25,4	25,1	21,8	21,1	20,5	17,4	16,6	14,2
Libye	3,3	3,6	4,5	4,6	4,0	4,2	4,3	3,7	4,0	4,2
Côte d'Ivoire	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5
Taiwan	18,1	15,4	41,9	39,2	30,8	28,9	26,3	20,9	19,1	16,6
Chine	13,5	15,0	16,0	15,4	14,5	14,3	14,4	14,1	36,8	20,6
Banque Commerciale ou Autres Institutions	na	na	na	na	15,9	20,9	18,3	35,4	57,3	54,0
BOC	na	na	na	na	na	na	na	18,2	41,5	40,9
NBD	na	na	na	na	15,9	20,9	18,3	17,1	14,5	11,9
UCBA	na	na	na	na	na	na	na	na	1,3	1,3
Total	1 296,0	1 412,8	1 615,1	1 766,1	1 743,0	1 909,6	2 188,6	2 464,3	2 852,5	3 054,5

Source : DGTCP/DDP

- (a) BADEA : Banque arabe pour le développement économique en Afrique
- (b) BEI : Banque européenne d'investissement
- (c) BID : Banque islamique de développement
- (d) BOAD : Banque ouest africaine de développement
- (e) FAD : Fonds africain de développement
- (f) FIDA : Fonds international du développement agricole
- (g) FMI : Fonds monétaire international
- (h) FRDC : Fonds régional de développement de la communauté des états de l'Afrique de l'Ouest
- (i) IDA : Association internationale de développement
- (j) OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
- (k) JICA : Agence japonaise de coopération internationale
- (l) UCBA : UniCredit Bank Austria

Tableau 59: Encours de la dette publique intérieure par créancier (milliards de FCFA)

Créancier	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BCEAO (allocations de DTS) ^(a)	29,2	24,7	19,9	15,0	9,9	4,7	0,6	0,2	91,6	91,6
Banques commerciales	49,2	46,9	60,9	63,0	49,0	35,1	123,8	315,4	537,0	715,3
Institutions Financières Publiques	3,0	2,6	2,1	1,7	1,3	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0
Institutions Financières	81,3	74,1	82,9	79,7	60,2	40,7	124,8	315,6	448,1	806,9
DC-BR (APE) ^(b)	182,2	162,0	121,6	97,3	256,9	406,4	600,6	817,9	1 085,7	1 271,9
Souscripteurs aux bons du Trésor	0,0	104,1	119,9	225,0	273,8	282,7	244,4	242,0	356,5	86,9
Souscripteurs aux obligations du Trésor	124,2	135,7	219,1	319,4	426,2	565,0	660,2	801,5	1 213,8	1 433,1
Détenteurs des Titres Publics	306,4	401,8	460,6	641,7	956,9	1 254,1	1 505,3	1 861,4	2 836,5	2 791,9
Institutions non Financières Publiques	50,1	47,1	29,9	9,6	7,1	161,7	148,8	136,4	41,6	287,8
Autres créanciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2
Total	437,8	523,1	573,5	731,0	1 024,2	1 456,4	1 779,0	2 313,4	3 326,2	3 897,8

Source : DGTCP/DDP

(a): Droits de tirages spéciaux

(b): Dépositaire central/Banque de règlement (Appel Public à l'Épargne)

Tableau 60: Service de la dette⁶ publique par secteur de la contrepartie et par composante (milliards de FCFA)

Type de service	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette extérieure	38,8	45,5	48,8	56,3	70,4	78,2	80,5	84,9	101,2	145,9
Principal	26,0	30,8	32,9	39,4	50,2	55,1	58,9	61,4	72,5	111,7
Charges	12,8	14,7	15,9	16,9	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6	34,2
Dette intérieure	66,6	110,9	119,6	172,1	159,0	177,9	264,6	473,6	705,8	563,3
Principal	48,5	81,5	91,7	122,1	109,5	103,6	169,1	350,7	542,6	368,3
Charges	18,1	29,4	27,9	50,0	49,5	74,3	95,6	122,9	163,2	195,0
Total	105,4	156,4	168,4	228,4	229,4	256,1	345,1	558,5	807,0	709,3

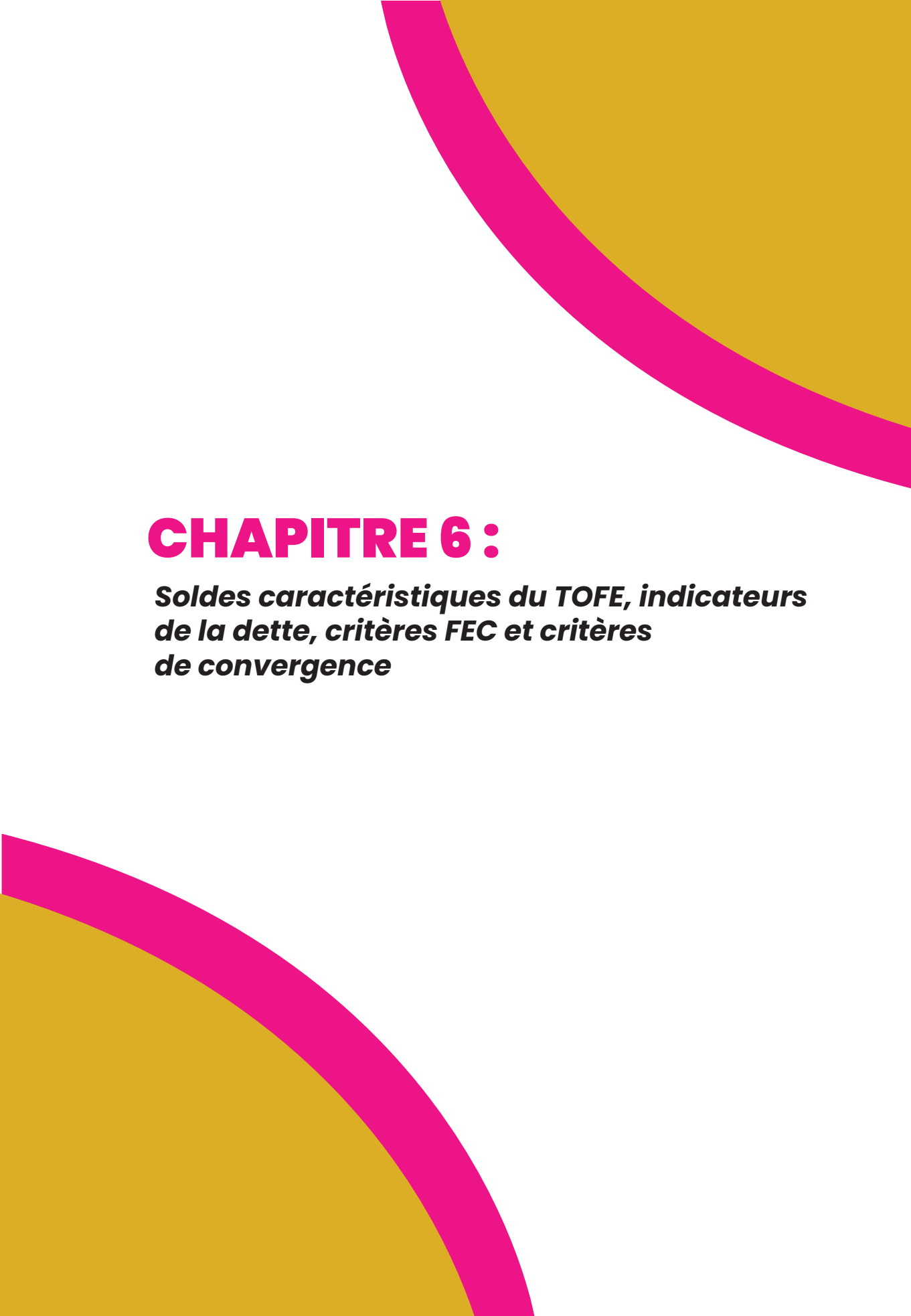
Source : DGTCP/DDP

Tableau 61 : Allègements obtenus de la dette (milliards FCFA)

Type d'allègement	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
Annulation FMI/Covid-19	na	na	na	na	na	na	na	14,3	16,6	0,6
Annulation de 3 prêts /Chine	na	na	na	na	na	na	na	na	na	16,2
Total	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	46,3	48,6	48,8

Source : DGTCP/DDP

⁶ hors remboursement des bons du Trésor



CHAPITRE 6 :

Soldes caractéristiques du TOFE, indicateurs de la dette, critères FEC et critères de convergence

Tableau 62: Soldes caractéristiques du TOFE (milliards de FCFA)

Soldes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Solde global (base engagement)	-210,9	-113,5	-133,6	-225,7	-562,9	-381,7	-295,5	-564,6	-643,4	-1 065,9
Solde global hors dons (base engagement)	-535,3	-369,9	-363,7	-407,8	-757,2	-596,7	-429,7	-880,5	-920,6	-1 329,6
Solde primaire de base	-234,8	-110,2	-168,3	-159,8	-443,2	-274,3	-176,2	-454,6	-286,8	-702,4
Solde de base	-269,6	-154,2	-212,1	-225,1	-512,8	-371,6	-293,2	-595,2	-479,4	-932,0
Solde global base caisse	-160,1	-37,5	-222,8	-138,7	-488,1	-478,3	-298,0	-532,8	-639,2	-875,7
Solde global base caisse hors dons	-484,5	-293,9	-452,9	-320,7	-682,4	-693,4	-432,3	-848,8	-916,4	-1 139,4

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 1986

Tableau 63 : Soldes caractéristiques du Tableau des opérations financières de l'Administration centrale budgétaire (milliards de FCFA)

Intitulés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capacité/besoin de financement = Financement	-195,0	-124,4	-157,3	-272,0	-516,3	-376,5	-317,7	-531,1	-710,7	-1 078,6
Solde net de gestion	582,5	428,1	318,0	278,0	81,1	166,7	127,8	186,6	246,9	130,3

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE base MSFP 2014

Tableau 64: Indicateurs de la dette extérieure (%)

Ratios de liquidité	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Service de la Dette Extérieure/Exportations de Biens & Services	≤15	2,9	3,3	3,5	3,4	3,6	3,6	3,5	3,0	3,2	4,5
Service de la Dette Extérieure/Recettes totales hors dons	≤18	3,5	4,3	4,7	4,6	5,1	5,1	4,6	5,1	5,2	6,4

Source : DGTCP/DDP

Tableau 65: Taux d'endettement (%)

Taux d'endettement	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
PIB Nominal Rebasé base 2015	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 826,1	9 483,6	10 405,1	11 074,7	11 929,8
Encours Dette de l'Etat/PIB	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	41,7	45,8	54,2	56,5
Encours Dette Publique/PIB	26,1	28,1	31,3	32,8	33,8	38,1	41,8	45,9	55,8	58,3

Source : DGTCP/DDP

Tableau 66: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal ^(a)	≥-3%	-3,2	-1,6	-1,9	-3,0	-6,9	-4,3	-3,1	-5,4	-5,8	-8,9
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) ^(b)	≤3%	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal ^(c)	≤70%	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	41,7	45,8	54,2	56,5

Source : DGTCP (DSOFE, DDP) et CNPE

(a) et (c) ont été recalculés par la DSOFE et la DDP sur la base du PIB rebasé-base 2015 issu du cadrage macroéconomique d'août 2023. L'encours de dette a été corrigé sur toute la période en tenant compte uniquement de l'encours de la dette de l'État central.

(b) tiré des Rapports annuels sur la situation économique et financière du Burkina Faso de 2013 à 2022

Tableau 67: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	57,3	65,0	55,3	45,9
Taux de pression fiscale (en %) (a)	≥20%	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,0	13,2	15,2	17,2

Source : DGTCP/DSOFE et CNPE

(a) recalculé par la DSOFE sur la base du PIB rebasé-base 2015, de 2013 à 2022, et en tenant compte du PIB issu du cadrage macroéconomique d'août 2023.

Tableau 68: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang CEDEAO)

Critères de 1 ^{er} rang CEDEAO	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)(a)	≤3%	3,2	1,6	1,9	3,0	6,9	4,3	3,2	5,2	5,7	8,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle(b)	≤10%	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale(c)	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation*(d)	≥ 3 mois d'importations	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	5,0	5,0	5,9	6,0	4,4

Source : DGTCP/DSOFE et CNPE

(a) a été recalculé par la DSOFE sur la base du PIB rebasé-base 2015 de 2013 à 2022 et en tenant compte du PIB issu du cadrage macroéconomique d'août 2023.

(b) (c) et (d) tirés des rapports sur la situation économique et financière du Burkina et du Rapport sur les perspectives économiques et financières 2023-2027 du Burkina Faso pour 2021

Tableau 69: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang CEDEAO)

Critères de 2 ^{ème} rang CEDEAO	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio dette / PIB(a)	≤70%	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	41,7	45,8	54,2	56,5
Variation du taux de change nominal(b)	Maintenir stable (+/- 10%)	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	5,0	5,0	1,8	1,4	5,3

Source : DGTCP/DDP et CNPE

(a) a été recalculé par la DDP sur la base du PIB rebasé-base 2015 de 2013 à 2022 et en tenant compte du PIB issu du cadrage macroéconomique d'août 2023

(b) tiré des rapports annuels sur la situation économique et financière du Burkina

Tableau 70 : Les critères de performances ou de réalisations quantitatifs du suivi du programme de 2014 à 2022 FEC (milliards de FCFA)

	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022	
Critères	Norme	Réal ⁽³⁾	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.
a	100,6	-9,4	149,2	100,8	64,7	31,8	460	378,9	263	394,6	200	196,9	201,0	379,3	na	443,1	na	711,6
b	150	121,2	200	159,9	230	228,8	60	0	100,7	200	nd	nd	410,0	nd	na	na	na	na
c	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	na	0	na	0

Source : DGTCP/DSOFE/ rapport d'analyse du TOFE

a : Plafond de financement net intérieur du gouvernement central

b : Plafond des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par le gouvernement

c : Accumulation des arriérés de paiements extérieurs

(3) : Réalisations

Tableau 71 : Repères indicatifs du suivi du programme FEC de 2014 à 2022 (milliards de FCFA)

	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022*	
Critères	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.
a	155,5	113,5	163,7	-84,6	203,9	225,8	530,0	596,4	395,0	370,6	258,0	252,5	278,0	524,6	na	708,1	na	1 065,6
b	1 070,0	1 064,7	1 137,0	1 056,2	1 262,0	1 230,5	1 340,0	1 389,3	1 553,0	1 530,8	1 697,0	1 797,7	1 775,0	1 659,4	na	1 946,6	na	2 288,3
c	489,5	440,7	436,4	437,4	568,2	594,8	163,0	183,2	176,0	204,0	nd	nd	205,0	nd	na	nd	na	nd
d	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	0,0	na	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/ rapport d'analyse du TOFE

a : Plafond du déficit global dons compris

b : Plancher des recettes totales

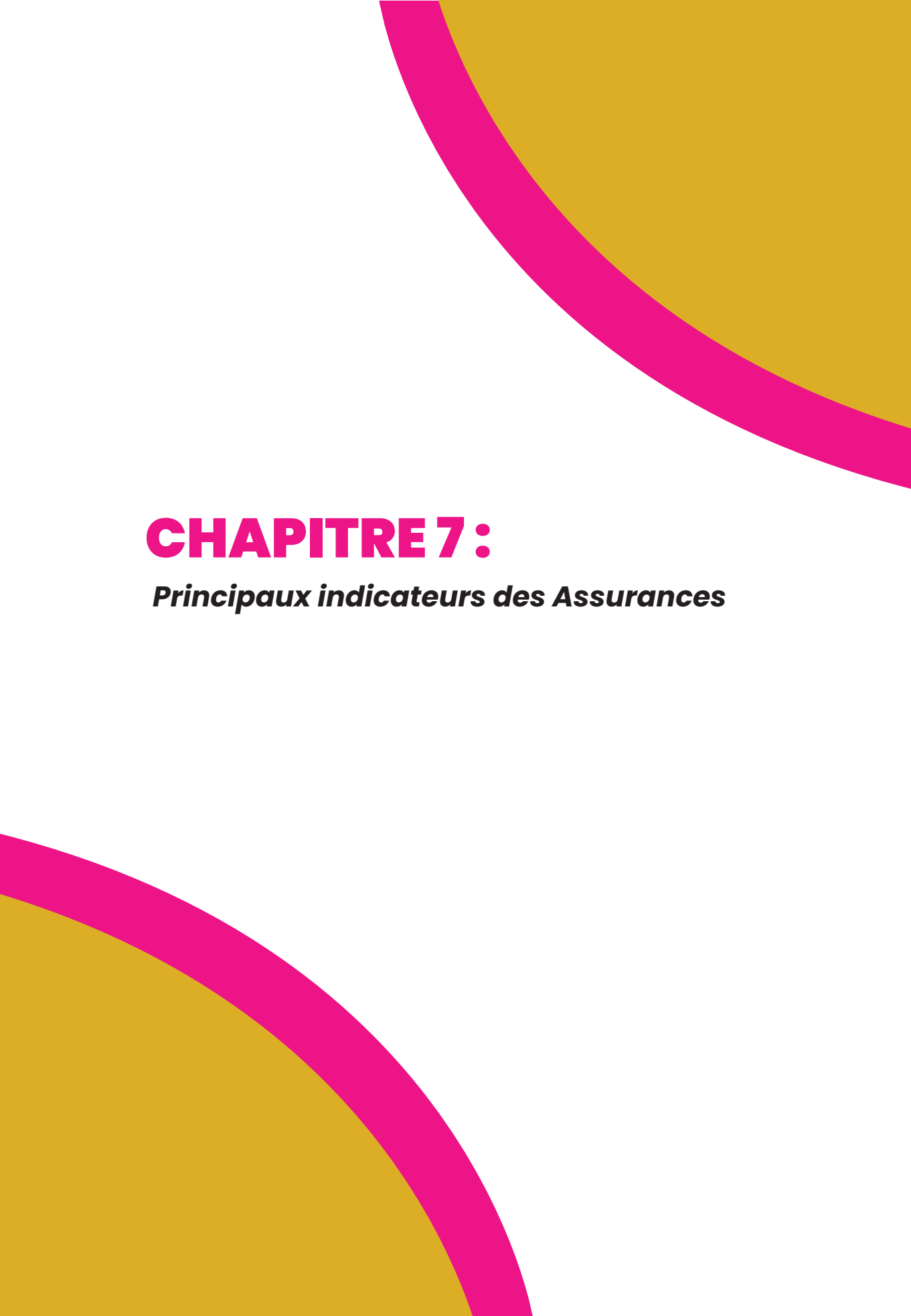
c : Plancher des dépenses sociales courantes en faveur de la réduction de la pauvreté

d : Accumulation des arriérés de paiements intérieurs

d : Accumulation des arriérés de paiements intérieurs

III^{ème} PARTIE

**Tenue efficace de la comptabilité et
gestion de la tutelle et renforcement
des relations économique, financière
et monétaire**



CHAPITRE 7 :

Principaux indicateurs des Assurances

Tableau 72: Effectif des sociétés d'assurance par type d'assurance

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	5	5	7	7	8	8	7	7	7	7
Sociétés dommages (IARD)	8	8	8	8	8	8	9	9	9	9
Total	11	13	13	15	15	16	16	16	16	16

Source : DGTCP/ DA

Tableau 73: Chiffre d'affaires des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	15 308,0	17 995,0	19 288,0	22 237,0	28 206,0	32 657,0	40 187,0	46 497,5	56 009,0	63 578,8
Sociétés dommages	31 760,0	33 024,0	38 625,0	43 753,0	46 380,0	49 064,0	54 715,0	61 946,0	68 877,0	79 795,1
Total	47 068,0	51 019,0	57 913,0	65 990,0	74 586,0	81 721,0	94 902,0	108 443,5	124 886,0	143 373,9

Source : DGTCP/ DA

Tableau 74: Situation des indemnisations des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	8 051,0	7 856,0	9 414,0	11 352,0	13 255,0	12 955,0	15 686,0	18 926,0	21 471,0	28 062,6
Sociétés dommages	12 818,0	14 202,0	15 618,0	17 385,0	17 717,0	19 267,0	22 599,0	23 951,0	27 657,0	33 433,2
Total	20 869,0	22 058,0	25 032,0	28 737,0	30 972,0	32 222,0	38 285,0	42 877,0	49 128,0	61 495,8

Source : DGTCP/ DA

Tableau 75 : Engagements réglementés des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	41 592,0	48 593,0	56 705,0	63 092,0	72 954,0	87 145,0	103 697,0	122 264,0	146 769,0	172 462,9
Sociétés dommages	36 018,0	37 924,0	46 372,0	47 158,0	49 087,0	53 087,0	59 437,0	59 960,0	71 550,0	81 805,1
Total	77 610,0	86 517,0	103 077,0	110 250,0	122 041,0	140 232,0	163 134,0	182 224,0	218 319,0	254 268,0

Source : DGTCP/ DA

Tableau 76: Placements des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	44 452,0	54 422,0	63 635,0	71 211,0	81 970,0	95 894,0	123 017,0	148 691,0	174 742,0	200 345,7
Sociétés dommages	44 983,0	50 229,0	57 943,0	58 488,0	62 567,0	61 728,0	72 896,0	74 715,0	73 487,0	99 061,7
Total	89 435,0	104 651,0	121 578,0	129 699,0	144 537,0	157 622,0	195 913,0	223 406,0	248 229,0	299 407,4

Source : DGTCP/ DA

Tableau 77: Marge de solvabilité des sociétés d'assurance (millions de FCFA)

Libellés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Société Vie										
Marge au bilan	5 576,0	7 752,0	9 235,0	9 255,0	11 537,0	21 453,0	30 007,0	34 087,0	34 096,0	36 311,3
Marge minimale	1 945,0	2 221,0	2 542,0	2 745,0	3 319,0	3 918,0	4 838,0	5 718,0	6 899,0	8 117,5
Excédent ou déficit de marge	3 631,0	5 531,0	6 693,0	6 510,0	8 218,0	17 535,0	25 169,0	28 369,0	27 197,0	28 193,7
Ratio d'appréciation de la marge en %	2,9	3,5	3,6	3,4	3,5	5,5	6,2	6,0	4,9	4,5
Société Dommages										
Marge au bilan	14 376,0	15 062,0	18 079,0	19 093,0	26 598,0	31 369,0	42 061,0	43 160,0	43 538,0	46 594,9
Marge minimale	5 086,0	6 404,0	5 460,0	6 528,0	8 694,0	8 998,0	9 212,0	10 380,0	10 719,0	12 452,5
Excédent ou déficit de marge	9 290,0	8 658,0	12 619,0	12 565,0	17 904,0	22 371,0	32 849,0	32 780,0	32 819,0	34 142,4
Ratio d'appréciation de la marge en %	2,8	2,4	3,3	2,9	3,1	3,5	4,6	4,2	4,1	3,7

Source : DGTCP/ DA

Tableau 78: Marge de solvabilité agrégée des sociétés d'assurance (millions de FCFA)

Marge de solvabilité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Marge au bilan	19 952,0	22 814,0	27 314,0	28 348,0	38 135,0	52 822,0	72 068,0	77 247,0	77 634,0	82 906,2
Marge minimale	7 031,0	8 625,0	8 002,0	9 273,0	12 013,0	12 916,0	14 050,0	16 098,0	17 618,0	20 570,0
Excédent ou déficit de marge	12 921,0	14 189,0	19 312,0	19 075,0	26 122,0	39 906,0	58 018,0	61 149,0	60 016,0	62 336,2
Ratio d'appréciation de la marge en %	2,8	2,6	3,4	3,1	3,2	4,1	5,1	4,8	4,4	4,0

Source : DGTCP/ DA

Tableau 79: Situation des primes cédées aux réassureurs (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés vie	670,0	617,0	606,0	969,0	1 500,0	1 525,0	1 555,0	2 233,0	2 659,0	3 005,3
Sociétés dommages	9 407,0	8 568,0	10 411,0	10 293,0	9 661,0	9 859,0	12 221,0	18 265,0	17 889,0	23 181,3
Total	10 077,0	9 185,0	11 017,0	11 262,0	11 161,0	11 384,0	13 776,0	20 498,0	20 548,0	26 186,6

Source : DGTCP/ DA

Tableau 80 : Situation des sinistres et prestations à la charge des réassureurs (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés vie	258,0	248,0	360,0	428,0	810,0	879,0	685,0	715,7	853,0	886,1
Sociétés dommages	2 660,0	2 059,0	8 521,0	2 621,0	1 407,0	2 636,0	4 340,0	2 489,0	9 338,0	12 938,1
Total	2 918,0	2 307,0	8 881,0	3 049,0	2 217,0	3 515,0	5 025,0	3 204,7	10 191,0	13 824,2

Source : DGTCP/ DA

Tableau 81: Résultats de réassurance du marché des assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés vie	-231,0	-191,0	-79,0	-256,0	-334,0	-173,0	-419,0	-1 572,1	-994,0	-1 34,4
Sociétés dommages	-5 329,0	-5 174,0	-394,0	-5 784,0	-6 842,0	-5 856,0	-5 667,0	-12 910,9	-5 802,0	-4 977,7
Total	-5 560,0	-5 365,0	-473,0	-6 040,0	-7 176,0	-6 029,0	-6 086,0	-14 483,0	-6 796,0	-6 112,1

Source : DGTCP/ DA

Tableau 82: Résultat d'exploitation des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés vie	74,0	1 591,0	1 491,0	1 801,0	2 153,0	3 549,0	4 598,0	5 451,0	4 737,0	8 261,2
Sociétés dommages	2 364,0	2 798,0	2 945,0	5 422,0	5 054,0	5 530,0	6 343,0	8 414,0	7 851,9	12 270,6
Total	2 438,0	4 389,0	4 436,0	7 223,0	7 207,0	9 079,0	10 941,0	13 865,0	12 588,9	20 531,8

Source : DGTCP/ DA

Tableau 83: Evolution des commissions payées aux intermédiaires d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés vie	781,0	1 102,0	1 399,0	1 601,0	2 011,0	2 795,0	3 571,0	4 096,7	5 851,0	5 573,2
Sociétés dommages	3 330,0	3 588,0	4 495,0	5 134,0	5 733,0	6 324,0	6 544,0	7 109,1	8 155,0	9 164,3
Total	4 111,0	4 690,0	5 894,0	6 735,0	7 744,0	9 119,0	10 115,0	11 205,8	14 006,0	14 737,5

Source : DGTCP/ DA

Tableau 84: Evolution des frais généraux d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	3 249,0	3 798,0	3 827,0	4 731,0	5 527,0	6 070,0	7 103,0	7 131,2	7 414,0	8 469,6
Sociétés dommages	8 136,0	9 056,0	9 421,0	10 609,0	11 471,0	12 889,0	13 968,0	14 199,3	15 107,0	17 213,2
Total	11 385,0	12 854,0	13 248,0	15 340,0	16 998,0	18 959,0	21 071,0	21 330,5	22 521,0	25 682,8

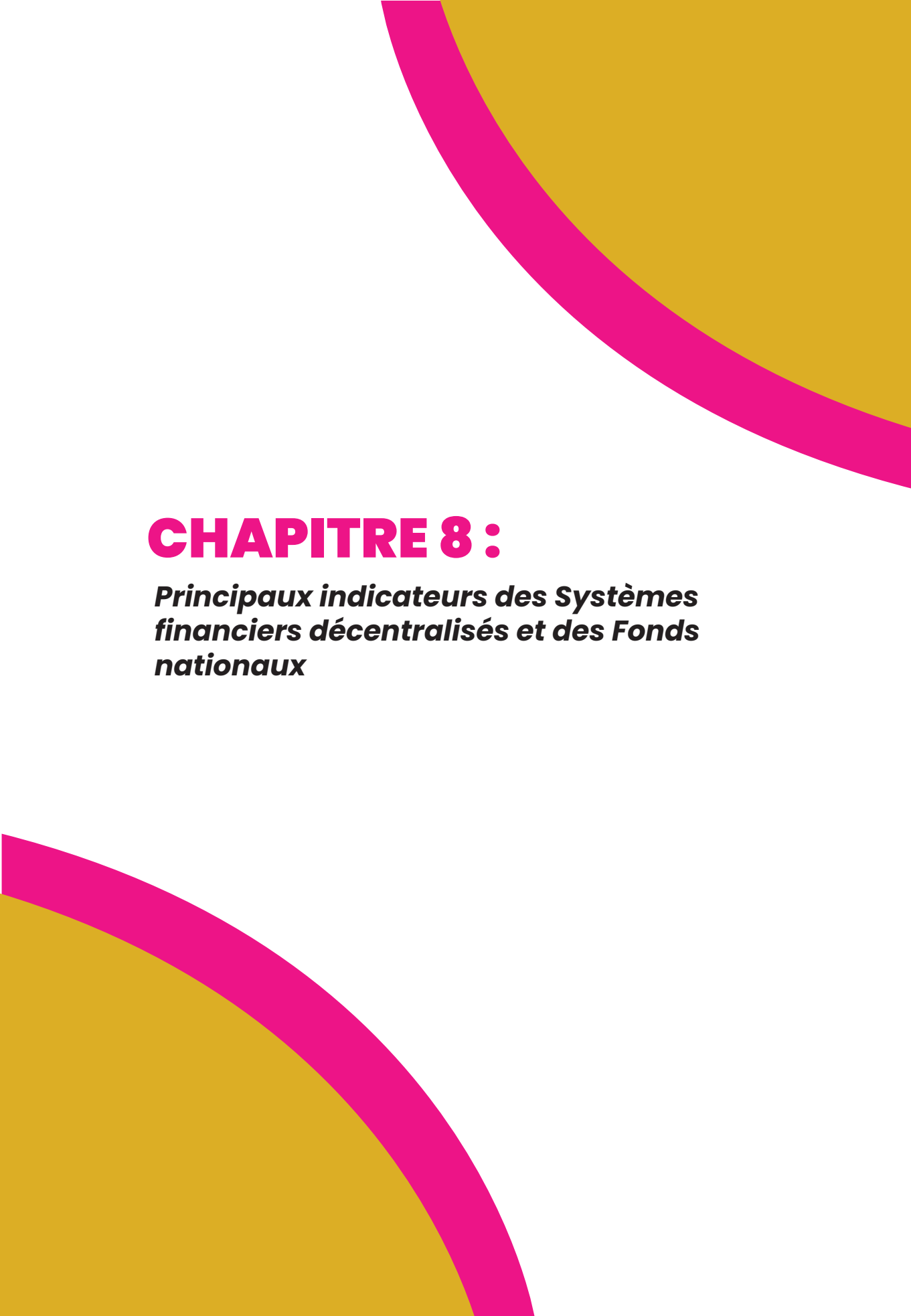
Source : DGTCP/ DA

Tableau 85: Evolution des arriérés⁷ des sociétés d'assurances (millions de FCFA)

Sociétés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Sociétés Vie	1 407,0	1 642,0	1 975,0	1 673,0	2 012,0	2 050,0	1 248,0	1 252,5	1 196,0	1 668,0
Sociétés dommages	7 475,0	3 067,0	1 788,0	4 802,0	5 506,0	7 516,0	8 242,0	9 086,0	13 595,0	16 987,1
Total	8 882,0	4 709,0	3 763,0	6 475,0	7 518,0	9 566,0	9 490,0	10 338,5	14 791,0	18 655,0

Source : DGTCP/ DA

⁷ Créances sur les assurés et les agents d'assurances



CHAPITRE 8 :

***Principaux indicateurs des Systèmes
financiers décentralisés et des Fonds
nationaux***

Tableau 86 : Effectif des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) par statut juridique

Statut Juridique	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Institutions Mutualistes Communautaires d'Épargne et de Crédit	133	132	120	113	113	106	103	103	103	98
Associations	14	14	9	11	10	11	11	11	11	11
Sociétés Anonymes	5	5	4	6	7	8	14	17	17	21
Sociétés à Responsabilité Limitée	2	2	2	3	4	4	4	4	4	4
Total	154	153	135	133	134	129	132	135	135	134

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données SFD

Tableau 87: Situation des missions de contrôle sur place

Missions de contrôle	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mission d'inspection	37	45	28	25	29	33	20	31	42	34
Mission de suivi des recommandations	31	18	7	6	6	11	18	6	11	15
Total	68	63	35	31	35	44	38	37	53	49

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données SFD

Tableau 88: Effectif des membres des Systèmes Financiers Décentralisés

Membres	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Hommes	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 066 495	1 121 267	610 903	696 698	774 750	834 170
Femmes	414 848	454 229	499 604	569 671	582 027	606 863	401 373	444 108	513 321	549 595
Groupements	215 510	209 433	265 987	231 468	243 507	270 157	163 473	196 910	233 271	249 148
Total	1 501 898	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 892 029	1 998 287	1 175 749	1 337 716	1 521 342	1 632 913

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données SFD

Tableau 89 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (millions de FCFA)

Indicateurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Encours épargne	158 766,8	175 960,8	180 670,0	195 124,8	201 989,5	218 885,8	230 590,3	276 280,0	337 416,4	368 493,7
Encours crédit	103 447,5	120 887,1	129 315,1	142 938,5	169 206,6	225 250,4	186 967,2	216 350,0	273 768,0	327 551,6
Créances en souffrance	5 062,5	5 827,2	6 549,7	6 489,0	7 237,0	7 715,6	9 234,7	12 700,0	11 411,1	15 772,8

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données SFD

Tableau 90 : Nombre des Fonds nationaux par catégorie de 2015 à 2022

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds d'Etat	10	10	10	10	10	10	10	10
Fonds Nationaux de financement	9	9	9	9	9	10	10	10
Total	19	19	19	19	19	20	20	20

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

Tableau 91 : Recettes par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Recettes Propres Générées	2 906,2	3 842,6	8 939,2	14 004,5	10 920,0	42 892,3	67 797,3	40 450,6
Subvention de l'Etat	3 341,7	2 983,3	37 060,6	51 146,0	21 342,4	50 877,3	40 385,9	30 401,2
Autres Subventions	18 513,1	12 046,1	15 277,3	11 376,2	30 382,9	20 031,0	22 270,7	18 399,5
Emprunts	840,0	745,0	2 219,6	47 047,1	73 958,6	47 494,6	175 114,8	6 639,6
Recouvrement des prêts (en principal)	9 482,3	10 644,5	11 705,2	14 541,3	14 616,4	16 365,3	23 847,3	29 543,3
Dépôts de garanties reçus	815,7	921,8	933,4	984,3	1 068,0	46 401,5	1 831,6	2 043,6
Fonds de dotation	0,0	0,0	156,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	215,0	2 253,0	6 447,0	2 433,4	1 554,7
Cession d'éléments d'actifs	1,7	0,0	0,0	990,5	0,0	0,0	0,0	125,0
Résultat (n-1)	4 560,4	4 269,5	27 913,6	36 299,7	56 272,0	37 412,0	76 089,5	170 561,5
TOTAL	40 461,2	35 452,8	104 205,7	176 604,6	210 813,3	267 921,0	409 770,6	299 719,1

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

Tableau 92: Recettes par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Recettes Propres Générées	241,9	392,2	5 524,4	10 806,4	8 394,6	39 241,4	62 804,7	35 322,3
Subvention de l'Etat	999,0	1 343,2	21 553,4	41 620,6	16 640,1	20 851,1	26 139,4	26 398,9
Autres Subventions	6 134,4	6 301,7	11 778,3	10 979,5	29 877,2	14 296,7	20 943,5	11 397,7
Emprunts	0,0	0,0	0,0	46 047,1	70 434,4	43 816,2	172 251,4	5 767,4
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	0,0	2 038,0	1 447,0	1 639,7	620,0
Résultat (n-1)	2 154,2	1 594,4	24 674,0	27 389,5	39 371,5	28 199,2	16 005,8	147 294,6
TOTAL	9 529,5	9 631,5	63 530,1	136 843,2	166 755,8	147 851,7	299 784,4	226 800,9

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

Tableau 93 : Recettes par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Recettes Propres Générées	2 664,3	3 450,5	3 414,8	3 198,1	2 525,3	3 650,9	4 992,6	5 128,3
Subvention de l'Etat	2 342,8	1 640,1	15 507,2	9 525,4	4 702,3	30 026,2	14 246,5	4 002,3
Autres Subventions	12 378,6	5 744,4	3 499,0	396,7	505,7	5 734,3	1 327,2	7 001,8
Emprunts	840,0	745,0	2 219,6	1 000,0	3 524,3	3 678,3	2 863,4	872,2
Recouvrement des prêts (en principal)	9 482,3	10 644,5	11 705,2	14 541,3	14 616,4	16 365,3	23 847,3	29 543,3
Dépôts de garanties reçus	815,7	921,8	933,4	984,3	1 068,0	46 401,5	1 831,6	2 043,6
Fonds de dotation	0,0	0,0	156,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	215,0	215,0	5 000,0	793,8	934,7
Cession d'éléments d'actifs	1,7	0,0	0,0	990,5	0,0	0,0	0,0	125,0
Résultat (n-1)	2 406,2	2 675,0	3 239,5	8 910,1	16 900,5	9 212,8	60 083,7	23 266,9
TOTAL	30 931,7	25 821,3	40 675,5	39 761,3	44 057,5	120 069,4	109 986,2	72 918,2

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

Tableau 94 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Charges de fonctionnement	3 506,5	5 320,7	22 525,9	28 563,5	29 507,5	72 061,7	83 217,3	69 927,4
Charges de financement	28 580,6	21 278,9	37 588,8	45 984,7	83 817,2	103 905,6	188 025,8	107 504,6
Dépenses d'investissement	3 452,2	3 460,0	4 486,0	1 371,6	3 226,5	3 283,1	3 096,8	2 282,4
TOTAL	35 539,4	30 059,6	64 600,7	75 919,8	116 551,2	179 250,4	274 339,9	179 714,4

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

(¹) Regroupent les crédits accordés par les FNF, les subventions accordées par les FE, les prises de participation (FBDES), les remboursements des dépôts de garantie et le remboursement des emprunts contractés.

Tableau 95 : Dépenses par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Charges de fonctionnement	1 062,4	1 435,3	18 383,7	24 799,7	25 080,7	65 978,1	74 819,8	61 595,2
Charges de financement	5 762,9	6 750,4	13 092,2	27 257,6	54 632,5	52 048,3	110 743,8	60 393,0
Dépenses d'investissement	373,9	335,8	1 088,3	1 001,6	1 936,2	2 144,6	2 313,9	1 313,1
TOTAL	7 199,3	8 521,6	32 564,2	53 058,9	81 649,4	120 171,1	187 877,5	123 301,3

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN

Tableau 96 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2022 (millions de FCFA)

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Charges de fonctionnement	2 444,1	3 885,3	4 142,2	3 763,8	4 426,8	6 083,6	8 397,5	8 332,2
Charges de financement	22 817,7	14 528,4	24 496,6	18 727,1	29 184,7	51 857,3	77 282,0	47 111,6
Dépenses d'investissement	3 078,3	3 124,2	3 397,7	370,0	1 290,3	1 138,5	782,9	969,3
TOTAL	28 340,1	21 538,0	32 036,5	22 860,9	34 901,8	59 079,4	86 462,4	56 413,1

Source : DGTCP/DSC-SFD/base de données FN



CHAPITRE 9 :

Etablissements publics de l'Etat, entreprises publiques, sociétés d'économie mixtes, bureaux de change et de transferts, jeux de hasard



Tableau 97 : Effectif des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) par secteurs d'activités, hors ceux disposant d'une Assemblée Générale

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Santé	17	17	17	17	18	19	21	22	21	22
Hydraulique, développement rural et foresterie	5	4	4	4	4	4	4	4	3	3
Education, enseignement et formation professionnelle	28	31	32	32	35	39	44	45	37	39
Prestation de services	16	17	18	21	20	18	20	20	21	24
Communication et culture	5	5	5	7	7	8	8	8	8	8
TOTAL	71	74	76	81	84	88	97	99	90	96

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 98 : Effectif des EPE ayant présenté un rapport financier à l'Assemblée Générale des EPE par secteur d'activités

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Santé	17	17	17	17	18	19	18	20	21	21
Hydraulique, développement rural et foresterie	5	4	4	4	4	4	4	4	3	3
Education, enseignement et formation professionnelle	27	29	31	31	34	39	41	42	34	36
Prestations de services	13	15	17	19	19	18	19	20	20	21
Communication et culture	5	5	5	5	7	8	8	8	8	8
TOTAL	67	70	74	76	82	88	90	94	86	89

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 99 : Recettes des EPE par nature (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	25 939,4	31 655,4	32 123,5	35 745,7	35 648,9	36 344,9	40 269,0	46 553,1	55 196,1	53 722,8
Subvention de l'Etat	90 110,9	68 630,6	101 866,6	107 550,7	123 739,9	122 685,7	133 290,8	162 126,0	147 599,3	237 230,5
Autres Subventions	13 731,7	15 529,7	16 221,1	15 159,9	15 986,4	20 432,2	13 281,1	22 041,6	22 996,6	22 318,8
Emprunt	6 766,5	6 597,3	0,0	240,6	0,0	1 000,0	2 449,2	0,9	13 262,6	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	36 035,9	33 300,3	21 023,1	24 245,8	31 868,5	48 598,1	39 217,0	32 969,3	37 330,8	53 866,8
Total	172 584,4	155 713,3	171 234,3	182 942,7	207 243,7	229 060,9	228 507,1	263 690,9	276 385,5	367 139,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 100 : Recettes des EPE du secteur de la Santé par nature (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	6 009,7	6 899,8	7 751,3	10 027,9	13 342,0	14 867,8	14 214,4	15 661,7	21 816,9	23 215,9
Subvention de l'Etat	23 208,4	18 990,7	25 970,7	23 418,0	27 273,4	30 515,2	36 159,8	67 198,7	57 888,0	140 557,0
Autres Subventions	1 474,8	1 450,7	829,4	841,1	465,0	149,6	179,6	219,4	765,8	164,1
Emprunt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	6 339,9	4 276,0	725,0	1 861,9	3 552,7	6 618,0	3 841,4	2 460,5	8 103,5	12 476,5
Total	37 032,8	31 617,2	35 276,4	36 148,9	44 633,1	52 150,6	54 395,2	85 540,4	88 574,2	176 413,4

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 101 : Recettes des EPE du secteur de l'Hydraulique, du développement rural et de la foresterie par nature (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	9 307,7	12 453,1	12 216,9	13 385,3	9 606,1	9 605,3	10 722,3	15 436,9	15 587,9	16 704,6
Subvention de l'Etat	24 027,3	11 306,1	29 691,1	25 064,4	14 955,4	9 208,7	11 873,2	8 593,6	9 860,6	10 933,1
Autres Subvention	4 959,3	5 726,4	5 540,8	6 322,3	8 801,4	12 313,3	6 759,9	9 499,1	12 609,1	10 455,1
Emprunt	1 550,8	0,0	0,0	240,6	0,0	0,0	0,0	0,9	13 262,6	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	14 454,0	13 066,9	8 043,7	12 502,7	12 100,7	7 622,1	11 105,9	12 379,4	9 453,0	17 539,3
Total	54 299,1	42 552,5	55 492,5	57 515,3	45 463,6	38 749,4	40 461,3	45 909,8	60 773,2	55 632,1

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 102 : Recettes des EPE du secteur de l'Education, de l'enseignement et de la formation professionnelle (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	6 901,2	9 004,3	8 733,3	8 478,6	8 799,9	8 141,9	11 194,9	12 007,4	13 389,6	10 627,5
Subvention de l'Etat	34 625,8	35 261,3	41 076,9	52 396,2	72 621,4	71 972,5	76 071,0	75 083,4	68 765,0	78 726,9
Autres Subvention	7 296,4	8 293,5	9 507,7	7 902,4	6 685,2	7 911,8	6 274,5	11 945,0	9 511,2	11 688,0
Emprunt	0,0	1 597,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	11 041,2	10 789,2	8 769,3	7 561,9	12 048,0	28 184,6	21 394,6	15 200,4	16 856,1	18 152,2
Total	59 864,6	64 945,6	68 087,2	76 339,1	100 154,5	116 210,8	114 935,0	114 236,2	108 522,0	119 194,6

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 103 : Recettes des EPE du secteur des Prestations de services et autres par nature (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	9 307,7	12 453,1	12 216,9	13 385,3	9 606,1	9 605,3	10 722,3	15 436,9	15 587,9	16 704,6
Subvention de l'Etat	24 027,3	11 306,1	29 691,1	25 064,4	14 955,4	9 208,7	11 873,2	8 593,6	9 860,6	10 933,1
Autres Subvention	4 959,3	5 726,4	5 540,8	6 322,3	8 801,4	12 313,3	6 759,9	9 499,1	12 609,1	10 455,1
Emprunt	1 550,8	0,0	0,0	240,6	0,0	0,0	0,0	0,9	13 262,6	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	14 454,0	13 066,9	8 043,7	12 502,7	12 100,7	7 622,1	11 105,9	12 379,4	9 453,0	17 539,3
Total	54 299,1	42 552,5	55 492,5	57 515,3	45 463,6	38 749,4	40 461,3	45 909,8	60 773,2	55 632,1

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 104 : Recettes des EPE du secteur de la Communication, de la culture et du tourisme par nature (millions de FCFA)

Nature de recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes propres	3 072,4	2 719,4	2 960,7	3 396,9	3 281,6	3 106,8	3 475,4	3 148,9	4 154,8	2 931,8
Subvention de l'Etat	4 992,9	1 807,0	3 815,4	4 702,2	5 207,3	7 167,5	5 364,7	9 107,7	10 285,7	5 889,9
Autres Subvention	1,3	59,1	343,4	94,1	34,8	57,5	67,1	313,7	51,0	10,9
Emprunt	5 215,6	5 000,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	2 449,2	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire	830,4	4 755,8	3 394,2	2 155,0	3 661,6	3 950,1	2 586,2	2 736,5	2 849,3	5 629,1
Total	14 112,60	14 341,3	10 513,7	10 348,2	12 185,3	15 281,9	13 942,6	15 306,8	17 340,8	14 461,7

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 105 : Dépenses des EPE par nature (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	106 096,0	122 260,0	120 742,0	113 190,0	56 462,0	154 323,0	162 423,0	190 577,1	185 068,9	244 625,8
Investissement	30 978,0	30 247,0	28 556,0	26 765,0	104 371,0	36 388,0	37 280,0	37 704,2	41 876,9	31 990,0
Total	137 074,0	152 507,0	149 298,0	139 955,0	160 833,0	190 711,0	199 703,0	228 281,3	226 945,9	276 615,8

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 106 : Dépenses des EPE du secteur de la Santé par nature (millions de FCFA)

Nature de dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	28 710,0	30 650,0	30 947,0	33 408,0	20 259,0	44 094,0	49 008,0	75 233,6	72 257,4	129 245,0
Investissement	4 922,0	3 857,0	3 017,0	1 724,0	19 664,0	3 846,0	3 683,0	3 109,8	3 840,3	4 285,3
Total	33 632,0	34 507,0	33 964,0	35 132,0	39 923,0	47 940,0	52 691,0	78 343,4	76 097,7	133 530,3

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 107 : Dépenses des EPE du secteur de l'Hydraulique, du développement rural et de la foresterie par nature (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	2 016,0	1 883,0	1 520,0	1 818,0	651,0	2 103,0	1 828,0	1 622,8	1 065,2	1 172,1
Investissement	648,0	820,0	346,0	286,0	1 959,0	4 323,0	2 840,0	1 478,8	40,5	117,1
Total	2 664,0	2 703,0	1 866,0	2 104,0	2 610,0	6 426,0	4 668,0	3 101,6	1 105,6	1 289,2

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 108 : Dépenses des EPE du secteur de l'Education, de l'enseignement et de la formation professionnelle par nature (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	39 590,0	44 745,0	47 440,0	49 599,0	28 240,0	84 287,0	85 972,0	86 165,2	81 414,9	86 099,6
Investissement	10 227,0	12 278,0	13 488,0	14 860,0	45 600,0	11 654,0	14 147,0	11 897,6	12 523,1	12 534,6
Total	49 817,0	57 023,0	60 928,0	64 459,0	73 840,0	95 941,0	100 119,0	98 062,8	93 938,0	98 634,2

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 109 : Dépenses des EPE du Secteur des Prestations de services et autres par nature (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	31 220,0	38 669,0	34 960,0	22 574,0	4 517,0	13 694,0	19 071,0	20 285,0	21 476,3	20 415,8
Investissement	10 332,0	8 591,0	9 134,0	8 932,0	30 119,0	14 002,0	11 916,0	16 011,4	22 329,7	11 695,1
Total	41 552,0	47 260,0	44 094,0	31 506,0	34 636,0	27 696,0	30 987,0	36 296,4	43 806,0	32 111,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 110 : Dépenses des EPE du Secteur Communication, de la culture et du tourisme par nature (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement	4 560,0	6 313,0	5 875,0	5 791,0	2 795,0	10 145,0	6 544,0	7 270,5	8 855,1	7 693,2
Investissement	4 849,0	4 701,0	2 571,0	963,0	7 029,0	2 563,0	4 694,0	5 206,6	3 143,4	3 357,9
Total	9 409,0	11 014,0	8 446,0	6 754,0	9 824,0	12 708,0	11 238,0	12 477,1	11 998,5	11 051,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 111 : Dépenses d'investissement des EPE par secteur d'activités (millions de FCFA)

Nature de Dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Santé	4 922,0	3 857,0	3 017,0	1 724,0	19 664,0	3 846,0	3 683,0	3 109,8	3 840,3	4 285,3
Hydraulique, développement rural et foresterie	648,0	820,0	346,0	286,0	1 959,0	4 323,0	2 840,0	1 478,8	40,5	117,1
Education, enseignement et formation professionnelle	10 227,0	12 278,0	13 488,0	14 860,0	45 600,0	11 654,0	14 147,0	11 897,6	12 523,1	12 534,6
Prestation de services	10 332,0	8 591,0	9 134,0	8 932,0	30 119,0	14 002,0	11 916,0	16 011,4	22 329,7	11 695,1
Communication et culture	4 849,0	4 701,0	2 571,0	963,0	7 029,0	2 563,0	4 694,0	5 206,6	3 143,4	3 357,9
Total	30 978,0	30 247,0	28 556,0	26 765,0	104 371,0	36 388,0	37 280,0	37 704,2	41 876,9	31 990,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 112 : Taux moyen du ratio d'autofinancement des EPE par secteur d'activités (%)

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Santé	21,8	23,9	28,8	36,3	41,4	35,1	29,5	33,1	35,2	33,6
Hydraulique, Développement Rural et Foresterie	30,4	33,8	26,5	31,0	38,1	37,3	38,4	19,0	22,9	22,2
Education et formation professionnelle	17,4	36,1	23,1	24,6	20,5	16,7	16,5	17,7	24,5	19,7
Prestation de Service	29,8	88,7	48,4	57,8	55,1	59,9	52,8	58,2	58,5	65,4
Communication et Culture	36,9	27,6	20,2	25,7	24,5	22,4	24,8	21,1	28,3	23,7

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 113 : Effectif des EPE suivant le respect de la norme du ratio d'autofinancement (>= 20%) par secteur d'activités

Secteur d'activités	Observation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Santé	Respect	14	13	14	16	17	19	15	8	18	15
	Non respect	3	4	3	1	1	0	3	12	3	6
Hydraulique, Développement Rural et Foresterie	Respect	3	3	3	3	3	2	4	1	1	2
	Non respect	2	1	1	1	1	2	0	3	2	1
Education et formation professionnelle	Respect	16	19	18	18	15	10	11	14	16	11
	Non respect	11	10	13	13	19	29	30	28	18	25
Prestation de Service	Respect	9	10	13	14	12	12	14	14	15	16
	Non respect	4	5	4	5	7	6	5	6	5	5
Communication et Culture	Respect	3	3	3	2	3	3	4	4	5	5
	Non respect	2	2	2	3	4	5	4	4	3	3

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des EPE

Tableau 114 : Effectif des entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Sociétés d'Etat (SE)	17	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Etablissements Publics de Prévoyance Sociales (EPPS) dont CNSS, CARFO et CNAMU	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3
Sociétés d'Economie Mixte (SEM)	nd	nd	nd	nd	33	33	33	33	32	40
TOTAL	19	21	21	21	54	54	55	55	54	62

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des Sociétés d'Etat

Tableau 115 : Situation financière des sociétés d'Etat de 2017 à 2022 (millions de FCFA)

Libellés	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chiffres d'Affaires	919 441,9	1 036 090,2	1 134 456,3	1 089 866,8	1 313 807,8	1 667 610,1
Résultat net	55 534,1	68 942,1	72 352,1	56 753,1	78 130,0	76 695,6
Dividendes versés	13 592,4	25 534,3	34 299,4	37 872,7	23 302,4	22 666,9

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des Sociétés d'Etat

Tableau 116 : Capital social par catégorie de sociétés d'économies mixtes (en millions de FCFA) dont part de l'Etat de 2018 à 2022 (%)

Libellés	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur Banque-finance-assurance					
Capital social	77 272,1	77 272,1	94 232,1	94 232,1	94 232,1
Part de l'Etat (%)	16,0	16,0	16,8	16,8	16,9
Secteur industrie					
Capital social	32 593,1	32 593,1	32 593,1	32 593,1	32 593,1
Part de l'Etat (%)	61,9	61,9	61,9	61,9	61,8
Secteur commerce et service					
Capital social	40 893,0	40 893,0	40 893,0	40 893,0	40 893,0
Part de l'Etat (%)	17,5	17,5	17,5	17,5	17,4
Secteur mine et carrières					
Capital social	43 690,0	43 690,0	43 690,0	43 690,0	43 771,0
Part de l'Etat (%)	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Totaux					
Total Capital social	194 448,2	194 448,2	211 408,2	211 408,2	211 489,2
Total part de l'Etat (%)	22,6	22,6	22,4	22,4	22,5

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat de l'AG des Sociétés d'Etat

Tableau 117 : Nombre de bureaux de change manuel par localité

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ouagadougou	78	68	74	93	98	104	131	142	165	184
Bobo-Dioulasso	9	8	9	10	10	10	11	12	12	12
Autres	14	7	7	8	8	8	8	8	8	8
TOTAL	101	83	90	111	116	122	150	162	185	204

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 118 : Vente de devises au Burkina Faso (milliers)

Devises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Euro	59 114,0	157 784,0	88 016,1	50 937,5	71 286,9	94 546,8	92 767,5	22 176,7	7 601,1	38 303,0
Dollars américain (USD)	1 168,7	1 033,3	3 581,2	3 837,4	6 548,7	15 608,1	19 907,6	5 401,9	1 556,6	6 706,0
Dollars Canadien (CAD)	22,0	129,2	44,3	108,4	96,2	108,7	114,4	70,4	5,0	0,0
Franc Suisse (CHF)	15,4	16,1	23,9	15,5	8,2	21,3	44,6	0,0	0,0	0,0
Livre sterling (GBP)	3,0	3,6	16,4	12,5	14,3	34,3	65,8	0,0	0,0	4,0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0,0	8,2	0,0	0,0	73,0	140,6	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 119 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent américain en unité

Devises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Euro	2 275 474	7 305 399	4 075 110	2 454 576	2 397 442	2 542 625	4 613 524	2 016 935	983 983	2 528 726
Dollars américain (USD)	994 585	412 655	1 250 163	1 324 786	3 162 224	3 784 652	5 862 228	491 299	375 759	3 868 710
Dollars Canadien (CAD)	14 297	116 865	35 125	86 295	84 967	99 218	114 358	70 428	5 000	0
Franc Suisse (CHF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Livre sterling (GBP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 120 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent asiatique en unité

Devises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Euro	36 885 249	78 623 763	43 858 042	24 475 977	35 506 924	41 566 987	39 506 928	9 452 790	2 951 950	15 959 460
Dollars américain (USD)	41 509	263 849	799 116	1 724 443	2 234 987	3 621 546	8 610 860	2 302 574	430 505	1 027 912
Dollars Canadien (CAD)	1 045	0	0	0	11 250	0	0	0	0	0
Franc Suisse (CHF)	14 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Livre sterling (GBP)	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	8 080	0	0	73 000	102 000	0	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 121 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent européen en unité

Devises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Euro	15 089 075	41 670 752	23 244 850	14 782 328	20 481 440	27 865 326	29 741 444	6 494 284	346 422	12 685 725
Dollars américain (USD)	28 472	272 896	826 661	610 764	809 885	1 029 545	2 994 576	1 581 921	482 875	1 152 955
Dollars Canadien (CAD)	6 638	12 320	9 150	22 125	0	32 755	0	0	0	0
Franc Suisse (CHF)	520	16 050	23 850	15 511	8 220	22 986	44 596	0	0	0
Live sterling (GBP)	2 091	3 580	16 380	12 485	14 309	17 121	65 808	0	0	4 000
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 122 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent africain en unité

Devises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Euro	4 864 202	30 184 078	16 837 334	9 224 622	12 901 076	15 656 497	18 905 601	4 212 683	1 318 708	7 129 480
Dollars américain (USD)	154 164	83 904	254 165	177 358	341 617	489 546	2 439 972	1 026 153	267 499	638 705
Dollars Canadien (CAD)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Franc Suisse (CHF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Livre sterling (GBP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	119	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

Tableau 123 : Nombre de bureaux de transfert d'argent par localité

Secteur d'activités	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ouagadougou	225	249	259	309	417	425	443	471	408	468
Bobo-Dioulasso	30	30	35	40	41	41	43	55	38	57
Koudougou	2	2	5	5	1	1	1	1	2	2
Ouahigouya	2	2	4	4	4	4	4	4	2	2
Banfora	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tenkodogo	12	12	14	14	2	2	2	4	2	2
Autres	20	20	23	23	28	8	8	12	21	26
TOTAL	293	317	342	397	495	483	503	549	475	559

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de transfert rapide d'argent

Tableau 124 : Transferts reçus et émis par le Burkina Faso (millions de FCFA)

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Reçus	66 231,0	68 339,0	77 578,0	77 102,0	34 893,0	38 277,0	61 658,0	164 879,0	189 064,2	171 591,8
Emis	42 846,0	46 308,0	47 703,0	40 509,0	18 522,0	18 573,0	35 123,0	70 396,0	73 520,6	59 892,8
Solides	23 385,0	22 031,0	29 875,0	36 593,0	16 371,0	19 704,0	26 535,0	94 483,0	115 543,6	111 699,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de transfert rapide d'argent

Tableau 125 : Nombre de dossiers de contentieux administratifs délibérés vidés⁸

Contentieux administratifs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ⁹	2022 ¹⁰
Gagnés	103	85	110	139	92	103	185	na	na
Perdus	36	23	61	37	47	57	61	na	na
Total	139	108	171	176	139	160	246	na	na

Source : DGTCP/AJT/Rapports d'activités

Tableau 126 : Nombre de dossiers de contentieux judiciaires délibérés vidés

Contentieux judiciaires	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Gagnés	38	45	54	66	34	71	38	na	na
Perdus	14	13	22	19	19	20	12	na	na
Total	52	58	76	85	53	91	50	na	na

Source : DGTCP/AJT/Rapports d'activités

Tableau 127 : Incidence financière des dommages causés par l'Etat par nature de dossiers (millions de FCFA)

Nature de dossiers	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Exécution des décisions de justice rendant l'Etat débiteur	1 501,9	353,2	419,9	827,3	1 142,0	1 788,2	8 017,8	6 855,1	na	na
Transactions code CIMA (dossiers d'accident de la circulation)	40,3	21,7	46,8	37,2	19,7	45,0	85,8	77,2	na	na
Transactions Hors code CIMA ou protocoles d'accord	5 728,3	701,3	32,2	22,5	44,4	144,0	11,0	418,8	na	na
Total	7 270,5	1 076,3	498,9	886,9	1 206,2	1 977,2	8 114,6	7 351,1	na	na

Source : DGTCP/AJT/Rapports d'activités

Tableau 128 : Situation des arrêtés portant autorisation d'organiser des tombolas de 2014 à 2022

Années	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre	24	10	16	18	9	17	22	17	20

Source: DGTCP/DELF

Tableau 129 : Situation des autorisations des dossiers relatifs aux licences d'exploitation et d'ouverture des salles de machines à sous et casinos de 2015 à 2022

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Licence d'exploitation	0	0	0	2	nd	0	0	2
Autorisation d'ouverture	13	7	11	8	0	1	10	10

Source: DGTCP/DELF

⁸ Il faut noter concernant les tableaux 111, 112 et 113 que l'Agence judiciaire du trésor devenue Agence judiciaire de l'Etat suivant le décret N°2020-0336/PRES/PM/MINEFID/MJ du 08 mai 2020, portant création, missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence judiciaire de l'Etat, ne relève plus de la DGTCP

⁹ Pour compter de 2021, l'AJE ne relève plus de la DGTCP

¹⁰ Pour compter de 2021, l'AJE ne relève plus de la DGTCP

Tableau 130 : Situation des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE)

Exercice budgétaire	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Nombre de comptes attendus	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Nombre de comptes recus à la DELF	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Nombre de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Nombre de comptes non transmis à la DELF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: DGTCP/DELF

Tableau 131 : Etat de transmission des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE) de 2020 à 2022

Libellés	critères	2020	2021	2022*
Comptes réceptionnés à la DELF	Dans les délais	3	3	1
	Hors délais	0	0	3
Compte transmis à la Cour des comptes	Dans les délais	0	3	4
	Hors délais	3	0	0

Source: DGTCP/DELF

Tableau 132 : Situation des comptes de gestion produits par les Agents Comptables

Exercice budgétaire	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Nombre de comptes attendus	69	71	77	77	85	90	94	95	106	94
Nombre de comptes recus à la DELF	69	70	77	76	85	90	92	92	97	89
Nombre de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	69	70	77	76	85	90	92	92	97	89
Nombre de comptes non transmis à la DELF	0	1	0	1	0	0	2	3	9	5

Source: DGTCP/DELF

Tableau 133 : Etat de transmission des comptes de gestion des Agents Comptables de 2020 à 2022

Libellés		2020	2021	2022*
Comptes réceptionnés à la DELF	Dans les délais	74	84	74
	Hors délais	18	13	15
Compte transmis à la Cour des comptes	Dans les délais	0	89	78
	Hors délais	92	8	11

Source: DGTCP/DELF

Tableau 134 : Situation des comptes de gestion des receveurs de collectivités territoriales faisant l'objet de jugement par la Cour des comptes de 2015 à 2022

Exercice budgétaire	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Nombre de comptes attendus	115	118	150	206	229	241	262	257
Nombre de comptes reçus à la DELF	115	117	146	195	219	224	228	202
Nombre de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	115	117	146	195	219	224	228	202
Nombre de comptes non transmis à la DELF	0	1	4	11	10	17	34	55

Source: DGTCP/DELF

Tableau 135 : Etat de transmission des comptes de gestion des receveurs de collectivités territoriales de 2020 à 2022

Libellés		2020	2021	2022*
Comptes réceptionnés à la DELF	Dans les délais	0	111	97
	Hors délais	224	117	105
Compte transmis à la Cour des comptes	Dans les délais	0	150	163
	Hors délais	224	78	39

Source: DGTCP/DELF

Tableau 136 : Situation des droits payés pour services rendus (millions de FCFA)

CATEGORIES DE JEU	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TOMBOLA	40,9	42,9	43,5	44,5	79,8	80,5	82,8	83,3	50,2	40,9
CASINO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0
MACHINES A SOUS	36,0	36,0	68,1	73,2	78,3	78,3	78,3	78,3	81,9	85,2
TOTAUX	76,9	78,9	111,6	117,7	158,1	158,8	161,1	161,6	132,2	132,1

Source: DGTCP/DELF

Tableau 137 : Couverture géographique des salles de machines à sous des sociétés de jeux

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BOUCLE DU MOUHOUN	11	11	11	11	11	11	11	11	11	5
CENTRE	137	137	142	145	145	145	145	145	139	122
CENTRE OUEST	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
CENTRE NORD	8	8	8	8	8	8	8	8	8	2
CENTRE EST	11	11	11	11	11	11	11	11	12	9
CENTRE SUD	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
HAUTS BASSINS	36	36	36	37	37	37	37	37	37	33
CASCADES	6	6	6	6	6	6	6	6	7	5
SUD OUEST	4	4	4	4	4	4	4	4	4	3
NORD	6	6	6	6	6	6	6	6	6	2
PLATEAU CENTRAL	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
EST	4	4	4	4	4	4	4	4	4	3
SAHEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	234	234	239	243	243	243	243	243	240	197

Source: DGTCP/DELF

Tableau 138 Situation de traitement des demandes de création de régie d'avances de 2019 à 2022

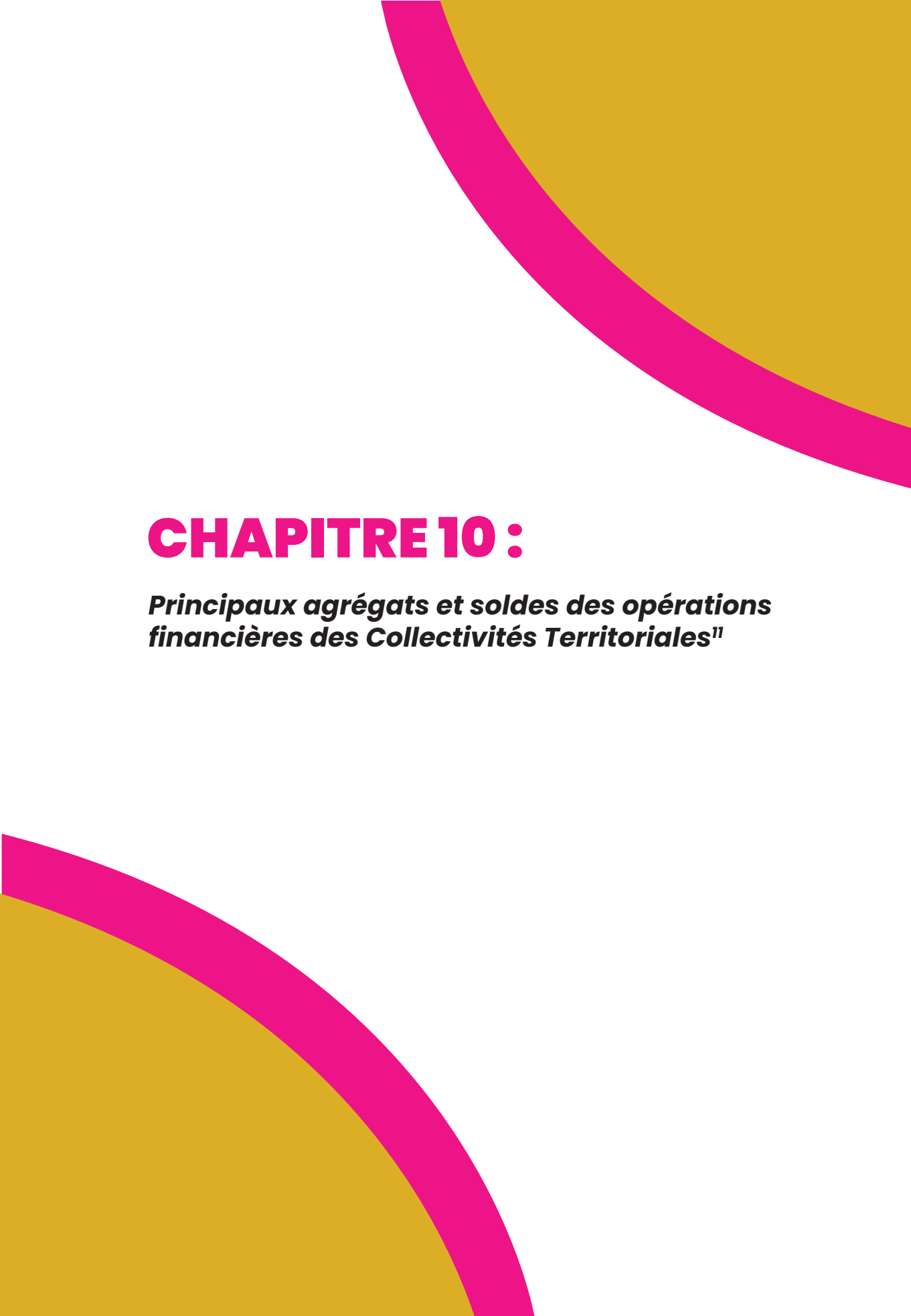
Libellés	2019	2020	2021	2022
Etat				
Nombre de demandes reçues	13	14	7	16
Nombre de demandes accordées	13	14	7	16
EPE				
Nombre de demandes reçues	14	9	11	3
Nombre de demandes accordées	14	9	11	3
Collectivités Territoriales				
Nombre de demandes reçues	4	3	2	1
Nombre de demandes accordées	4	3	2	1

Source: DGTCP/DELF

Tableau 139 : Situation de traitement des demandes de création de régie de recettes de 2019 à 2022

Libellés	2019	2020	2021	2022
ETAT				
Nombre de demandes reçues	4	4	4	1
Nombre de demandes accordées	4	4	4	1
EPE				
Nombre de demandes reçues	4	2	4	0
Nombre de demandes accordées	4	2	4	0
Collectivités territoriales				
Nombre de demandes reçues	21	13	17	0
Nombre de demandes accordées	21	13	17	0

Source: DGTCP/DELF



CHAPITRE 10 :

***Principaux agrégats et soldes des opérations
financières des Collectivités Territoriales¹¹***

Tableau 140 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Collectivités Territoriales de 2015 à 2022 (millions de FCFA¹²)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	72 145,9	83 463,8	122 631,9	114 947,1	129 402,6	157 492,4	176 186,7	114 305,3
Recettes fiscales	1 342,2	1 570,7	1 728,8	1 674,2	1 534,3	1 429,0	1 463,9	1 658,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	63 518,1	73 410,9	109 946,7	101 575,2	115 450,2	143 154,6	159 157,1	100 078,7
Autres recettes	7 285,6	8 482,2	10 956,4	11 697,7	12 418,1	12 908,8	15 565,6	12 568,6
DEPENSES	71 294,1	72 622,6	102 361,5	123 762,1	111 084,7	140 393,9	144 327,1	115 526,9
CHARGES	35 908,2	33 719,0	49 180,7	68 319,2	62 984,0	69 113,0	68 154,1	65 414,8
Rémunération des salariés	9 519,0	9 854,4	12 677,2	18 418,3	17 971,1	18 657,7	19 441,5	18 455,8
Utilisation de biens et services	22 953,5	21 047,5	24 143,9	28 080,1	28 711,6	29 707,5	30 056,4	29 935,2
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	42,6	39,4	33,7	36,5	29,3	18,9	25,4	21,8
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	822,8	672,9	1 090,9	1 263,8	725,0	1 086,2	1 149,6	568,9
Prestations sociales	382,7	389,5	412,4	459,6	510,0	290,3	261,0	329,8
Autres charges	2 187,5	1 715,3	10 822,6	20 060,9	15 037,1	19 352,4	17 220,2	16 103,3
Solde net de gestion	36 237,7	49 744,7	73 451,3	46 627,9	66 418,7	88 379,3	108 032,6	48 890,5
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	35 386,0	38 903,6	53 180,8	55 442,9	48 100,8	71 280,8	76 173,0	50 112,1
Actifs non financiers	35 386,0	38 903,6	53 180,8	55 442,9	48 100,8	71 280,8	76 173,0	50 112,1
Capacité/besoin de financement = Financement	851,7	10 841,1	20 270,4	-8 815,0	18 317,9	17 098,5	31 859,6	-1 221,6
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS	910,0	10 820,3	20 248,5	-8 912,8	18 286,9	17 098,5	31 859,6	-1 221,6
Actifs financiers	6 083,2	13 472,3	37 433,0	-5 955,5	20 688,6	22 756,5	19 796,6	-1 193,2
Passifs	5 173,2	2 652,0	17 184,5	2 957,3	2 401,6	5 658,0	-12 063,0	28,3

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

¹² La liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2022 figure en annexe

Tableau 141 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Communes rurales sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	38 121,9	43 332,7	68 592,2	60 527,1	68 564,4	86 092,8	98 251,9	56 921,8
Recettes fiscales	235,5	253,1	469,0	393,4	311,8	221,4	248,9	190,3
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	35 024,4	39 455,0	62 972,0	54 752,3	62 437,7	79 287,5	90 382,2	51 470,8
Autres recettes	2 862,1	3 624,6	5 151,1	5 381,4	5 815,0	6 583,9	7 620,8	5 260,6
DEPENSES	38 705,7	39 401,0	58 086,2	65 486,3	54 861,5	74 297,6	82 693,6	59 233,7
CHARGES	14 547,1	12 719,9	21 836,0	31 193,4	26 402,6	31 221,6	31 898,8	27 608,9
Rémunération des salariés	3 345,8	3 466,8	3 851,1	7 373,7	6 848,6	6 635,5	6 869,1	5 912,9
Utilisation de biens et services	10 032,9	8 377,3	11 188,0	11 938,5	11 765,9	13 331,6	14 250,3	12 961,7
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	334,0	322,0	316,0	630,7	315,7	557,0	535,2	140,9
Prestations sociales	82,0	84,2	98,8	97,2	107,2	127,2	123,3	157,7
Autres charges	752,5	469,6	6 382,0	11 153,2	7 365,2	10 570,3	10 121,0	8 435,7
Solde net de gestion	23 574,8	30 612,7	46 756,2	29 333,7	42 161,8	54 871,3	66 353,1	29 312,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	24 158,6	26 681,1	36 250,2	34 292,9	28 458,9	43 076,1	50 794,8	31 624,8
Actifs non financiers	24 158,6	26 681,1	36 250,2	34 292,9	28 458,9	43 076,1	50 794,8	31 624,8
Capacité/besoin de financement = Financement	-583,8	3 931,6	10 506,0	-4 959,2	13 703,0	11 795,2	15 558,3	-2 311,9
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-525,6	3 887,0	10 484,0	-5 057,0	13 668,2	11 795,2	15 558,3	-2 311,9
Actifs financiers	3 420,8	6 490,9	21 635,5	-4 320,1	13 546,5	15 522,8	10 404,0	-1 924,4
Passifs	3 946,4	2 603,9	11 151,5	736,9	-121,7	3 727,6	-5 154,3	387,5

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 142 : Principaux agrégats des Opérations financières des Communes urbaines sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	31 164,8	35 665,0	48 773,8	46 899,3	53 903,1	59 285,0	64 813,1	52 376,4
Recettes fiscales	1 106,1	1 316,4	1 258,2	1 277,6	1 218,2	1 188,0	1 199,2	1 466,6
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	25 768,2	29 660,0	42 149,7	39 516,9	46 337,3	51 996,4	56 074,3	44 061,5
Autres recettes	4 290,5	4 688,6	5 365,9	6 104,8	6 347,6	6 100,5	7 539,5	6 848,2
DEPENSES	28 771,3	29 411,5	38 905,2	52 310,3	50 123,5	57 879,5	51 597,7	48 377,5
CHARGES	19 929,5	19 807,3	25 824,0	35 359,4	34 698,0	35 865,4	34 103,8	35 927,6
Rémunération des salariés	5 881,4	6 084,0	8 446,6	10 438,2	10 550,5	11 482,2	11 991,6	12 031,3
Utilisation de biens et services	12 252,2	12 008,0	12 086,9	15 250,6	15 874,3	15 202,3	14 561,6	15 812,5
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	42,6	39,4	33,7	36,5	29,3	18,9	25,4	21,8
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	259,7	326,5	747,0	467,2	353,1	421,5	470,8	391,5
Prestations sociales	295,7	298,5	305,9	346,9	395,1	150,7	124,7	148,8
Autres charges	1 197,9	1 051,0	4 203,9	8 820,0	7 495,6	8 589,8	6 929,6	7 521,7
Solde net de gestion	11 235,3	15 857,7	22 949,9	11 539,9	19 205,1	23 419,6	30 709,2	16 448,8

TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	8 841,7	9 604,2	13 081,2	16 951,0	15 425,5	22 014,1	17 493,9	12 449,9
Actifs non financiers	8 841,7	9 604,2	13 081,2	16 951,0	15 425,5	22 014,1	17 493,9	12 449,9
Capacité/besoin de financement = Financement	2 393,6	6 253,5	9 868,7	-5 411,0	3 779,6	1 405,5	13 215,4	3 998,9
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	2 393,6	6 277,4	9 868,7	-5 411,0	3 783,4	1 405,5	13 215,4	3 998,9
Actifs financiers	3 004,5	6 331,1	15 674,7	-3 117,3	5 125,6	2 952,3	5 341,2	3 807,2
Passifs	611,0	53,8	5 806,0	2 293,7	1 342,2	1 546,8	-7 874,2	-191,7

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 143 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des régions collectivités Territoriales sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	2 859,1	4 466,1	5 265,9	7 520,7	6 935,1	12 114,6	13 121,7	5 007,2
Recettes fiscales	0,6	1,2	1,7	3,2	4,3	19,6	15,8	1,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 725,5	4 295,9	4 824,9	7 306,1	6 675,2	11 870,6	12 700,6	4 546,4
Autres recettes	133,0	169,0	439,4	211,5	255,5	224,3	405,2	459,7
DEPENSES	3 817,1	3 810,1	5 370,1	5 965,5	6 099,8	8 216,8	10 035,8	7 915,7
CHARGES	1 431,5	1 191,8	1 520,7	1 766,5	1 883,4	2 026,1	2 151,4	1 878,3
Rémunération des salariés	291,8	303,6	379,5	606,4	571,9	540,1	580,7	511,7
Utilisation de biens et services	668,5	662,2	869,0	891,0	1 071,3	1 173,6	1 244,5	1 161,0
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	229,1	24,4	27,8	165,8	56,3	107,7	143,6	36,4
Prestations sociales	5,0	6,8	7,8	15,6	7,6	12,4	13,0	23,3
Autres charges	237,1	194,7	236,7	87,7	176,3	192,3	169,6	145,9
Solde net de gestion	1 427,6	3 274,3	3 745,2	5 754,3	5 051,7	10 088,5	10 970,3	3 128,9
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 385,6	2 618,3	3 849,4	4 199,1	4 216,4	6 190,7	7 884,3	6 037,4
Actifs non financiers	2 385,6	2 618,3	3 849,4	4 199,1	4 216,4	6 190,7	7 884,3	6 037,4
Capacité/besoin de financement = Financement	-958,0	656,0	-104,2	1 555,2	835,3	3 897,8	3 085,9	-2 908,6
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-958,0	656,0	-104,2	1 555,2	835,3	3 897,8	3 085,9	-2 908,6
Actifs financiers	-342,1	650,3	122,8	1 481,9	2 016,4	4 281,4	4 051,5	-3 076,0
Passifs	615,9	-5,7	227,0	-73,3	1 181,1	383,6	965,5	-167,5

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 144 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région de la Boucle du Mouhoun sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	6 119,9	7 190,2	11 356,3	13 672,7	10 941,8	13 813,8	22 498,6	9 484,4
Recettes fiscales	47,6	61,4	85,4	80,4	87,2	95,7	117,0	83,1
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	5 726,5	6 273,8	10 423,7	12 916,8	10 166,6	13 008,7	21 358,6	8 742,5
Autres recettes	345,8	855,0	847,3	675,5	687,9	709,5	1 023,0	658,8
DEPENSES	6 397,3	5 636,2	8 528,7	11 417,9	9 490,8	11 290,1	14 654,8	10 167,8
CHARGES	2 753,5	2 255,5	3 527,8	5 417,4	4 521,5	4 580,1	5 531,3	4 310,6
Rémunération des salariés	595,1	604,6	623,0	1 373,3	1 143,5	952,4	1 192,5	1 019,5
Utilisation de biens et services	2 015,3	1 366,4	1 766,6	2 077,6	1 862,0	2 054,8	2 448,8	2 312,3
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	59,6	214,2	165,6	387,7	68,8	63,2	48,2	23,4
Prestations sociales	18,0	20,0	24,0	25,3	24,0	19,3	22,2	31,0
Autres charges	65,4	50,3	948,6	1 553,5	1 423,1	1 490,4	1 819,7	924,3
Solde net de gestion	3 366,4	4 934,8	7 828,5	8 255,3	6 420,3	9 233,8	16 967,2	5 173,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	3 643,8	3 380,8	5 000,9	6 000,5	4 969,3	6 710,0	9 123,5	5 857,2
Actifs non financiers	3 643,8	3 380,8	5 000,9	6 000,5	4 969,3	6 710,0	9 123,5	5 857,2
Capacité/besoin de financement = Financement	-277,4	1 554,0	2 827,6	2 254,8	1 451,0	2 523,7	7 843,7	-683,4
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-277,4	1 554,0	2 792,7	2 254,8	1 455,8	2 523,7	7 843,7	-683,4
Actifs financiers	830,3	1 659,7	4 966,0	2 183,3	789,7	4 711,4	6 715,8	-778,5
Passifs	1 107,7	105,7	2 173,4	-71,5	-666,1	2 187,7	-1 127,9	-95,2

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 145 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Cascades sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	2 955,2	3 471,4	5 533,2	3 954,5	4 163,5	5 839,9	8 061,0	3 742,3
Recettes fiscales	26,0	40,7	50,7	24,9	41,9	31,4	42,9	39,2
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 745,6	3 267,0	5 118,0	3 585,5	3 800,9	5 443,5	7 613,5	3 423,4
Autres recettes	183,6	163,7	364,5	344,1	320,7	364,9	404,6	279,7
DEPENSES	3 395,1	3 226,3	4 671,9	4 062,1	3 060,3	4 580,7	5 468,4	5 028,8
CHARGES	1 410,2	1 221,7	2 305,5	2 583,6	1 845,0	2 583,5	2 767,6	2 418,5
Rémunération des salariés	509,5	470,3	511,2	950,7	731,1	807,7	881,6	682,9
Utilisation de biens et services	742,5	686,6	932,7	919,6	802,4	1 037,4	1 078,1	943,0
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	93,5	9,9	27,0	24,2	59,4	29,7	21,9	9,4
Prestations sociales	13,9	10,4	10,5	10,4	9,2	16,2	12,9	20,2
Autres charges	50,8	44,6	824,1	678,7	242,9	692,5	773,1	763,1
Solde net de gestion	1 545,0	2 249,7	3 227,7	1 370,9	2 318,5	3 256,3	5 293,4	1 323,8

TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	1 984,9	2 004,6	2 366,5	1 478,5	1 215,3	1 997,1	2 700,8	2 610,3
Actifs non financiers	1 984,9	2 004,6	2 366,5	1 478,5	1 215,3	1 997,1	2 700,8	2 610,3
Capacité/besoin de financement = Financement	-439,9	245,1	861,3	-107,6	1 103,2	1 259,2	2 592,7	-1 286,5
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-439,9	245,1	861,3	-107,6	1 103,4	1 259,2	2 592,7	-1 286,5
Actifs financiers	-241,1	-27,8	1 551,8	-904,9	586,6	1 682,8	2 587,7	-740,4
Passifs	198,8	-272,9	690,5	-797,3	-516,8	423,6	-5,0	546,1

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 146 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	17 357,9	17 703,4	22 011,4	22 991,2	27 184,1	27 988,3	33 516,1	30 320,3
Recettes fiscales	697,8	770,4	919,6	738,9	749,4	599,2	575,9	832,0
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	14 487,1	14 832,5	18 625,9	19 279,3	23 065,0	23 847,9	28 688,8	25 382,9
Autres recettes	2 172,9	2 100,6	2 465,8	2 973,0	3 369,7	3 541,3	4 251,3	4 105,3
DEPENSES	16 172,9	14 266,4	16 812,1	24 415,4	24 939,9	29 574,5	25 797,5	25 919,0
CHARGES	11 006,4	10 703,5	12 502,1	17 369,6	18 229,9	18 152,2	16 597,9	19 333,5
Rémunération des salariés	2 606,3	2 602,9	4 474,4	4 622,9	4 865,7	5 810,4	6 118,9	6 551,4
Utilisation de biens et services	6 898,4	6 967,6	5 993,1	8 526,6	9 464,4	8 756,8	8 607,6	9 716,9
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	37,3	34,4	31,3	28,3	25,4	15,3	22,2	19,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	292,8	99,3	454,1	263,1	118,8	120,7	143,6	223,1
Prestations sociales	205,0	200,6	215,4	238,9	260,3	11,8	16,2	10,9
Autres charges	966,7	798,7	1 333,7	3 689,8	3 495,2	3 437,2	1 689,4	2 812,1
Solde net de gestion	6 351,4	6 999,9	9 509,3	5 621,6	8 954,2	9 836,1	16 918,1	10 986,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	5 166,5	3 562,8	4 310,1	7 045,8	6 710,1	11 422,2	9 199,6	6 585,5
Actifs non financiers	5 166,5	3 562,8	4 310,1	7 045,8	6 710,1	11 422,2	9 199,6	6 585,5
Capacité/besoin de financement = Financement	1 185,0	3 437,1	5 199,3	-1 424,1	2 244,2	-1 586,1	7 718,6	4 401,3
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	1 185,0	3 437,1	5 199,3	-1 424,1	2 244,2	-1 586,1	7 718,6	4 401,3
Actifs financiers	1 003,5	3 621,9	5 203,2	2 356,1	1 530,3	145,9	3 497,8	5 350,2
Passifs	-181,4	184,8	4,0	3 780,2	-713,9	1 732,1	-4 220,7	948,9

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 147 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Est sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	4 555,1	6 553,8	8 898,9	7 137,1	8 580,8	7 877,0	7 834,3	7 999,1
Recettes fiscales	33,0	48,3	55,2	58,0	64,8	50,1	52,7	66,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 971,6	5 736,2	8 094,2	6 159,6	7 687,9	7 079,5	7 039,1	7 031,8
Autres recettes	550,6	769,2	749,4	919,6	828,1	747,4	742,5	901,3
DEPENSES	4 761,5	5 698,9	7 579,5	8 210,5	7 579,7	8 376,3	8 343,7	7 688,7
CHARGES	1 953,4	1 885,5	3 192,1	4 393,4	3 653,7	4 402,2	4 436,7	4 072,4
Rémunération des salariés	613,7	641,9	749,0	1 040,4	1 109,2	964,8	964,5	1 015,5
Utilisation de biens et services	1 199,9	1 135,6	1 432,9	1 614,3	1 639,9	1 653,9	1 685,7	1 717,2
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	50,2	21,0	42,9	21,4	13,7	33,4	33,5	12,0
Prestations sociales	14,2	15,5	17,7	21,6	21,8	25,7	25,7	32,7
Autres charges	75,4	71,5	949,7	1 695,6	869,2	1 724,4	1 727,3	1 295,0
Solde net de gestion	2 601,7	4 668,3	5 706,7	2 743,7	4 927,1	3 474,8	3 397,6	3 926,7
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 808,2	3 813,4	4 387,3	3 817,2	3 925,9	3 974,1	3 907,0	3 616,2
Actifs non financiers	2 808,2	3 813,4	4 387,3	3 817,2	3 925,9	3 974,1	3 907,0	3 616,2
Capacité/besoin de financement = Financement	-206,5	854,9	1 319,4	-1 073,4	1 001,1	-499,3	-509,4	310,4
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-206,5	853,6	1 319,4	-1 073,4	1 001,1	-499,3	-509,4	310,4
Actifs financiers	-314,2	798,7	2 793,0	-1 499,4	2 580,9	-185,1	-72,3	498,5
Passifs	-107,7	-54,9	1 473,5	-426,0	1 579,8	314,2	437,1	188,0

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 148 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Nord sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	5 145,3	6 689,0	9 147,4	8 794,4	10 268,3	11 883,4	13 485,6	8 998,4
Recettes fiscales	21,3	37,3	31,9	53,3	41,1	30,8	39,3	22,3
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 753,4	6 206,3	8 305,2	8 145,2	9 666,9	11 023,9	12 655,3	8 436,2
Autres recettes	370,6	445,3	810,3	595,9	560,3	828,7	791,0	539,9
DEPENSES	5 915,1	5 820,2	7 052,7	8 170,5	7 198,3	12 008,4	10 946,6	10 246,6
CHARGES	2 223,4	1 774,3	2 223,6	3 570,4	4 059,2	4 513,0	4 038,1	4 311,2
Rémunération des salariés	604,1	567,5	644,9	1 025,8	977,0	1 008,9	1 006,9	860,8
Utilisation de biens et services	1 527,5	1 116,1	1 413,8	1 409,5	1 749,8	1 955,9	1 930,0	1 724,8
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	6,9	4,6	23,2	10,1	9,6	8,3	10,6	2,8
Prestations sociales	12,5	14,1	15,1	19,8	17,6	20,3	17,3	19,5
Autres charges	72,3	72,1	126,5	1 105,2	1 305,2	1 519,7	1 073,4	1 703,2
Solde net de gestion	2 921,9	4 914,6	6 923,8	5 224,0	6 209,1	7 370,4	9 447,5	4 687,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	3 691,7	4 045,8	4 829,1	4 600,1	3 139,1	7 495,4	6 908,5	5 935,4
Actifs non financiers	3 691,7	4 045,8	4 829,1	4 600,1	3 139,1	7 495,4	6 908,5	5 935,4
Capacité/besoin de financement = Financement	-769,8	868,8	2 094,7	623,9	3 070,0	-125,0	2 539,0	-1 248,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-769,8	868,8	2 094,7	623,9	3 070,0	-125,0	2 539,0	-1 248,2
Actifs financiers	409,7	1 281,6	2 725,8	901,8	3 471,8	1 653,9	321,2	272,2
Passifs	1 179,5	412,8	631,1	277,8	401,8	1 778,8	-2 217,8	1 520,3

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 149 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Ouest sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	5 559,5	5 974,1	9 385,6	8 110,0	10 579,5	11 382,6	13 362,9	8 951,6
Recettes fiscales	67,3	84,0	78,3	90,9	93,4	107,5	111,5	94,7
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 997,4	5 323,8	8 679,7	7 264,4	9 774,0	10 495,7	12 248,5	7 839,5
Autres recettes	494,8	566,3	627,7	754,7	712,1	779,4	1 003,0	1 017,5
DEPENSES	5 066,9	5 848,3	8 589,3	10 091,9	9 276,0	10 998,7	11 493,8	8 484,7
CHARGES	2 607,0	2 349,0	3 512,2	5 391,2	4 536,7	5 321,9	5 119,1	4 701,5
Rémunération des salariés	691,6	683,7	704,5	1 327,0	1 241,9	1 273,1	1 295,4	1 205,9
Utilisation de biens et services	1 789,9	1 540,3	1 850,7	1 825,9	1 952,3	2 017,9	2 149,7	2 134,6
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	10,8	12,8	23,1	15,0	47,7	287,8	72,5	39,5
Prestations sociales	20,1	20,5	18,6	21,0	22,1	22,8	23,8	26,4
Autres charges	94,6	91,8	915,2	2 202,3	1 272,8	1 720,2	1 577,8	1 295,0
Solde net de gestion	2 952,4	3 625,1	5 873,4	2 718,7	6 042,8	6 060,8	8 243,7	4 250,1
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 459,9	3 499,3	5 077,2	4 700,7	4 739,3	5 676,9	6 374,7	3 783,2
Actifs non financiers	2 459,9	3 499,3	5 077,2	4 700,7	4 739,3	5 676,9	6 374,7	3 783,2

Capacité/besoin de financement = Financement	492,6	125,8	796,3	-1 982,0	1 303,5	383,9	1 869,1	467,0
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	492,6	125,8	796,3	-2 001,8	1 303,5	383,9	1 869,1	467,0
Actifs financiers	1 076,8	403,5	3 536,7	-3 491,0	2 182,5	-82,5	676,2	-231,0
Passifs	584,2	277,7	2 740,4	-1 489,2	878,9	-466,4	-1 192,9	-697,9

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 150 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Sud sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	3 188,0	3 733,4	5 661,3	4 979,0	4 489,8	6 359,2	7 322,3	4 953,8
Recettes fiscales	25,5	14,6	21,3	17,6	24,6	19,9	40,6	30,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 731,1	3 289,5	5 026,2	4 223,1	3 400,0	5 237,1	5 696,9	3 963,3
Autres recettes	431,3	429,3	613,9	738,3	1 065,1	1 102,2	1 584,8	960,4
DEPENSES	2 396,0	3 299,7	4 994,2	5 748,3	3 964,6	5 631,1	5 958,9	4 192,5
CHARGES	1 290,6	1 232,3	2 035,7	2 785,8	2 320,1	2 706,9	2 883,4	2 034,9
Rémunération des salariés	383,5	424,9	435,3	799,4	757,1	729,4	832,8	722,1
Utilisation de biens et services	836,8	756,1	1 042,7	1 012,1	870,9	1 139,2	1 155,5	1 113,3
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	23,7	2,1	18,7	3,8	7,8	5,5	7,0	7,1
Prestations sociales	9,3	11,1	12,5	11,2	15,3	21,4	23,0	40,0
Autres charges	37,4	38,2	526,4	959,4	669,1	811,5	865,1	152,4
Solde net de gestion	1 897,3	2 501,1	3 625,6	2 193,1	2 169,7	3 652,3	4 438,9	2 918,9
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	1 105,3	2 067,4	2 958,5	2 962,5	1 644,5	2 924,1	3 075,5	2 157,6
Actifs non financiers	1 105,3	2 067,4	2 958,5	2 962,5	1 644,5	2 924,1	3 075,5	2 157,6
Capacité/besoin de financement = Financement	792,0	433,6	667,1	-769,3	525,2	728,2	1 363,4	761,3
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	850,7	381,0	676,1	-769,3	525,2	728,2	1 363,4	761,3
Actifs financiers	524,0	880,3	2 058,7	-518,4	386,6	-3,7	612,4	834,7
Passifs	-326,7	499,4	1 382,6	251,0	-138,6	-731,9	-751,0	73,4

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 151 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région de l'Est sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	4 207,2	5 286,9	8 647,8	6 936,9	11 362,3	13 143,7	14 307,4	6 192,8
Recettes fiscales	66,8	74,6	105,8	72,6	79,7	70,3	72,9	55,4
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 696,7	4 751,9	7 962,2	6 178,8	10 565,7	12 367,5	13 466,4	5 686,3
Autres recettes	443,7	460,4	579,8	685,6	716,9	705,9	768,0	451,1
DEPENSES	4 860,4	4 186,8	6 508,7	9 727,3	9 123,2	10 040,8	12 095,4	6 445,1
CHARGES	2 115,8	1 862,4	2 543,9	4 359,8	3 914,2	4 149,0	4 039,7	3 288,0
Rémunération des salariés	509,3	555,0	640,4	1 145,7	1 099,1	1 150,7	1 161,3	957,6
Utilisation de biens et services	1 313,5	1 087,1	1 302,3	1 672,3	1 549,5	1 413,9	1 510,3	1 124,4
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	79,6	109,0	101,6	115,3	100,1	228,4	500,0	75,8
Prestations sociales	17,0	19,7	20,8	19,5	46,0	30,5	24,2	26,8
Autres charges	196,4	91,4	478,7	1 407,1	1 119,6	1 325,4	844,0	1 103,5
Solde net de gestion	2 091,4	3 424,6	6 104,0	2 577,1	7 448,1	8 994,6	10 267,6	2 904,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 744,6	2 324,4	3 964,8	5 367,4	5 208,9	5 891,8	8 055,6	3 157,1
Actifs non financiers	2 744,6	2 324,4	3 964,8	5 367,4	5 208,9	5 891,8	8 055,6	3 157,1
Capacité/besoin de financement = Financement	-653,3	1 100,2	2 139,1	-2 790,3	2 239,1	3 102,8	2 212,0	-252,3
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-653,3	1 100,2	2 139,1	-2 790,3	2 243,5	3 102,8	2 212,0	-252,3
Actifs financiers	348,1	1 323,3	3 000,6	-1 140,8	2 428,8	2 121,5	2 288,7	-1 872,9
Passifs	1 001,3	223,1	861,4	1 649,5	185,2	-981,3	76,7	-1 620,6

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 152 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Hauts-Bassins sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	7 228,8	8 995,8	13 008,2	12 774,9	13 217,7	18 393,5	19 450,1	13 419,2
Recettes fiscales	230,4	239,0	232,5	291,1	226,3	304,4	274,2	333,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	6 269,7	7 848,9	11 490,5	11 192,2	11 530,4	16 687,3	17 365,8	11 572,4
Autres recettes	728,6	907,9	1 285,1	1 291,7	1 460,9	1 401,7	1 810,1	1 513,8
DEPENSES	6 276,3	7 862,5	12 164,0	14 578,6	14 015,0	15 317,2	16 266,9	13 370,0
CHARGES	3 825,7	4 096,2	7 091,8	8 809,1	8 245,8	8 598,9	9 166,1	8 968,0
Rémunération des salariés	1 350,3	1 344,7	1 834,0	2 380,6	2 618,7	2 503,7	2 709,9	2 478,3
Utilisation de biens et services	1 996,2	2 393,9	3 363,3	3 655,6	3 811,0	3 571,5	3 285,1	3 954,8
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	5,4	5,0	2,3	8,2	3,9	3,5	3,2	2,8
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	107,2	90,0	161,9	254,8	206,9	113,9	189,4	137,3
Prestations sociales	27,2	30,3	32,7	37,0	46,6	68,3	52,6	65,0
Autres charges	339,4	232,3	1 697,6	2 472,9	1 558,8	2 337,9	2 926,0	2 329,7
Solde net de gestion	3 403,1	4 899,6	5 916,4	3 965,8	4 971,9	9 794,5	10 284,0	4 451,3
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 450,6	3 766,3	5 072,2	5 769,5	5 769,2	6 718,3	7 100,8	4 402,1
Actifs non financiers	2 450,6	3 766,3	5 072,2	5 769,5	5 769,2	6 718,3	7 100,8	4 402,1
Capacité/besoin de financement = Financement	952,5	1 133,3	844,2	-1 803,6	-797,3	3 076,2	3 183,2	49,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	952,5	1 133,3	846,5	-1 881,6	-838,2	3 076,2	3 183,2	49,2
Actifs financiers	772,9	1 234,7	3 415,5	-2 305,4	-41,8	3 166,9	2 061,6	-303,6
Passifs	-179,6	101,3	2 569,0	-423,8	796,4	90,6	-1 121,6	-352,8

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 153 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Nord sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	5 038,7	5 698,9	8 632,3	7 752,7	8 437,8	11 757,1	12 226,8	7 459,7
Recettes fiscales	44,7	82,4	57,7	48,5	48,4	52,4	56,1	48,7
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 459,9	5 133,3	8 021,3	7 123,1	7 851,0	11 029,3	11 544,7	6 944,5
Autres recettes	534,1	483,1	553,3	581,1	538,4	675,4	626,0	466,5
DEPENSES	4 380,9	5 309,1	8 129,5	7 759,3	7 509,8	9 225,0	11 976,3	7 769,5
CHARGES	2 398,5	2 379,3	3 762,4	4 710,7	4 087,4	4 211,8	5 092,8	4 626,9
Rémunération des salariés	511,2	658,0	585,6	1 153,0	968,3	960,8	1 004,7	835,5
Utilisation de biens et services	1 700,8	1 557,6	1 681,5	1 536,4	1 646,6	1 703,4	1 775,2	1 724,3
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	73,3	76,1	37,6	92,4	46,0	144,4	88,1	15,8
Prestations sociales	13,9	15,7	15,9	14,4	13,5	14,3	15,2	15,9
Autres charges	99,4	71,9	1 441,8	1 914,5	1 412,9	1 388,9	2 209,5	2 035,4
Solde net de gestion	2 640,2	3 319,6	4 869,9	3 042,1	4 350,5	7 545,4	7 134,0	2 832,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	1 982,4	2 929,9	4 367,1	3 048,6	3 422,4	5 013,2	6 883,5	3 142,6
Actifs non financiers	1 982,4	2 929,9	4 367,1	3 048,6	3 422,4	5 013,2	6 883,5	3 142,6
Capacité/besoin de financement = Financement	657,8	389,8	502,8	-6,5	928,1	2 532,2	250,5	-309,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	657,8	400,5	504,4	-6,5	928,1	2 532,2	250,5	-309,8
Actifs financiers	840,3	947,7	2 495,1	-473,5	1 658,1	1 465,3	661,3	-695,6
Passifs	182,5	547,2	1 990,6	-466,9	730,0	-1 066,9	410,7	-385,8

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 154 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Plateau Central sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	3 031,4	3 517,6	5 780,6	5 388,5	6 150,0	6 152,0	9 543,9	5 119,0
Recettes fiscales	20,7	46,3	26,5	136,5	33,2	21,7	29,0	20,7
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 782,2	3 207,6	5 199,1	4 306,7	4 887,2	5 036,5	8 144,3	4 220,0
Autres recettes	228,6	263,8	555,0	945,3	1 229,5	1 093,9	1 370,6	878,4
DEPENSES	4 052,3	3 522,9	5 285,9	6 032,1	4 588,6	5 182,0	5 924,0	5 569,7
CHARGES	1 478,1	1 340,4	2 265,7	3 385,2	2 734,8	2 950,7	2 921,2	2 501,8
Rémunération des salariés	371,0	391,6	440,1	757,2	787,6	720,1	745,6	654,6
Utilisation de biens et services	1 035,1	863,3	1 197,6	1 275,6	1 037,2	1 307,3	1 513,5	1 111,1
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	4,3	25,7	8,3	39,7	7,3	14,0	15,8	16,9
Prestations sociales	13,1	13,3	9,4	20,4	15,1	18,0	10,6	16,1
Autres charges	54,6	46,6	610,3	1 292,3	887,5	891,2	635,6	703,1
Solde net de gestion	1 553,3	2 177,2	3 514,9	2 003,3	3 415,2	3 201,4	6 622,7	2 617,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	2 574,2	2 182,5	3 020,1	2 646,9	1 853,8	2 231,4	3 002,8	3 067,9
Actifs non financiers	2 574,2	2 182,5	3 020,1	2 646,9	1 853,8	2 231,4	3 002,8	3 067,9
Capacité/besoin de financement = Financement	-1 020,8	-5,3	494,7	-643,6	1 561,4	970,0	3 619,8	-450,7

TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-1 020,8	17,2	494,7	-643,6	1 561,4	970,0	3 619,8	-450,7
Actifs financiers	65,7	595,6	1 578,9	-649,0	1 930,8	619,5	3 824,2	-548,3
Passifs	1 086,5	578,4	1 084,2	-5,5	369,4	-350,5	204,3	-97,6

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 155 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sahel sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	4 412,6	5 020,1	8 415,2	7 961,4	8 372,7	15 927,5	7 066,7	3 338,8
Recettes fiscales	34,4	46,2	37,3	33,3	20,5	12,2	20,5	8,9
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 855,4	4 315,1	7 397,4	7 207,4	7 931,3	15 524,0	6 586,9	3 095,1
Autres recettes	522,8	658,8	980,5	720,6	420,9	391,3	459,2	234,8
DEPENSES	4 548,1	4 851,3	6 932,7	8 548,3	5 900,1	10 840,0	9 236,5	6 384,1
CHARGES	1 479,6	1 354,0	2 132,3	3 111,1	2 444,0	3 810,5	2 628,6	2 745,3
Rémunération des salariés	390,1	479,6	570,1	971,9	872,1	920,3	641,3	754,5
Utilisation de biens et services	1 006,7	810,1	1 230,0	1 490,5	1 248,0	1 801,2	1 699,9	1 277,3
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	15,1	6,2	16,1	22,4	27,9	17,7	13,1	3,9
Prestations sociales	10,1	11,7	11,9	12,5	12,3	14,4	10,0	14,2
Autres charges	57,6	46,4	304,2	613,7	283,7	1 056,9	264,3	695,4
Solde net de gestion	2 933,0	3 666,1	6 282,8	4 850,3	5 928,7	12 117,0	4 438,1	593,5
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	3 068,5	3 497,3	4 800,4	5 437,3	3 456,1	7 029,5	6 607,9	3 638,7
Actifs non financiers	3 068,5	3 497,3	4 800,4	5 437,3	3 456,1	7 029,5	6 607,9	3 638,7
Capacité/besoin de financement = Financement	-135,5	168,8	1 482,5	-586,9	2 472,6	5 087,5	-2 169,8	-3 045,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-135,5	168,8	1 482,5	-586,9	2 477,8	5 087,5	-2 169,8	-3 045,2
Actifs financiers	359,5	28,3	1 869,9	687,9	1 937,6	7 573,8	-4 170,9	-3 293,3
Passifs	495,0	-140,5	387,4	1 274,9	-540,3	2 486,3	-2 001,1	-248,1

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT, base MSFP 2014

Tableau 156 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sud-Ouest sur la période 2015-2022 (millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RECETTES	3 346,3	3 629,2	6 153,8	4 493,7	5 654,4	6 974,3	7 511,2	4 325,8
Recettes fiscales	26,7	25,5	26,6	28,2	23,8	33,4	31,3	23,9
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	3 008,1	3 131,0	5 603,2	3 993,2	5 123,1	6 373,7	6 748,3	3 740,8
Autres recettes	311,6	472,7	524,0	472,2	507,4	567,2	731,6	561,1
DEPENSES	3 071,2	3 094,1	5 112,3	5 000,0	4 438,6	7 329,2	6 164,4	4 260,4
CHARGES	1 365,8	1 264,9	2 085,7	2 431,9	2 391,8	3 132,4	2 931,4	2 102,2
Rémunération des salariés	383,4	429,7	464,6	870,5	799,7	855,5	886,0	717,1
Utilisation de biens et services	891,0	766,9	936,6	1 064,1	1 077,6	1 294,2	1 216,9	1 081,1
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	5,6	2,1	10,8	13,7	11,0	19,2	5,8	2,0

Prestations sociales	8,3	6,8	7,9	7,5	6,3	7,3	7,6	11,0
Autres charges	77,5	59,5	665,8	476,0	497,0	956,2	815,2	291,0
Solde net de gestion	1 980,4	2 364,2	4 068,1	2 061,8	3 262,6	3 841,9	4 579,8	2 223,6
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	1 705,3	1 829,2	3 026,6	2 568,1	2 046,8	4 196,8	3 233,0	2 158,2
Actifs non financiers	1 705,3	1 829,2	3 026,6	2 568,1	2 046,8	4 196,8	3 233,0	2 158,2
Capacité/besoin de financement = Financement	275,1	535,0	1 041,5	-506,3	1 215,8	-354,8	1 346,8	65,4
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	274,6	535,0	1 041,5	-506,3	1 215,8	-354,8	1 346,8	65,4
Actifs financiers	407,7	724,8	2 237,7	-1 102,2	1 251,6	-113,1	793,0	314,9
Passifs	133,1	189,8	1 196,2	-595,9	35,8	241,7	-553,8	249,5

Source: DGTCP/DSOF/TOF-CT, base MSFP 2014

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Adjudication	Technique permettant l'acquisition d'émissions de bons ou d'obligations par un système d'enchères.
Agréé de change manuel	Toute personne physique ou morale installée sur le territoire d'un Etat membre de l'UEMOA ayant reçu un agrément du Ministre chargé des finances pour l'exécution des opérations de change manuel que pour l'achat et la vente de devises.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Autres subventions aux EPE	Ensemble des ressources financières accordées par les partenaires de l'établissement autres que l'Etat.
Bons assimilables du trésor	Titres de créances à court terme émis par l'Etat par voie d'adjudication.
Bureau de change manuel	Local de l'agréé de change manuel devant servir à l'exercice de l'activité de change manuel.
Bureau de transfert d'argent	Local de sous-agent devant servir à l'exercice de l'activité de transfert rapide d'agent.
Couverture des engagements réglementés	Rapport des actifs admis sur les engagements réglementés. Ce taux doit être supérieur à 100%.
Créances en souffrance	Créances dont au moins une échéance est restée impayée depuis plus de quatre-vingt-dix jours.
Demande de communication	Demande de consultation d'un document exprimé par un usager
Demande de communication interne	Demande de consultation d'un document exprimé par les structures et le personnel de la DGTC
Demande de communication externe	Demande de consultation d'un document exprimé par les usager qui ne sont pas de la DGTC
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses

Concepts	Définitions
	courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital.
Dépenses d'investissement et d'équipement	Dépenses ayant contribué à l'augmentation du patrimoine entendu au sens comptable (constructions, achats de biens durables).
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'acquisition de biens et services inhérents au fonctionnement d'une entité.
Dépenses de personnel	Constituées des éléments de rémunération des agents d'une entité
Dépenses de transferts courants	Ressources allouées sans contrepartie par l'administration publique centrale à ses démembrements, aux ménages, aux institutions sans but lucratif et aux autorités supranationales.
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépôts de garantie reçus	Somme d'argent ou tout autre document demandé par la structure de microfinance lors de la signature d'un dossier de crédit pour sécuriser ledit dossier qu'elle consent à un particulier. Cette garantie permet à la structure de récupérer les sommes prêtées en cas de défaillance de l'emprunteur.
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat.
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un Etat auprès d'un groupe d'Etats ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI), des banques de développement régionales (comme la Banque africaine de

Concepts	Définitions
	développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement).
Dettes publiques	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes
Dettes publiques extérieures	Ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Encours de crédit	L'encours de crédit est le cumul des crédits accordés non encore remboursés. Est considérée comme une opération de crédit, tout acte par lequel un système financier décentralisé met, à titre onéreux, des fonds à la disposition d'un membre ou d'un client à charge pour ce dernier de les rembourser à l'échéance convenue.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés.
Encours épargne	Sont considérés comme épargne, les fonds, autres que les cotisations et contributions obligatoires, recueillis par le système financier décentralisé auprès de ses membres ou de sa clientèle avec le droit d'en disposer dans le cadre de son activité, à charge pour lui de les restituer à la demande des déposants selon les termes convenus. L'encours d'épargne est le cumul des dépôts net reçus par la structure.
Engagement	C'est l'acte initial de la procédure normale de l'exécution des dépenses publiques. C'est la décision prise par l'autorité qui habilité à cet effet (l'Ordonnateur) pour prélever une partie des crédits budgétaires et poser un acte qui doit entraîner une dette à la charge de l'Etat ou des organismes publics (EPE, CT).
Engagements réglementés	Provisions techniques (PT) brutes de recours et de réassurance ainsi que les dettes privilégiées, couvertes par des actifs sûrs, liquides, rentables (ou en accord avec la réglementation), diversifiés.
Excédent d'exécution budgétaire N-1	Constate l'excédent de l'exercice précédent arrêté après la journée complémentaire. Il est égal à la différence entre le total des recettes recouvrées et celui des dépenses ordonnancées de l'exercice précédent.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Facilité élargie de crédit	Instrument utilisé par le FMI en vue d'apporter une aide financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements. Pour le cas du Burkina Faso, le FMI apporte des appuis budgétaires (dons et prêts) à travers le programme FEC. Des critères sont mis en place et leur respect constitue le déclenchement des décaissements des différents financements extérieurs.
Financement	Le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur la base caisse. Il représente les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides,

Concepts	Définitions
	qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts. Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons : elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser.
Fonds d'Etat	C'est une composante des Fonds nationaux (FN). Ils ont pour objet le financement sans contrepartie des activités s'inscrivant dans leur champ de compétence.
Fonds de dotation	Fonds mis à la disposition des FNF afin de commencer leurs activités.
Fonds Nationaux	Regroupent les Fonds d'Etat et les Fonds nationaux de financement.
Fonds nationaux de financement	C'est une composante des Fonds nationaux (FN) dont l'objet principal est de faire du crédit pour le financement des activités de développement à la base.
Frais généraux	Frais engagés par l'assureur pour faire face aux frais de fonctionnement (frais de personnel, loyers, copies, travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements...).
Groupement	Ensemble des associations et des entreprises ayant un compte au sein de la structure de microfinance.
Hors trésor	Ensemble des agents de la DGTCP qui travaillent en dehors du réseau du trésor. Ils sont constitués des agents en disponibilité, en détachement ou mis à disposition.
Institution mutualiste ou coopérative d'épargne et de crédit	Groupement de personnes, doté de la personnalité morale, sans but lucratif et à capital variable, fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit.
Intérêts dus	Charges de la dette contractée vis-à-vis des agents économiques résidents et non-résidents.
Liquidation	C'est la seconde phase de la procédure normale de la dépense publique. Elle consiste à vérifier la réalité de la dette et à arrêter le montant de la dépense. Elle comporte : - la certification du service fait, par laquelle l'ordonnateur atteste la conformité de l'engagement de la livraison ou de la prestation ; - la détermination du montant de la dépense au vu des titres ou décisions établissant les droits acquis par les créanciers.
Loi de finances initiale	Loi prévoyante et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat. Elle comprend deux parties distinctes :

Concepts	Définitions
	- Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier ; - Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Marge de solvabilité	C'est le rapport entre la marge au bilan et la marge minimale, voir article 337-1 du code des assurances.
Marge réglementaire	C'est la marge minimale calculée selon les règles édictées par le Code CIMA en ses articles 337-2 (pour les sociétés non vie), 337-3 (pour les sociétés vie) et 337-4 (pour les sociétés mixtes).
Obligations assimilables du trésor	Titres de créances à moyen et long terme, émis par l'Etat par voie d'adjudication.
Obligations du trésor	Titre à moyen et long terme, négociables sur toute l'étendue du territoire des membres de l'UEMOA, émis par les états membres de l'Union
Placements	Investissements opérés par la société d'assurance. Ces investissements doivent se faire selon les dispositions de l'article 335-1.
Prestation	Somme payable par la société d'assurances au demandeur, au cessionnaire, au créancier gagiste ou au bénéficiaire lorsque se réalise un sinistre couvert par la police.
Produit intérieur brut	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : - le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; - le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; - le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Concepts	Définitions
Provisions techniques	Provisions constituées pour faire face aux sinistres futurs pour les risques dont la prime a déjà été encaissée. Elles doivent répondre au principe imposé par le législateur qui est celui des engagements réglementés et doivent à tout instant être représentées par des actifs équivalents.
Réalisations quantitatives	Elles servent de référence pour suivre l'évolution des variables macroéconomiques telles que les agrégats monétaires, les réserves internationales, les soldes budgétaires et les emprunts extérieurs, par rapport aux objectifs inscrits dans le programme du pays. Les programmes appuyés par la FEC visent à préserver les dépenses sociales et les autres dépenses prioritaires, notamment par la fixation d'objectifs quantitatifs explicites lorsque cela est possible.
Recettes propres des EPE	Ensemble des recettes qui sont générées par les activités de l'établissement. Elles ne doivent inclure ni l'excédent d'exécution budgétaire de l'exercice n-1, ni les subventions accordées par les autres partenaires, ni les reports sur exercices antérieurs (excédent de trésorerie, recouvrement des restes à recouvrer des exercices antérieurs). Il s'agit des recettes propres effectivement recouvrées et mentionnées dans le compte de gestion.
Remboursement des emprunts	Il concerne la provision des établissements ayant contracté des emprunts dans le cadre de leurs investissements ou de toute autre opération.
Repères structurels	Ils aident à suivre l'application des réformes macroéconomiques essentielles dont dépend la réalisation des objectifs du programme et les progrès accomplis par rapport à ces repères sont évalués lors de revues du programme. Les réformes en question varient d'un programme à l'autre et peuvent comprendre, par exemple, l'amélioration du fonctionnement du secteur financier, la mise en place de dispositifs de protection sociale ou une meilleure gestion des finances publiques.
Résultat n-1 des FN	Différence entre les recettes et les dépenses de l'année précédente.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Sinistre	Événement (incendie, décès...) qui fait jouer les garanties du contrat : indemnité, capital ou rente.
Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé(e) de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public.

Concepts	Définitions
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers.
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les recettes totales et les dépenses totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'État, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde net de gestion	Il représente les recettes moins les charges. Le solde net de gestion est aussi égal à la variation de la valeur nette due à des transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'État.
Solde primaire	Ce solde représente la capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
Sous-agent	Conformément aux dispositions de l'Instruction n°13-11-2015 du 10 novembre 2015 de la BCEAO relative aux modalités d'exercice de l'activité de transfert rapide d'agent, un sous-agent est une personne morale ou physique à qui les intermédiaires agréés et les Systèmes financiers décentralisés donnent mandat pour exercer, pour leur compte et sous leur responsabilité, l'activité au sein de l'UEMOA.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Subventions de l'Etat dans les EPE	Ensemble des ressources financières accordées par l'Etat à l'établissement public.
Syndication ou appel public à l'épargne	Il désigne le processus par lequel une société, une institution ou un gouvernement (l'émetteur) vend des titres au public investisseur en faisant recours à des intermédiaires constitués en un syndicat de placement.

Concepts	Définitions
Système financier décentralisé	Institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi N°023-2009 à fournir ces prestations.
Tableau des opérations Financières de l'Etat	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taux de sinistre à prime ou de sinistralité	Part que représente la charge des sinistres dans les primes de l'exercice. On le note S/P.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Total des dépenses	Correspond aux dépenses ordonnancées (dépenses de personnel, autres dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement et d'équipement, remboursement des emprunts, présalaires des élèves fonctionnaires).
Unités de recouvrement	Ensemble des structures chargées de la mobilisation des recettes de services auprès des ministères et institutions. Elles sont subdivisées en trois groupes que sont la recette générale (RG, DAMOF, DDP et TMDC), les vingt (20) perceptions spécialisées et l'Agence judiciaire de l'Etat.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.
Acquisitions nettes d'actifs non financiers (ANANF)	Transactions des administrations publiques qui modifient leur investissement net en actifs non financiers. Les actifs non financiers sont des actifs économiques autres que les actifs financiers. Ils constituent des réserves de valeur et procurent des avantages, soit par le biais de leur utilisation dans la production de biens et de services, soit sous la forme de revenus de la propriété et de gains de détention.
Autres recettes	Toutes les recettes à recevoir à l'exception des impôts, des cotisations sociales et des dons.
Charges	Transactions qui diminuent la valeur nette. Selon la définition figurant dans les SFP, elles ont des entrées de contrepartie, sous forme soit d'une baisse des actifs, soit d'une hausse des passifs, ce qui a pour effet de réduire la valeur nette.
Consommation de capital fixe (CCF)	Transaction interne qui représente la diminution de la valeur des actifs fixes due à leur utilisation répétée ou continue dans le processus de production.
Dépenses	Ensemble des charges et des transactions sur actifs non financiers.
Dons	Transferts que les unités d'administration publique reçoivent d'autres unités d'administration publique, résidentes ou non résidentes, ou

Concepts	Définitions
	d'organisations internationales et qui ne satisfont pas à la définition d'un impôt, d'une subvention ou d'une cotisation sociale.
Recettes	Transactions qui augmentent la valeur nette. Les transactions de recettes, telles que définies dans les SFP, ont des entrées de contrepartie, sous forme soit d'une hausse des actifs, soit d'une baisse des passifs, qui ont pour effet d'accroître la valeur nette.
Recettes fiscales	Montants obligatoires sans contrepartie que les unités d'administration publique doivent recevoir des unités institutionnelles, en espèces ou en nature. Seule une unité d'administration publique peut recevoir des recettes sous la forme d'impôts.
Solde net de gestion	Représente les recettes moins les charges. Il est aussi égal à la variation de la valeur nette due aux transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'État.
Tableau des Opérations Financières de l'Etat	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Transactions sur actifs financiers et passifs	Transactions qui modifient les actifs financiers et les passifs des administrations publiques.

METADONNEES

Marge de solvabilité

Objectif : Mesurer la solidité financière du marché.

Définition : La marge de solvabilité est le rapport entre la marge au bilan et la marge minimale, voir article 337-1 du code des assurances.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Marge au Bilan}}{\text{Marge minimale}}$$

Référence de l'indicateur :	de Producteur : DA	Désagrégation :	Périodicité :
le code des assurances article 337-1		Non désagrégué	Annuelle

Sources : Rapport du marché des assurances

Taux de frais généraux

Objectif : Mesurer le niveau des frais de fonctionnement engagés par la société d'assurances

Définition : Le taux de frais généraux est le rapport des frais généraux sur les primes émises

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{frais généraux}}{\text{Primes}}$$

Référence de l'indicateur :	de Producteur : DA	Désagrégation :	Périodicité :
le code des assurances		Non désagrégué	Annuelle

Sources : Rapport du marché des assurances

Taux de sinistres sur primes

Objectif : Mesurer le niveau de sinistralité d'une société d'assurances

Définition : la part que représente la charge des sinistres dans les primes de l'exercice.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{sinistres}}{\text{Primes}}$$

Référence de l'indicateur :	de	Producteur : DA	Désagrégation :	Périodicité :
code des assurances	le		Non désagrégé	Annuelle

Sources : Rapport du marché des assurances

Couverture des engagements réglementés

Objectif : Mesurer la couverture des engagements pris auprès des assurés

Définition : c'est le rapport des actifs admis sur les engagements réglementés.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Actifs admis}}{\text{Engagements réglementés}}$$

Référence de l'indicateur :	de	Producteur : DA	Désagrégation :	Périodicité :
code des assurances	le		Non désagrégé	Annuelle

Sources : Rapport du marché des assurances

Taux d'autofinancement : est le rapport entre les recettes propres et les dépenses de fonctionnement.

Taux d'autofinancement = Recettes propres recouvrées/ Dépenses de fonctionnement ordonnancées

Taux de Couverture des Dépenses par les Ressources : c'est le rapport entre le total des ressources disponibles et celui des dépenses ordonnancées.

Taux de Couverture des Dépenses par les Ressources = Total des ressources disponibles / Total des Dépenses ordonnancées

Taux de rendement moyen : C'est la moyenne des rendements des titres de même maturité.

Objectif : Connaître le cout effectif de l'emprunt supporté par l'émetteur pour des titres ayant la même maturité.

$$\text{Taux de rendement moyen} = \frac{\sum \text{taux de rendement} * \text{montant retenu}}{\sum \text{montant retenu}}$$



ANNEXES

Annexe1 : liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2022

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Commune	Yargatenga			Karangasso-Sambla	Kyon	Garango	Solenzo
	Ouargaye					Béguédo	Kouka
						Boussouma-Centre-Est	Sanaba
						Komtoèga	Sami
						Niogo	Balavé
							Tansila
							Garango
							Béguédo
							Boussouma
							Komtoèga
							Niogo
							Kelbo
							Koutougou

Source : DGTCP/DSOFE

Annexe 2 : Equipe d'élaboration de l'annuaire statistique

Numéro d'ordre	Nom et Prénom (s)	Fonction	Contact
1	BAMOUNI Bruno R.	Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	
2	OULLA/PARE Kadiatou	Directrice Générale Adjointe du Trésor et de la Comptabilité Publique	
3	BONTOGO Siméon	Directeur du Suivi des Opérations Financières de l'Etat	70 02 36 85 bontsim2006@yahoo.fr
4	COMPAORE Judith Félicité	Contrôleur Interne	70 73 75 61 judifeli@yahoo.fr
5	COMPAORE Abdoul Rasmané	Chef du service des statistiques de finances publiques	70 43 39 21 cabdoulrasmane@gmail.com
6	KABORE Roland	Chargé des statistiques de finances publiques	70 49 82 42 roland1kabore@gmail.com
7	TOU Ibrahima	Chargé des statistiques de finances publiques	78 11 97 50 ibrahimatou77@gmail.com
8	OUEDRAOGO P. Dieudonné	Chargé des statistiques de finances publiques	78 02 52 73 payamsseba@gmail.com
9	YAMEOGO Arlenn	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	75 30 30 25 arlenn2000@gmail.com
10	BASSOLE Wilfried Gustave	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	78 55 81 00 newoulou2@gmail.com
11	MOSSE Francis	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	70 38 44 76 mossefra@gmail.com
12	ZIDA/TAPSOBA Odile	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	67 77 49 40 tapsodile@gmail.com

Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation

Numéro d'ordre	Nom et Prénom (s)	Structure	Tél.	Adresse électronique
1	TRAORE Romain	DAMOF	70 59 97 77	traoromgg@gmail.com
2	YOUGBARE Fidèle	DAMOF	70 23 11 87	yfido2000@gmail.com
3	BASSOLE Wilfried Gustave	DSOFE	78 55 81 00	newoulou2@gmail.com
4	KAFANDO/OUANGA Mariam	SRH	78 06 83 14	mariamkafando26@yahoo.com
5	SAM Marc T	DELF	70 94 55 96	tinbwaoga@yahoo.fr
6	YAMEOGO W. Arlenn	DSOFE	75 30 30 25	arlenn2000@gmail.com
7	SENI Yves Innocent	RG	72 78 67 44	yveseni@gmail.com
8	KABORE Roland	DSOFE	70 49 82 42	roland1kabore@gmail.com
9	BONKOUNGOU Moussa	DA	70 05 03 86	b.mousbil@yahoo.fr
10	OUERAOGO Haoua	DSOFE	71 05 15 13	haouaouedraogo61@gmail.com
11	COMPAORE Abdoul Rasmané	DSOFE	70 43 39 21	cabdoulrasmane@gmail.com
12	ZALLA L. Ben Idriss	DSC-SFD	70 39 82 54	zbenidriess@gmail.com
13	OUEDRAOGO P. Dieudonné	DSOFE	78 02 52 73	payamsseba@gmail.com
14	TOU Ibrahima	DSOFE	78 11 97 50	ibrahimatou77@gmail.com
15	BONTOGO Siméon	DSOFE	70 02 36 85	bontsim2006@yahoo.fr
16	COMPAORE Judith Félicité	DSOFE	70 73 75 61	judifeli@yahoo.fr
17	ZOUNGRANA Tasséré	DDP	78 01 05 93	ztass51@gmail.com
18	OUEDRAOGO Abdoul-Guelilou	DGESS	76 88 92 81	agsoro0@gmail.com
19	BLE Yaya	BCMS	70 09 14 34	bleyaya35@gmail.com
20	KOMI Sékou	PG	64 01 65 48	komisekou097@gmail.com
21	OUEDRAOGO Mahamado	ACCT	76 46 05 00	omahamado1974@gmail.com
22	MOSSE Francis	DSOFE	70 38 44 76	mossefra@gmail.com
23	BELEMBAGO Boukaré	DSOFE	60 09 04 07	belembaogoboukare@gmail.com
24	KABORE Boureima	DSOFE	70 01 58 92	ibrakabore@yahoo.fr
25	ZIDA/TAPSOBA Odile	DSOFE	67 77 49 40	tapsodile@gmail.com
26	KAMBOU Justin	DSOFE	76 32 34 00	justiskas@gmail.com
27	SAVADOGO Tanga	SAD	78 17 42 22	tangasavado@gmail.com
28	SANA Nacène	SF	65 91 46 64	lasssana896@gmail.com
29	ZANGO Roger	TMDC	70 24 62 25	rogerzango@yahoo.fr
30	OUEDRAOGO Michel	DIT	71 85 35 05	ouedmichel2@yahoo.fr